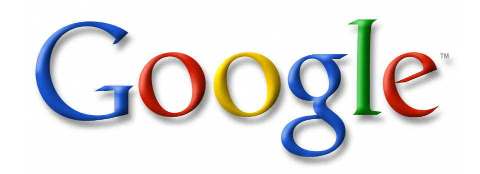


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

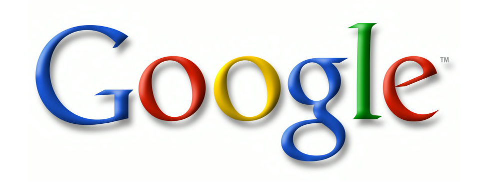
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

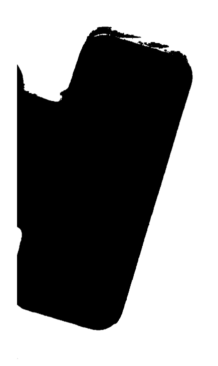
Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

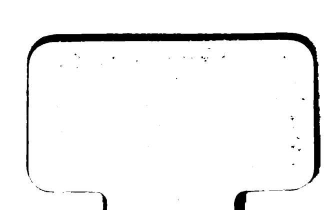
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`







Vet. Fr. III E. 1/29



HISTOIRE

POLITIQUE, ANECDOTIQUE ET LITTÉRAIRE

DU

JOURNAL DES DÉBATS.

HISTOIRE

POLITIQUE, ANECDOTIQUE ET LITTÉRAIRE

DU

JOURNAL DES DÉBATS.

PAR

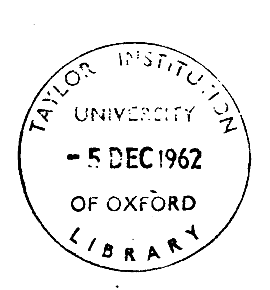
M. Alfred Nettement.

Tradidit mundum disputationibus,
(Eccles...)

TOME PREMIER.

PARIS.
AUX BUREAUX DE L'ÉCHO DE FRANCE,
345, RUE SAINT-HONORÉ.

1838.



IMPRIMERIE D'ÉDOUARD PROUX ET Cᵉ,
rue Neuve-des-Bons-Enfans, 3.

INTRODUCTION.

Puisqu'on fait l'histoire des grands hommes, on peut bien faire l'histoire d'un journal. Jamais la personnalité humaine n'atteint le degré d'importance de ces puissantes personnalités de la presse, qui, survivant à toutes les morts, traversent en courant les ruines, et continuent à s'avancer, comme la pensée dont elles sont l'image, en laissant derrière elles des tombeaux. Un journal, c'est un drapeau qui marche ; ajoutons, puisque nous parlons du *Journal des Débats*, que c'est quelquefois un drapeau qui, en marchant, change de

couleurs. Certes, si l'histoire d'une feuille périodique peut être instructive, c'est celle de cette feuille dont l'existence, nuancée de bien et de mal, bariolée de vérités et d'erreurs, résume toute l'époque contemporaine; dont les variations ont suivi le flux et le reflux de la fortune dans ces derniers temps, et dont les opinions, ondoyantes en politique comme en littérature, ont pris, quitté, repris tous les hommes et toutes les idées; quoi de plus? dont la fidélité inconstante, luttant avec le diplomate qui a prêté le plus de sermens et qui en a le moins tenu, l'a presque égalé dans l'universalité de ses dévoûmens et dans l'encyclopédie de ses trahisons.

On verra dans ce récit fécond en péripéties de toute espèce, un reflet des hommes et des choses, et cette histoire particulière sera peut-être un chapitre curieux de l'histoire générale. Les pôles de la politique rapprochés, les extrémités littéraires se donnant la main, un Panthéon banal qui a des autels pour toutes

les croyances, des piédestaux pour toutes les gloires, des niches pour toutes les statues, n'est-ce point là un tableau digne d'attirer l'attention de ceux qui aiment à suivre le mouvement des faits et celui des esprits?

Ce tableau aura un double intérêt, parce que le point de vue littéraire viendra s'y mêler au point de vue politique.

Il est un genre d'écrivains dont les mérites et les torts sont rarement pesés, précisément parce qu'ils tiennent la balance, ce sont les critiques. Les critiques forment ce qu'on pourrait appeler la magistrature du royaume des lettres, et c'est une entreprise quelque peu audacieuse que de juger un tribunal. Cependant, dans notre époque plus que dans toute autre, une pareille étude est nécessaire. Il est arrivé, dans le pays des idées, une révolution qui a donné aux successeurs directs ou indirects de Quintilien une importance inouïe. La critique qui, dans l'antiquité et même dans les dix-huit premiers siècles de notre histoire,

n'avait agi que d'une manière irrégulière et à de longs intervalles, a pris tout à coup un développement inattendu; une institution s'est fondée qui, embrassant dans son vaste domaine les faits et les idées, parlant de tout et parlant tous les jours, a régularisé un vaste commerce intellectuel dont les départs et les arrivages ne s'arrêtent jamais. La critique s'est incarnée dans le journal, ce formidable agent qui joue à peu près, dans l'ordre moral, le rôle que joue la vapeur dans l'ordre matériel. Le journal n'est, à proprement parler, que la critique appliquée à toutes les branches d'intérêt et circulant dans les veines du corps social. Les livres sont les lingots, trésors, si l'on veut, mais trésors enfouis; le journal est le papier-monnaie du pays des intelligences. C'est seulement depuis que la presse a pris cette forme et s'est présentée sous cette combinaison, qu'elle est devenue un quatrième pouvoir dans l'état, pouvoir à la fois salutaire et redoutable, qui, non content d'exprimer

l'opinion, a eu souvent le tort de l'égarer.

Il est arrivé alors au journal ce qui arrive à toutes les institutions qui grandissent. Le sceptre de la critique ayant acquis une prodigieuse autorité, des mains plus puissantes se sont présentées pour le saisir. L'importance que donnait au journal la haute critique politique dont il était l'instrument spécial, a rejailli sur la critique littéraire : toutes ses parties ont tendu à se mettre de niveau. Des esprits distingués qui, dans d'autres époques, auraient écrit des ouvrages, se sont jetés dans ces conversations de chaque jour, où l'on a le public pour interlocuteur. Cette tendance n'a pu que s'accroître lorsqu'on a vu des hommes comme MM. de Châteaubriand, de Bonald, de La Mennais, du côté de l'opinion monarchique; des hommes comme MM. Benjamin-Constant, Cormenin, Paul-Louis Courrier, du côté de l'opinion opposée, prêter successivement leur collaboration aux feuilles où se discutaient les grands principes du gouvernement. Alors la

littérature a envoyé l'élite de ses écrivains dans la partie du journal qui lui était réservée. C'est ainsi que, dans l'histoire du *Journal des Débats*, nous nous trouverons amenés à apprécier Geoffroy, M. de Felètz, Hoffmann, M. Étienne, M. Fiévée, M. Janin, M. Nodier, M. Duvicquet et quelques autres littérateurs.

L'histoire qu'on va lire se divise en plusieurs périodes :

La première commence avec la réaction des idées de religion et de pouvoir, dont le *Journal des Débats* devint l'organe ; elle dure jusqu'au moment où l'empereur Napoléon, craignant que cette réaction qui a fait sa puissance ne finisse par le dépasser et par aller jusqu'à la monarchie légitime, s'empare d'abord de la direction, puis de la propriété du *Journal des Débats*, et le confie à des mains qu'il juge plus obéissantes, afin que cet instrument de publicité ne puisse se tourner contre lui.

Cet interrègne, où les fondateurs et les propriétaires légitimes du *Journal des Débats* sont

exclus de la direction et de la propriété de cette feuille, forme une seconde période qui ne se termine qu'à la restauration.

La troisième période commence alors, et, si l'on en excepte le court intervalle des cent-jours, pendant lesquels le *Journal des Débats* échappe encore à ses légitimes propriétaires, elle dure sans interruption jusqu'à la seconde partie du ministère de M. de Villèle. C'est là le beau temps du *Journal des Débats*. Pendant ces premières années de la restauration, il pose tous les grands principes de la politique, comme il a posé, au moment de la réaction des idées, tous les grands principes de la religion, de la morale et de la littérature.

Mais à cette période vraiment gouvernementale succède une période d'opposition, opposition qui, pour renverser un ministre, frappe jusqu'au pouvoir. Presqu'au même instant l'anarchie littéraire s'empare de cette forteresse, dont les batteries avaient été si longtemps tournées contre elle. Cette quatrième

phase se prolonge jusqu'à la révolution de juillet.

Enfin, les sept années qui se sont écoulées depuis le 9 août 1830, forment la dernière époque de cette histoire ; elles sont le complément logique et le commentaire naturel de l'avant-dernière partie.

Avons-nous besoin d'ajouter qu'en écrivant cet ouvrage nous n'avons été mus par aucune pensée d'inimitié contre les hommes, et que nous avons considéré ce sujet présent et actuel, comme si nous en étions séparés par l'intervalle des temps? Nous avons partout et avant tout recherché la vérité, sans la taire quand elle était favorable, sans la cacher quand elle était contraire : ce livre, comme tous les livres, peut contenir des erreurs, mais il ne contient pas un seul mensonge.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE I.

Sommaire : — Tableau de la société révolutionnaire. — Des principes qui présidèrent à la révolution française. — Le protestantisme. — Corruption de l'intelligence et corruption du cœur. — L'école philosophique et les roués. — Religion de la volonté humaine. — Superstition de la loi. — L'homme créateur. — Ridicules du nouveau culte. — Poésie. — Le Panthéon. — La guillotine remplace la croix. — La sainte guillotine et la sainte montagne. — Mot profond de Vico. — Barbarie sortant de la civilisation. — L'homme devient fou de raison. — Anecdotes. — Lettre d'une courtisane à la Constituante. — Scènes des 5 et 6 octobre. — Un barbier contraint de raser une tête coupée. — Autropophages. — Chaumette proclame la déesse Raison dans la salle des séances de la convention. — Danses de députés et de courtisanes. — Justes conseils de Dieu. — Symboles. — L'opéra à Notre-Dame. — La prédiction du père Beauregard accomplie. — Chaumette insulte une statue de la Sainte-Vierge. — Le comédien Monvel monte dans la chaire de Saint-Roch pour faire profession d'athéisme. — La châsse de Sainte Geneviève brûlée. — Apothéose de Voltaire, de Rousseau, de Marat. — Extinction du sens moral en France.

Pour bien juger l'action sociale et littéraire du *Journal des Débats*, à son entrée dans la presse, il faut rappeler l'état de décadence jusqu'au quel la littérature et la société étaient descendues, et

présenter un tableau fidèle de la situation, d'où sortait à peine la France, au moment où la réaction sociale et religieuse commença. Quoique notre époque coudoie cette crise, ces souvenirs sont si loin de nos mœurs qu'ils ne sauraient être présens à beaucoup de mémoires.

Disons le d'abord, il y a deux choses bien distinctes dans l'histoire des dernières années du dix-huitième siècle, et il importe de ne pas confondre la situation qui réclamait une réforme, avec les passions et les vices qui firent une révolution. Tous les hommes sérieux doivent le reconnaître, le moment d'une modification dans les rapports politiques des pouvoirs sociaux était arrivé. La puissance réelle avait changé de place dans la société, et comme ces grandes réunions, qu'on appelait les États généraux, étaient malheureusement suspendues depuis long-temps, les changemens qui s'étaient faits dans les choses n'avaient pu s'inscrire peu à peu dans les lois. L'infortune de la France voulut que cette situation, déjà compliquée par

elle-même, rencontrât une génération corrompue, dans ses mœurs et dans son intelligence, par celle qui l'avait précédée.

Les dernières années du dix-huitième siècle furent donc la conséquence brutale et désordonnée des doctrines qui avaient prévalu dans la première moitié de cette ère. La génération de l'action vint après la génération des penseurs. Il n'y eut pas une idée folle, pas une rêverie insensée qui ne trouvât une main pour l'appliquer par le fer et dans le sang. Le système du philosophisme avait été, à proprement parler, une réaction des idées et des sentimens du paganisme antique, contre les idées et les sentimens chrétiens. Il y a en effet une frappante analogie entre l'école de Voltaire et celle de Julien l'apostat. D'un autre côté, les temps de la régence, par leurs sales débauches, se rattachent aux mœurs de la décrépitude romaine. Le régent et ses roués avaient rendu de l'à-propos aux satires de Juvénal. Le portrait de Messaline pouvait être regardé comme un ouvrage de circon-

stance : l'histoire ne pouvait plus s'écrire qu'en libelles. Ainsi se terminait le grand duel du protestantisme et du catholicisme, qui avait agité les âges précédens. Le protestantisme en délivrant le *moi* humain, c'est à dire l'orgueil, ce prisonnier du catholicisme, avait enfanté les résultats que nous voyons décrits, au commencement des temps, par les Écritures : l'infatuation des intelligences et la prodigieuse corruption des cœurs. Et comme si le type de la première grande crise de l'humanité devait se reproduire dans toutes les phases de l'histoire, les mêmes conséquences ne tardèrent pas à suivre les mêmes causes, et on les vit se dessiner dans la révolution française avec une effrayante énergie.

A proprement parler, la révolution française, c'est la révolte du *moi* humain contre tout ce qui l'entoure ; c'est la religion, c'est la superstition de la puissance humaine, la négation de toutes les autres forces, de toutes les autres puissances, de tous les autres cultes. L'homme, à qui l'on a enlevé toutes ses croyances, ne croit plus qu'en

lui ; il est à lui-même son Dieu : dès lors il veut prendre possession des attributs de sa divinité ; il veut créer, commander, être obéi, et il entend que tous les obstacles disparaissent devant sa volonté souveraine. Si vous n'étudiez point la révolution de ce point de vue, vous cessez de la comprendre.

A la manière dont se conduisent la Constituante et la Convention, on voit qu'elles ne croient point siéger dans une salle, mais dans un Olympe, et la dernière ne rappelle pas mal le farouche Odin dans son paradis sanglant, faisant boire à ses élus le breuvage de l'immortalité dans des crânes humains. Il est si vrai que l'homme est Dieu à cette époque, qu'il n'y a plus qu'une religion debout, la religion de la loi, c'est-à-dire l'apothéose de la volonté humaine ; car la loi, ce n'est plus l'expression du juste et la condamnation de l'injuste, c'est la volonté du peuple souverain. Tout suit cette idée. Les résistances sont considérées comme des sacriléges, les paroles irrespectueuses comme

des blasphèmes. Il y a une loi de lèse-majesté populaire, comme il y avait, à Rome, une loi de lèse-majesté impériale. La guillotine est à côté de la Convention, comme la foudre à côté de Jupiter. La divinité de l'époque est une divinité implacable, qui regarde les difficultés comme des révoltes, et qui, dans l'infatuation de sa puissance, pétrit les chairs vivantes, comme le véritable Créateur pétrissait la boue, dont il fit le premier homme, dans les jardins de l'Éden.

Cette nouvelle divinité veut exercer à tout prix sa prérogative de créatrice; elle rompt avec le passé; elle le nierait si elle l'osait, et, jusqu'à un certain point elle le nie, en faisant commencer les temps avec la république, et en datant de l'an premier, dix-huit siècles après Jésus-Christ. La république française redit à sa manière les paroles de l'Écriture : « Je suis celui qui suis. » En outre, elle ne reconnaît d'existence réelle qu'à ce qu'elle a fait. C'est une audacieuse parodie de la majestueuse scène qui ouvre la Bible : « Il créa le ciel et la terre, et il vit que son ou-

» vrage était bon. » L'homme devenu Dieu, veut que la création commence avec lui ; tout ce qui précède son avènement à la divinité, est de droit dévolu au néant. Sur la motion de Condorcet, on fait brûler les immenses travaux des congrégations savantes, comme si, sur le même bûcher, on pouvait anéantir le passé ; on rase les monumens, ces témoins de marbre et de pierre ; on promène un niveau sanglant sur les familles aristocratiques, ces monumens vivans de notre histoire. « On aurait refait l'œuvre des six jours
» si on l'avait pu, dit très bien un écrivain de
» nos jours (1), tant on la trouvait pitoyable.
» Les lieux étaient traités comme les hommes.
» Déjà *Saint-Denis*, la sépulture violée de nos
» rois, s'appelait *Franciade ; Saint-Germain*, le
» berceau de Louis XIV et la retraite des Stuarts
» exilés, *Montagne du Bel-Air ; Gerberoi*, *Gerbe-*
» *la-Montagne*. On proposa de changer des noms
» de ville dans lesquels, si on en avait fait un

(1) M. P. de la Mairie, dans la *Revue catholique*.

» logogriphe, se serait trouvé le mot *roi*. Bientôt, sur les débris de la grande fondation de madame de Maintenon, devait s'élever le *Prytanée de Cyr*, et, pour les réunions civiques, on avait mis en contredanse *la fanfare de Cloud*.
» Les jours, les semaines, les mois avaient passé par d'aussi rudes épreuves que les hommes et les lieux. Les horloges ne sonnaient plus que dix heures; les semaines avaient dix jours au lieu de sept; ce n'étaient plus même des semaines, c'étaient des *décades*. Les jours et les mois avaient perdu leurs noms, on leur en avait donné que personne ne savait. Les saints avaient disparu du calendrier comme de leurs piédestaux; des noms de légumes, de fleurs, de plantes, d'animaux, d'instrumens aratoires les avaient détrônés. Dans ce temps, on datait un procès-verbal du *quintidi*, *herse*; on faisait un acte de naissance de *nonidi*, *navet*; on se mariait le *duodi*, *dindon*; on enterrait son père le *sextidi*, *carotte*. » Cette religion de la puissance humaine, qui souvent tombe dans le

ridicule, quelquefois aussi s'empreint d'une sauvage poésie; elle parle à la matière comme à l'intelligence, à la nature morte comme à la nature animée. Vous n'avez point oublié la terrible prosopopée du cul-de-jatte Couthon, se faisant porter, à bras de bourreaux, sur la place de Belcourt, dans la ville de Lyon, désormais désignée sous le nom de *Commune affranchie*, et donnant le signal de la démolition en frappant chaque édifice d'un coup de marteau, accompagné de ces paroles : « Maison, je te frappe au nom de la loi ! »

Il y a dans les pensées une logique inexorable. Puisque l'homme est Dieu, il lui faut un temple. De là le Panthéon, où l'on enverra pourrir trois ou quatre immortalités d'élite. Le Panthéon est le système philosophique du dix-huitième siècle, incarné dans le marbre et dans la pierre. Et voyez quels sont les dieux de cet étrange Olympe : Voltaire et Rousseau, c'est la déification de la force de l'intelligence en état de révolte dans la sphère de l'idée ; Mirabeau, c'est

la déification de la force de l'intelligence en état de révolte dans la sphère de l'action ; enfin Marat, c'est la déification de la force humaine encore, mais de la force brute, c'est la guillotine faite Dieu.

Pour rapprocher ici les pôles du monde, osons comparer la marche du philosophisme à celle du christianisme. Le christianisme aussi présente à nos respects un instrument de supplice ; il chante, dans nos églises, des hymnes à la croix ; il l'appelle sainte, vénérable, presque divine : mais cette croix n'a point servi au Christ et à ses disciples, à tuer, elle leur a servi à mourir.

Le philosophisme, dans la dernière de ses transformations, le jacobinisme, a pris un autre étendard, c'est la guillotine. On chante sur les théâtres, dans les places publiques, la sainte guillotine, comme les chrétiens chantaient la sainte croix. On célèbre l'instrument de mort en même temps que la sainte Montagne de la Convention, où siégeaient les trois grands pour-

voyeurs de l'échafaud : Danton, Marat et Robespierre. Dans la séance du 5 septembre 1793, Chaumette s'écrie : « Et vous, Montagne à jamais » célèbre dans les pages de l'histoire, soyez le » Sinaï des Français, lancez, au milieu des fou» dres, les décrets éternels de la justice du peu» ple ; inébranlables au milieu des orages amon» celés par les aristocrates, agitez-vous et tres» saillez à la voix du peuple. Assez long-temps » le feu concentré de l'amour du bien public a » bouillonné dans vos flancs ; qu'il fasse une ir» ruption violente. Montagne sainte, devenez un » volcan dont les laves brûlantes détruisent à » jamais l'espoir du méchant ! » Quoi de plus ? on a chez soi des miniatures de guillotine, comme on avait naguère des crucifix. Il y a des hymnes révolutionnaires à la guillotine. Elle est un ornement, un symbole, un drapeau. La religion de la guillotine a ses dévots qui voient en elle l'instrument du salut du peuple ; mais pour ceux qui en parlent ainsi, elle est un instrument de meurtre au lieu d'être un instrument de martyre.

On vit alors, en France, des choses sans exemple dans l'histoire des peuples. Les crimes ne sont pas nouveaux dans le monde, et il y avait eu avant Marat, Danton et Robespierre, bien des hommes cruels, sanglans oppresseurs de leur époque et de leur pays. Mais les crimes et les excès de 93 ont une physionomie qui leur appartient en propre : c'est une sorte de démence grave et sententieuse qui fait mal; c'est une folie logicienne qui argumente au milieu de ses convulsions. Il y avait plus d'un siècle que les hommes raisonnaient, comme disait Pic de la Mirandole, de toutes les choses qu'on peut savoir et de quelques autres choses encore; ils devinrent alors fous de raison. Ils persécutèrent, ils proscrivirent en parlant d'union; ils tuèrent en parlant d'humanité, emprisonnèrent en parlant de liberté. Ils mirent l'âge d'or dans leurs discours, l'âge de fer dans leurs actes, âge de fer trempé dans le sang. Pour achever d'humilier l'orgueil humain, il n'est pas très sûr qu'une partie des scélérats qui commirent ces

horreurs, ne fussent pas des scélérats consciencieux, ce qui montre ce que valent les lumières de la conscience humaine, quand le soleil qui l'éclaire d'en-haut a cessé de luire, et qu'elle veut être à elle-même son propre soleil.

Vico, parmi bien des maximes contestables, en a une d'une vérité si frappante qu'elle semble une prophétie. « Il y a, dit-il, des barbaries, filles » des lumières, qui sortent de la civilisation pour » affliger la maturité des peuples ; elles sont plus » effroyables encore que ces barbaries, filles des » ténèbres, qui s'assoient auprès du berceau des » nations. » Ce qui se passa à l'époque de la révolution de 93, dans la société française, justifie admirablement la maxime de Vico. Chaque jour amenait une scène nouvelle, une de ces scènes étranges dont il a été parlé tout à l'heure, et qui ont le caractère d'une gaîté maladive et d'un rire convulsif qui appartient à la folie. Il y avait à la fois du vaudeville et du drame dans la révolution française. Terrible par un bout, grotesque par l'autre, elle terminait un grincement de

dents par un éclat de rire affreux. C'était une abominable parodie de tout ce qui avait été jusques là respecté, parodie d'autant plus étrange, que les acteurs étaient des fous sérieux. Savez-vous que Robespierre, Marat, Saint-Just, seraient bien ridicules s'ils n'étaient pas si horribles? C'étaient des Trissotins et des Vadius dont la situation avait fait des Marius et des Sylla : entre eux et les sophistes leurs prédécesseurs, une seule différence, c'est qu'ils avaient, pour secrétaire, le bourreau.

Il faudrait donner, par quelques exemples, une idée de cette époque.

Voici ce qui se passait dans le meilleur temps de la révolution française, dans la période élevée jusqu'au ciel par ceux qui, mettant un sinet entre leur admiration et leur blâme, réservent la première pour la Constituante, et frappent du second les assemblées politiques qui suivirent. Une courtisane qui vivait en concubinage avec un de ces infâmes qui déshonoraient l'habit ecclésiastique, que tant de martyrs du

clergé ont lavé dans leur sang, une courtisane envoya, en août 89, à la Constituante, un don patriotique, produit d'une partie des vases sacrés volés à la Bastille, puis vendus à un juif par son complice. A cet envoi était jointe cette lettre d'une insolente impudicité : « Messei» gneurs, j'ai un cœur pour aimer ; j'ai amassé » quelque chose en aimant, j'en fais entre vos » mains hommage à la patrie ; puisse mon exem» ple être imité par mes compagnes de tous les » rangs. (1) » Savez-vous ce que cette assemblée de sages, ce conseil de graves législateurs répondit à cette Messalline ? Il ordonna « la men» tion honorable du don de cette vertueuse pa» triote. » Vous voyez que l'institution des filles-mères et les saletés qui vinrent plus tard, étaient déjà, à cette époque, en germe dans les esprits.

(1) Cette anecdote et la plupart de celles qui figurent dans ce chapitre, sont empruntées aux articles récemment publiés par M. Georges Duval. L'autorité d'un homme qui n'est pas dans nos rangs, nous a paru plus incontestable en pareille matière.

Nous ne parlerons point des scènes qui marquèrent les 5 et 6 octobre. Si nous rappellions les têtes coupées de MM. de Miomandre et de Varicourt, portées au bout de piques sanglantes; les porteurs s'arrêtant devant la boutique d'un perruquier établi en face du pont de Sèvres, et forçant le malheureux à sortir de sa boutique avec une serviette blanche, un plat à barbe, une boîte à poudre de fer-blanc et une houpe, pour faire la barbe à ces deux têtes de morts, pour friser et poudrer ces cheveux raides d'horreur et collés de sang, on dirait que nous allons prendre le sujet de nos tableaux chez les anthropophages (1) : malheureusement on

(1) M. Georges Duval, qui raconte ce fait, déclare l'avoir vu : il dînait ce jour-là chez M. Legris, marchand de bois de Mesdames, au pont de Sèvres. « J'ai tout cela sous les yeux, dit-il, comme si je l'avais vu hier seulement. J'ajoute que ces misérables, qui avaient laissé là leurs deux trophées pour aller prendre leur repas chez le traiteur voisin, descendaient à tour de rôle, et plaçaient entre les lèvres entr'ouvertes des deux têtes, tantôt un morceau de jambon, tantôt une aile de volaille. Enfin l'un d'eux termina cet ignoble et dégoûtant spectacle en apportant un saladier rempli de fromage à la crême dont il barbouilla les deux

trouvait, dans ce temps-là, les anthropophages sans sortir de Paris. La civilisation, comme parle Vico, avait ses barbares. On peut lire, chez les contemporains, jusqu'où ils portaient leur gaîté atroce, et comment leur espièglerie cannibale badinait avec des cadavres.

Quand la révolution eut avancé dans la carrière, si l'horreur des scènes ne put guère s'accroître, la folie des acteurs augmenta. Comme on devient ivre de vin, on devient soûl de crimes. Vous êtes au 8 novembre 1793, assis dans la tribune de la Convention, coudoyés par les bonnets rouges du faubourg Antoine et les tricoteuses du citoyen Robespierre. Cet homme, revêtu d'un habit vert-pomme, qui se lève sur son banc pour signifier à l'assemblée qu'il ne re-

figures aux applaudissemens de la foule anthropophage. Cela est affreux à raconter, mais cela était plus affreux à voir. Ils se mirent quatre à table chez le traiteur, qui s'appelait Mignot, et ils dépensèrent vingt-six francs pour leur repas. J'ai vu le soir, chez M. Legris, la carte de leur repas. Au nombre des convives étaient l'homme à la longue barbe et son acolyte Desnos, qui avait déjà coupé la tête de M. Foulon. »

connaît plus d'autre culte que celui de la liberté et de l'égalité, c'est le ci-devant abbé Syeyes. Le châtiment de celui qui a mis le premier en honneur ces constitutions de main d'hommes, qui substituent l'omnipotence de la raison humaine au lent travail des siècles, et qui, en voulant refaire ce qu'a fait le temps, cet ouvrier de dieu, usurpent la prérogative du Créateur, le châtiment de Syeyes ne se fera pas attendre. Ses nouveaux dieux vont paraître. La barre s'ouvre avec fracas. Qu'est-ce donc que ce personnage, à la physionomie basse et au regard louche, qui entre le premier? C'est Chaumette le procureur de la commune, Chaumette l'athée, fondateur de la religion nouvelle. Vous avez vu que, sous la Constituante, les courtisanes n'étaient encore que de vertueuses citoyennes; sous la Convention elles sont des déesses. Chaumette est allé chercher dans le lupanar voisin, une des prêtresses du vice, qu'il a prise dans sa couche, chaude encore de débauche, pour la faire monter à l'autel. Ne trouvez-vous pas que cette épo-

que se rendait justice, en déclarant ainsi que le vice et la corruption étaient ses dieux? Chaumette est donc allé recruter son Olympe dans un des égouts de la capitale ; il arrive en tenant par la main une des courtisanes ; les autres suivent, dignes prêtresses d'une pareille divinité. Se dirigeant alors, d'un pas solennel, vers le fauteuil du président Lequinio, qui se lève respectueusement, le procureur de la Commune s'écrie d'un ton inspiré : « Mortels, ne reconnais-» sez plus d'autre divinité que la Raison. Je viens » vous en offrir l'image la plus noble et la plus » pure. » Il fléchit alors le genou devant l'idole, le président s'incline à son tour, et l'assemblée rend par acclamation un décret, portant que la Convention assisterait à une fête en l'honneur de la Raison, et que cette fête serait célébrée dans l'église métropolitaine (Notre-Dame), qui s'appellerait désormais le Temple de la Raison. A la suite de ce décret, on entonne des chants patriotiques et l'on commence des danses, auxquelles se mêlent les députés.

Cette ronde de législateurs et de courtisanes, tournant autour d'une idole pétrie avec les vices de cette société et la boue de ses mœurs, n'est-ce pas un symbole exact et fidèle du dix-huitième siècle tout entier? Ne dirait-on pas voir la corruption du cœur et celle de l'esprit, se donnant la main pour sacrifier aux autels des sens, ces divinités brutales des intelligences avilies et des cœurs dégradés? L'alliance des sophismes et des vices, des rhéteurs et des roués de la régence, se poursuivait jusqu'au bout; mais, dans cette alliance, les mœurs de la régence fournissaient la divinité, l'école philosophique avait la honte de fournir les adorateurs. Ainsi s'accomplissaient les conseils de Dieu, qui voulait avoir raison de cet orgueil insensé qui lui avait déclaré la guerre. La philosophie du dix-huitième siècle avait commencé par proclamer la royauté des sens; elle finissait, comme le régent d'Orléans, son type et son modèle, prosternée devant une courtisane, et laissant tomber sa tête, déjà alourdie par la mort, sur les genoux d'une créature

souillée. Elle s'était écriée à son début: « Écra-» sons l'Infâme ; » et, à la fin du siècle, l'Infâme, elle l'adorait.

C'est un beau spectacle que de suivre le doigt de Dieu au milieu de ces scènes qui semblent un sanglant démenti jeté à sa puissance, et l'on peut dire que jamais la Providence ne fut plus visible que dans cette époque où elle semblait s'être retirée de la terre. Qu'a-t-il besoin, ce grand Dieu, de moyens extraordinaires pour venger ses autels profanés et son culte proscrit? Il a donné à ces hommes des bourreaux qui ne manqueront point leurs proies; ce sont leurs vices. Tous périront par leurs excès. Tour à tour bourreaux et victimes, ils nourriront de leur sang cet effroyable drame qui demande, à chaque scène, son compte de cadavres. Pendant que Chaumette prépare, dans la salle de la Convention, le programme de la fête impie qui devait, deux jours plus tard, profaner l'enceinte de Notre-Dame, il y avait deux hommes qui souriaient dédaigneusement sur leurs bancs et

échangeaient, à voix basse, de menaçantes paroles. L'un était Saint-Just qui, trois mois plus tard, monta à la tribune pour lire son rapport contre la faction des athées; l'autre était Robespierre, qui envoya cette faction et Chaumette, son chef, à l'échafaud. Quelques mois après, Robespierre et Saint-Just périront eux-mêmes, dévorés par leurs crimes. C'est ainsi que descendront de la scène tous ces sinistres acteurs, qui n'étaient que des fouets sanglans avec lesquels la justice d'en-haut frappait nos orgueilleuses folies : fléaux de Dieu qui prouvaient l'existence de Dieu jusqu'en la niant.

N'était-ce point là, en effet, le résultat marqué aux ambitieuses nouveautés de l'école philosophique? Bossuet n'avait-il pas indiqué au protestantisme le déisme pour transition, et l'athéisme pour terme? Ces malheureux, qui dépensaient le peu d'instans qui leur restait en blasphèmes, ces passagers du temps et de l'espace, qui bégayaient d'impuissantes injures contre l'éternité, étaient les vivans exemples

de cette justice dont ils voulaient contester l'existence. Descendus du haut de la révolte de leur orgueilleuse raison jusqu'à une brutale idolâtrie, ils donnaient au monde des enseignemens invisibles pour eux-mêmes. La Providence, en usant avec eux comme les Scythes avec leurs esclaves, semblait avoir ôté la vue à ces maîtres de la France, pour les rendre plus propres à leurs fonctions serviles; et ces aveugles, choisis d'en-haut pour éclairer les hommes, marchaient à travers les événemens, un flambeau dans les mains et un bandeau sur les yeux.

Leur mission était de dérouler les conséquences des doctrines du dix-huitième siècle, et de ramener le christianisme par les excès même de l'irréligion et les honteuses pratiques de l'idolâtrie. Ils couraient à ce but sans voir où ils allaient; et c'est ainsi qu'il fut donné à un Chaumette de transférer, sous les voûtes saintes de Notre-Dame, les parodies infâmes dont la salle de la Convention avait été le théâtre.

C'était le décadi 20 Brumaire (10 novembre);

cette fois, le procureur de la Commune avait trouvé ingénieux de faire jouer le rôle de la divinité du nouveau culte, à une actrice de l'Opéra. Mlle Maillard, qui devait beaucoup à la protection de la reine, montrait peu de vocation pour l'apothéose qu'on lui imposait. Mais une phrase de Chaumette, prononcée d'une manière significative, la décida à faire violence à ses scrupules. « Citoyenne, avait-il dit, puisque tu re» fuses d'être une divinité, tu ne trouveras pas » mauvais qu'on te traite en simple mortelle. » Mlle Maillard crut sentir percer, dans la fin de cette phrase, le tranchant de la guillotine. Elle accepta l'autel qu'on lui offrait, pour éviter l'échafaud.

Alors commença cette profanation qu'on appelait un culte. Portée sur un lit de parade couvert de feuilles, suivie de la société des Jacobins, des sociétés affiliées, des membres de la Commune et des comités révolutionnaires, précédée et escortée par des chœurs de chants et de danses, cette fille d'Opéra entra dans l'église

et alla s'asseoir sur l'autel, à la place où nos pères révéraient Dieu, présent dans l'hostie consacrée. Dix ans ne s'étaient pas encore écoulés, depuis le jour où un prêtre, un prophète, le père Beauregard, prêchant dans la même église, s'écriait, en présence d'un auditoire frappé de stupeur : « Je vois l'impure Vénus entrer dans ce » temple et gravissant les marches de cet autel, » chasser Dieu de son sanctuaire et s'asseoir dans » ses tabernacles profanés. »

Rien ne manqua : un vieil encensoir oublié par les spoliateurs, fut apporté à Chaumette qui encensa la divinité nouvelle, pendant que tout le monde, autour d'elle, fléchissait le genou. Ensuite on célébra, nous voulons dire, on dansa l'office de la Raison ; car son rituel se composait surtout de pirouettes. Pour tout couronner il y eut un dernier épisode, bien digne de l'esprit de cette comédie sacrilége : une statue de la sainte Vierge renversée de son autel, gisait dans un coin de l'église, Chaumette saisit cette circonstance fortuite ou préparée, pour débiter un discours,

dans lequel il raillait Marie de son impuissance, et la défiait de relever sa statue. Comme la statue restait immobile, il en conclut qu'il fallait abandonner la mère du Christ pour la déesse Raison, la Vierge sans tache pour la fille d'Opéra. Ses conclusions furent peut-être un peu différentes trois mois plus tard, sur les marches de l'échafaud.

Au même moment où ces scènes se passaient à Notre-Dame, Saint-Roch était souillé des mêmes désordres. Là, c'était le comédien Monvel qui doublait le procureur Chaumette dans ses blasphèmes et ses sacriléges. Cet histrion, tranférant les salons du baron d'Holbach dans la chaire, terminait son sermon d'athéisme par ces paroles adressées à Dieu : « Maintenant que » je viens de prouver que tu n'es pas, prouve-moi » que tu es ! Je viens de nier ton existence, je » brave tes foudres impuissans ! Ecrase-moi main» tenant, si tu en as le pouvoir, écrase ! » En descendant de la chaire, le prédicateur fut félicité par Mamin, celui qui avait porté la tête

de la princesse de Lamballe, par les rues. Dans ce temps-là, les grands orateurs étaient sûrs de trouver, dans leur auditoire, des cœurs capables de les comprendre et de les admirer.

Que vous dirai-je? c'était chaque jour quelque abomination nouvelle. Vous voyez cette foule qui court en portant une châsse vers la place de Grève? Cette châsse, c'est celle de sainte Geneviève. La pieuse bergère écarta les Huns des murailles de Paris; voici d'autres barbares qui vont venger l'injure de leurs aînés; ils brûlent les vénérables reliques de la sainte en face de ce pont-là même, où, dans un temps de famine, les soins de Geneviève ramenèrent l'abondance qui sauva la cité désolée, et leurs danses frénétiques entourent ce bûcher parricide, théâtre d'un martyre posthume exercé sur des cendres. Deux ans plus tôt, on avait volé à la bienfaitrice de Paris sa demeure, pour la donner à Voltaire, dont le titre était d'avoir brûlé, dans un poème impie, avec une verve allumée aux flammes anglaises du bûcher de Rouen, la sainte

mémoire de la vierge de Domrémi, cette sœur de vertu de la vierge de Nanterre, Jeanne d'Arc qui, comme Geneviève, avait sauvé sa patrie. C'était au nom du patriotisme que ces choses se faisaient.

Ç'avait été un des hideux spectacles de l'époque révolutionnaire, que cette translation des restes de Voltaire au Panthéon ! L'image en cire du chef du philosophisme, effrayante de ressemblance, apparaissait couchée sur un lit de parade élevé, digne enseigne du squelette qui gisait au-dessous ; une pluie de juillet, chaude et orageuse, commençant à tomber au moment du départ du cortége, avait enlevé une partie du vermillon qui couvrait les joues du Dieu : on eût dit le temps qui, laissant tomber goutte à goutte les années, use peu à peu la gloire de Voltaire, et fait tomber le fard de cette renommée usurpée.

Autour du char, marchait une espèce de mascarade dramatique de tous les ouvrages du maître : *Mahomet* coudoyant *Œdipe*, *Gengiskan* rapproché de *Nanine*, et *Mérope* donnant le bras à *Zaïre*. Pêle-mêle de masques approprié à

l'apothéose de l'homme, dont toutes les paroles avaient été des mensonges, toute la vie une longue hypocrisie. N'était-ce pas justice que le grand comédien du dix-huitième siècle, eût pour funérailles une comédie, et que cette gloire, trempée de honte, fût portée au Panthéon par des hommes qui marchaient, par les rues fangeuses, le front ceint de lauriers et les pieds dans la boue? Il y eut un moment où l'ignoble cortége s'arrêta. Le catafalque de Voltaire allant au Panthéon, était sous les fenêtres de Louis XVI, récemment revenu de Varennes, et qui devait bientôt repartir pour l'échafaud. Ainsi, la main de Dieu rapprochait le commencement et la fin du mouvement : le char de triomphe du père de la révolution française accrochait presque le carrosse qui ramenait sa victime; l'apothéose du poète bourreau se croisait avec la passion du Roi-martyr.

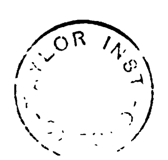
Ce n'est point un roman qu'on vient de lire, c'est l'histoire. Voilà quelle avait été, pendant la fièvre révolutionnaire, la situation de la so-

ciété; encore aurions-nous pu ajouter bien des traits à ce tableau. Un jour, c'était Rousseau qu'on portait au Panthéon dans un char surmonté d'une statue de la Nature, colosse couvert de mamelles, idole difforme qui trouvait des adorateurs. Le lendemain, c'était le tour de Marat de devenir Dieu. Puis il y avait des pères abominables, des maris en démence qui obligeaient leurs filles et leurs femmes innocentes et pures, à accepter les honneurs divins et à remplacer, sous les dais de Chaumette, les filles de l'Opéra et les courtisanes des rues. Souvent on voyait ces jeunes femmes, condamnées à la divinité, traverser la ville, le front triste et les larmes aux yeux, et tomber en défaillance sur le seuil des églises où elles allaient prier naguères, et où on les envoyait régner. Une d'elles, pure comme les anges, et comme eux pieuse et belle, se mit au lit en revenant d'une de ces ovations, et ne se releva plus (1); elle mourut de sa divinité.

(1) C'était la fille d'un relieur de la rue du Petit-Pont; elle était à peine âgée de seize ans.

Le lendemain, les fossoyeurs vinrent frapper à cette maison pour apprendre à un père impie, suivant la parole de Chaumette, que sa fille n'était qu'une simple mortelle : la veille, elle était rentrée déesse, le lendemain elle sortit morte.

Vous le voyez par tant d'exemples, le sens moral de cette société s'était perverti. Toute lumière y était éteinte; ses démences et ses corruptions montant comme les flots du déluge, s'augmentaient, d'heure en heure, de quelques vagues nouvelles, et les grands principes, par lesquels vivent les peuples, semblables à ces hautes montagnes dont parle l'Écriture, et qui s'abîmèrent les dernières sous les cataractes du ciel, ces grands principes, eux-mêmes, avaient complètement disparu sous les eaux.


OR INST

CHAPITRE II.

SOMMAIRE : — Tableau de la littérature révolutionnaire. — La véritable littérature de la révolution était en action. — Mirabeau, Barnave, Vergniaud, Danton, Robespierre. — Pauvreté de la littérature proprement dite. — Les quatrains à Chloris et la terreur. — Le libertinage du sang. — La religion et la royauté insultées. — Néologismes jacobins. — Langue révolutionnaire. — Pièces nationales. — Beaumarchais laissé en arrière par ses successeurs. — Drames de M. Pigault Lebrun. — Anecdote relative à Chénier. — La tragédie d'allusion. — Sans-culottisme de l'antiquité. — La fête de l'égalité. — Le canonnier convalescent. — Les salpêtriers républicains. — Denys à Corinthe. — Feuilleton d'une première représentation au théâtre de la république. — La salle et la scène. — Le jugement dernier des rois, par M. Silvain Mareschal. — La loge de Robespierre. — Anecdote relative à Talma. — La mort de Marat déplorée dans des drames et dans des dithyrambes. — Marat comparé à Dieu. — Marat au 10 août. — Les Catilina modernes. — Etat déplorable de la littérature. — Le sens littéraire semble éteint en France.

Il y a une phrase aussi vieille que juste, qui a le mérite rare d'être devenue un lieu commun sans cesser d'être une vérité : « Chaque société se

réfléchit dans sa littérature comme dans un miroir. » Vous venez de voir la société révolutionnaire face à face, avec ses démences, ses horreurs, ses crimes; il faut maintenant montrer sa figure réfléchie dans son miroir naturel, c'est-à-dire dans sa littérature.

Elle fut misérable et honteuse cette littérature révolutionnaire; cela se conçoit, les grands poètes du temps, c'étaient Mirabeau, Barnave, Vergniaud, enfin Danton et Robespierre, terribles poètes! L'échafaud faisait tort au drame. A côté de ces formidables séances de la Convention, où l'on jouait tête sur table, qu'on nous passe ce terme, l'intérêt de tous les livres pâlissait. Où trouver des émotions pareilles à celles du procès de Louis XVI? Où rencontrer un nœud d'intrigue aussi captivant que la lutte de Mirabeau et de la Montagne, de Barnave, de la Gironde, de Robespierre et de Vergniaud, puis de Robespierre et de Danton qui, les bras tendus, au moment de monter à l'échafaud s'écriait de cette voix formidable, qu'il avait de-

mandé la mise hors la loi de quarante départemens et jeté la guerre à l'Europe : « J'entraîne » Robespierre ! Robespierre me suit! » On peut dire que, pendant cette époque, Mirabeau fit la tragédie, Robespierre et Danton le drame, Marat la parodie, sanglante parodie que Charlotte Corday termina d'un coup de poignard.

Que la littérature proprement dite fût misérable et honteuse; il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur les écrits du temps. C'était au milieu d'un concert de stances à Chloris, et de quatrains à Chloé, qu'on avait préparé l'établissement de la République. Chez une nation où l'on voulait tout régénérer, et où l'austérité spartiate eût dû servir de base à la nouvelle forme sociale, on applaudissait, avec transport, à des maximes lubriques et à des poésies molles et efféminées. En présence même de l'échafaud du 21 janvier, l'auteur des *Lettres à Emilie* n'avait-il pas débité, avec succès, ses fadeurs ordinaires aux femmes, et sa muse coquette n'avait-elle point été vue marchant, un

bouquet de fleurs à la main, au-devant de la terreur? Nouveau trait de ressemblance entre la corruption philosophique et la corruption païenne, qui mêlait des vers à Cynthie et à Lesbie aux massacres des gladiateurs, et réchauffait, dans le sang, ses passions usées de débauches et ses voluptés émoussées.

A mesure que la Révolution avait fait des progrès, l'ignoble bonnet rouge s'était agrandi jusqu'à couvrir la littérature tout entière, aussi bien que la société. C'est ainsi que, pendant la période révolutionnaire, on avait vu presque tous les écrivains insulter les idées religieuses et monarchiques; luttant, avec un courage tout poétique, contre des souvenirs, et présentant bataille à des dangers qui n'existaient plus; cela s'étendit si loin, que M. Vigée, ce poète des ruelles, adressa des fadeurs à la Liberté, et qu'on put craindre que, dans la soif d'innovation dont il était saisi, il ne poussât la distraction jusqu'à chanter la Pudeur.

La langue elle-même avait pris un certificat

de civisme, et la République était entrée, avec armes et bagages, dans le dictionnaire de la ci-devant académie, en répandant autour d'elle une odeur de charnier et un parfum d'échafaud. Il y avait, dans ce temps-là, de terribles faiseurs de néologismes, qui épouvantaient M. de La Harpe avec la hardiesse de leurs métaphores, et la France avec leurs crimes. Le mot favori de Vadier était : « Le plaisant passage que » le vasistas; ils vont éternuer dans le sac. » Amar répétait souvent : « Il y aura demain » grande décoration en place de Grève. » Vouland s'écriait avec joie : « Tête grippée, tête ra- » sée ; » ce à quoi Lebas, son collègue, répondait aussitôt : « Renvoyons, renvoyons à la pis- » cine des carmagnoles. » Vous le voyez, les bas lieux de la société, en faisant refluer leurs fanges vers les régions gouvernementales, y introduisaient aussi leur idiome : l'argot entrait par droit de conquête dans la langue, depuis que les bagnes étaient au pouvoir.

Quelques uns, parmi les régulateurs du lan-

gage, recherchaient la légèreté et affectaient les graces de l'ironie. Dumas disait, en dînant chez le restaurateur Miot, rue des Bons-Enfans : « Ce serait plaisant de le faire monter à la guil- » lotine à l'improviste ; ce serait, pour le coup, » la fricassée du fricasseur. » D'autres, moins enjoués, ne se plaisaient qu'aux grandes figures et au beau style. Un de ces derniers s'écriait : « Que » le sang descendu des échafauds forme une » nouvelle Mer Rouge, sur laquelle nous puis- » sions mettre à la voile pour conquérir la li- » berté. » Un autre, affectant une simplicité plus laconique, formulait la même idée dans cet aphorisme : « La Liberté a besoin pour se repo- » ser d'un matelas de cadavres. »

Tout suivait cette impulsion. Ce n'étaient plus des tragédies qu'on représentait, c'étaient des sans-culotides en cinq actes et en vers. Dans les églises, il y avait un Missel de la déesse Raison et de la déesse Liberté ; M. Chénier était l'auteur de cette liturgie. Chaumette, on l'a vu, était le grand-prêtre de la déesse Raison, et les Jacobins

lui chantaient des hymnes ; mais on peut dire que jamais divinité ne fut plus ingrate envers ses adorateurs.

Quant au théâtre, on continuait le système inventé par Voltaire, étendu et perfectionné par Chénier. La tragédie d'allusion poursuivait sa carrière. Dans la peinture des temps anciens, c'étaient toujours les circonstances actuelles qu'on avait en vue, de sorte que le poète tournait le dos au passé qu'il peignait ; ce qui explique pourquoi les portraits ne brillaient point par leur ressemblance. Les auteurs dramatiques mettaient tous à l'envi l'histoire de Rome et d'Athènes aux pieds de la République une et indivisible, tenant à prouver, pour nous servir du langage contemporain, le sans-culotisme de l'antiquité. Ils ne renonçaient point cependant à retracer des époques plus récentes, et les pièces nationales sont demeurées comme le monument le plus exact et le plus complet des mœurs et des idées de ce temps.

Certes, les littérateurs qui avaient précédé

immédiatement la crise révolutionnaire, n'avaient été remarquables ni par le puritanisme de leurs idées, ni par la chasteté de leur style. Dans les premières années de la révolution, Beaumarchais avait terminé sa Trilogie, et fermé, par *la Mère coupable*, la carrière ouverte par *le Barbier* et continuée par *Figaro*. Cette *Mère coupable* était arrivée comme la morale qui vient après, long-temps après la fable, morale à la Beaumarchais, s'il en fût. Mais, auprès des pièces nationales, la hardiesse de Beaumarchais paraissait timide, la licence de son dialogue ressemblait à de la pudeur. Peu de soirées se passaient sans qu'on traduisît, sur un des nombreux théâtres de Paris, quelques uns des membres des corps religieux. C'était *le Mariage d'un Capucin* offert à l'édification des fidèles; c'étaient *les Bénédictins et les Dragons*, pièce par laquelle M. Pigault-Lebrun préludait à cette longue suite de romans, dans lesquels il a lutté corps à corps avec la morale, sans lui céder un pouce de terrain. Dans un style plus soutenu, dans un cadre moins grotesque,

le même esprit enfantait le *Fénélon* de Chénier, dans lequel on trouve une preuve frappante de l'esprit d'intolérance qui animait la littérature. L'anecdote qui fournit le sujet de cette pièce est connue de tout le monde : il s'agit d'une religieuse qui, enfermée dans un cachot pendant plusieurs années, par les ordres de la supérieure, trouve aide et protection auprès de Fléchier qui faisait sa visite pastorale aux recluses. Cette belle action, Chénier ne pouvait la laisser à son auteur, chez lequel il n'y avait pas même apparence de civisme et de philosophie. Fénélon avait composé le *Télémaque*, où la malignité avait cru lire la satire du siècle de Louis XIV; dès lors Fénélon était le héros obligé à qui revenait de droit toute action louable faite par un membre du clergé. On voulait bien oublier ses vertus chrétiennes, si admirables, et son caractère d'évêque, en considération des belles harangues de Mentor sur les folies d'Idoménée; car, aux yeux de Chénier, habitué à mettre et à voir partout des allusions, Idoménée était sans con-

tredit Louis XIV, comme Mentor était le duc de Montausier, et Calypso madame de Montespan.

Une analyse des ouvrages de ce temps entraînerait à de fastidieuses redites; il suffit de constater par quelques exemples le mouvement imprimé à la littérature, dans l'époque qui précéda celle où le *Journal des Débats* parut. Depuis l'opéra jusqu'à la tragédie, depuis le poème épique jusqu'à l'épigramme, tout était fait dans le but de rendre les vérités de la religion et les principes de la société odieux et abominables. En vaudeville, *la Fête de l'Egalité, les Chouans de Vitré, le Canonnier convalescent, les Salpêtriers républicains;* en tragédie, *l'Expulsion des Tarquins, ou la Royauté abolie, les Contre-révolutionnaires jugés par eux-mêmes*, et une foule d'autres pièces dont les titres sont pour le moins aussi sonores, et que l'oubli a confondues sous le nom générique de pièces nationales, sortent, au premier appel, de la poussière de cette littérature de catacombes.

Il est difficile de se faire une idée de la familiarité toute républicaine à laquelle était arrivé le théâtre. Dans l'opéra de *Denys à Corinthe*, par exemple, on voyait le tyran s'enivrer avec un savetier, et, pour compléter le tableau, ses écoliers jouaient sur son dos au cheval fondu, en sortant de classe. Tandis qu'on livrait, sur le théâtre, les crimes de Denys à ce savetier corinthien, il y avait, dans la prison du Temple, un enfant royal dont on avait livré l'innocence aux injures d'un autre savetier dont le nom surnagera dans l'histoire, comme ces ordures qu'on aperçoit souvent à la surface des fleuves ; en ce temps-là, Simon et son impure compagne avaient été préposés à l'assassinat du Roi de France, et ce coin de rue s'évertuait à éclabousser ce qui restait du trône.

Tous les détails qu'on vient de lire, ne donnent qu'une idée encore imparfaite de la situation de la littérature pendant la période qui précéda celle où le *Journal des Débats* se plaça à la tête de la réaction des idées. Pour achever

ce tableau, il faut entrer plus avant dans le sujet qui jusqu'ici n'a été esquissé que de profil; il faut frapper à la porte d'un de ces nombreux théâtres, maisons du plaisir demeurées ouvertes au milieu de tant de douleurs privées et de catastrophes publiques. Parmi les pièces destinées à cultiver les bons sentimens, comme parlaient les journaux contemporains, nous en avons donc choisi une à laquelle nous ferons assister nos lecteurs.

Affermissez-vous d'abord, oubliez vos habitudes de salon, vos goûts d'élégance et de luxe; passez au camphre la délicatesse de vos sens et tâchez de tremper dans le bronze votre esprit et votre cœur, nous allons entrer au Théâtre de la République. Si vos oreilles trouvent les maximes des personnages étranges, leurs manières brutales, leur langage d'une simplicité inusitée; si les loges ne vous étonnent pas moins que la scène, nous sommes, il faudra vous le rappeler, dans l'an II de la République une et indivisible, c'est-à-dire dans les meilleurs temps de la révolution.

Jetez les yeux sur la salle : il ne sera besoin de faire de grands efforts de mémoire pour retenir les différens costumes sous lesquels se montre ici l'élégance révolutionnaire ; vous le voyez, partout la carmagnole aux couleurs sombres, espèce de sac dans lequel le corps est comme jeté au hasard ; sur la tête de tous les spectateurs, la même coiffure, le bonnet rouge. C'étaient autrefois MM. de Fronsac et de Grammont qui donnaient le ton, dans le royaume, de l'élégance et du goût ;aujourd'hui c'est Marat. On a souvent comparé un parterre de théâtre à une mer aux flots agités ; ce parterre, où toute tête est couverte d'un bonnet rouge, ne ressemble pas mal à une mer de sang ; si cette uniformité s'interrompt dans quelques coins du théâtre, et si vous apercevez là-bas quelques hommes vêtus de carmagnoles, comme le reste, mais dont la tête est coiffée d'un large bonnet à poil, c'est signe que M. de Robespierre est des nôtres, car c'est le costume des gardes du corps de ce roi de la Terreur.

Ce devait être une étrange chose que d'entendre une pièce de théâtre dans la compagnie de Robespierre, et tandis qu'on suivait des yeux le drame sur la scène, de sentir cet autre drame vivant et sanglant assis derrière soi ! D'un côté, le mensonge et l'homicide, de fausses passions, de fausses douleurs, de fausses haines, de faux coups de poignard ; de l'autre, la vérité de la passion, de la haine et du meurtre. Ici, des gens qui s'épuisent en gestes et en paroles, pour vous arracher une émotion factice ; là, un homme qui n'a qu'à se lever pour vous faire frémir. Devant vous, des histrions qui vous craignent, pendant qu'ils jouent la puissance et qu'ils parodient la force ; derrière, un homme qui, d'un mot, mettrait toute cette assemblée à la porte de la salle ; que dis-je d'un mot? d'un regard. S'il jette un coup d'œil sur une loge, tous ceux qu'elle contient pâlissent et tremblent : « Il nous a regardés, » mon Dieu ! quelle bonne action avons-nous » commise ce matin? quelle lâcheté avons-nous » éludée? quel crime?.. c'est un suspect qui s'est

» assis à notre foyer...... c'est ce vieillard, c'est » cette jeune fille..., c'est ce prisonnier évadé des » cachots que nous n'y avons pas reconduit... » A-t-il deviné que nous lui avons volé une tête... » sait-il que nous avons fait tort à l'échafaud d'une » victime?... Sans doute il aura lu dans nos yeux » que nous cachons chez nous un pauvre prêtre : » c'en est fait de nous, mon Dieu! » C'est ainsi qu'ils s'accusent de leurs bonnes actions et qu'ils se repentent presque de leurs vertus, sous le regard sinistre de Robespierre; car il y avait, dans ce temps-là, une immoralité honteuse, infâme, l'immoralité de la peur. Si le terrible regard se tourne encore une fois vers le même côté, les mères pressent avec épouvante leurs enfans sur leur sein, et de larges gouttes de sueur tombent du front des hommes. Qu'il les regarde une troisième fois, ils sont morts, oui, ils mourront de ce regard, sans que le bourreau soit obligé de leur frapper sur l'épaule et de leur dire : « L'écha» faud est prêt, allons! » ils mourront, car il y a, voyez-vous, un poison qui tue dans le regard

de Robespierre. Certes, vous êtes ce soir un souverain débonnaire, Maximilien. C'est générosité à vous que de permettre aux yeux de ces mille spectateurs de suivre, sur ce pauvre théâtre de carton et de peinture, ce mensonge de drame; car on verrait sur tous les visages et dans toutes les âmes, non pas cette terreur scénique qui effleure les esprits et reste à la surface des cœurs, mais cette terreur poignante qui serre les entrailles et les broie comme dans des tenailles de fer, si, venant tout à coup à vous lever, dans la majesté de vos crimes, debout dans votre loge comme un tigre dans sa cage entr'ouverte, vous leur criez, Maximilien, à ces pâles spectateurs: « Le dos au théâtre, à moi les regards, car le » drame, ici, c'est moi! »

Le voici qui vient ce drame honoré de la présence de Robespierre, drame héroï-comique, sans-culottide mi-sérieuse, mi-bouffonne, comme vous allez voir. Les airs chers à la République ont retenti au milieu des acclamations : *Ça ira*, *la Marseillaise*, *la Carmagnole*,

ouvertures de la place de Grève, symphonies de la lanterne, mélodies de l'échafaud. Le rideau se lève, la pièce va commencer.

Toute pièce a un titre et un sujet; M. Sylvain Maréchal, l'auteur de celle qui commence sous vos yeux, a peut-être été un peu ambitieux dans le choix de son sujet et de son titre. Il a fait une prophétie en un acte, et il l'a intitulée *le Jugement dernier des Rois*. D'abord, et avant tout, on applaudit le titre. *Le Jugement dernier des Rois!* quel admirable titre, citoyens, dans un temps où tous les rois sont des tyrans, et où les tyrans se nomment Louis XVI!

Un des accessoires les plus importans au théâtre, ce sont les décors, et tel auteur connu croit sa pièce aux trois quarts achevée, quand il a mis deux arbres à la porte d'une cabane, et une montagne en papier blanc dans le lointain, ou bien quand il a écrit cette phrase d'une singulière célébrité: *La toile se lève et la scène représente un troupeau de moutons.* M. Sylvain Maréchal a senti comme un autre toute l'importance

du matériel de l'art dramatique. Au moment où le rideau se lève, admirez et applaudissez! *Le théâtre représente l'intérieur d'une île à moitié volcanisée.* Dans l'arrière-scène, une montagne qui jette des flammèches; sur un des côtés de l'avant-scène, une cabane, quelques arbres, un grand rocher blanc, sur lequel on lit cette inscription tracée avec du charbon.

Il vaut mieux avoir pour voisin
Un volcan qu'un Roi.
Liberté. . . . . Egalité.

Ici des applaudissemens unanimes retentissent pour récompenser le patriotisme si pur de cette île volcanisée, qui a de grands rochers blancs sur lesquels on lit ces belles devises, qui feraient honneur à la section des Piques ou à celle de Marat.

Mais voici un personnage : c'est un vieillard malheureux; il compte sur ses doigts jusqu'à vingt. Je n'ai pas besoin de vous dire que ce vieillard est nécessairement une victime de l'ar-

bitraire, que c'est le Robinson Crusoé du despotisme, et qu'il compte sur ses doigts les vingt années de son exil dans cette île abandonnée. Etant dans une île déserte, il faut naturellement qu'il récite un monologue, pendant lequel le Soleil se lève, ce qui est aussi fort naturel :

« Là bas, dans ma pauvre patrie, s'écrie le » vieillard, on me croit brûlé par le volcan, ou » déchiré sous la dent des bêtes féroces, ou man» gé par des anthropophages ; le volcan, les ani» maux carnassiers, les sauvages ont respecté la » victime d'un roi. »

Citoyens, quel homme admirable que ce sans-culotte Sylvain ! Quel sublime développement de l'inscription tracée en charbon sur le grand rocher blanc ! Quel heureuse comparaison que celle qui met la royauté sur la même ligne que l'Etna et le Vésuve ! Applaudissez encore, applaudissez toujours !... mais silence ! le vieillard parle !... que va dire le vieillard ?

« Mes bons amis les sauvages tardent bien à » venir, reprend le vieillard ; cependant le Soleil

» est levé. *(Ici on lève la rampe.)* Mais qu'est-ce? » J'aperçois des blancs, des Européens! Sans » doute le tyran est mort, et son successeur, » pour se populariser, aura fait grâce à quelques » victimes innocentes? Mais non, je ne veux pas » de la clémence du despote! »

Cette heureuse alliance de mots, qui met la clémence en société avec le despotisme, accroît l'enthousiasme, et après ces belles paroles il ne reste plus au vieillard qu'à se cacher derrière son rocher blanc, pour laisser aux arrivans la faculté de présenter l'exposition: c'est aussi ce qu'il fait.

Au commencement de la scène, douze ou quinze sans-culottes (l'auteur laisse le nombre au choix du directeur) débarquent dans l'île. Ils annoncent sans façon qu'ils cherchent un volcan pour y mettre tous les rois de l'Europe, parce que, comme le dit avec une mâle simplicité d'expression le sans-culotte espagnol, les rois ont *embêté* les peuples. Cependant les sans-culottes découvrent l'inscription du rocher; ils

soupçonnent que ce n'est pas la nature qui est l'auteur de la belle comparaison entre les rois et les volcans. « Cette île semble habitée, » dit l'un d'eux. Aussitôt le vieillard paraît.

Bon vieillard ! vénérable vieillard ! s'écrient à la fois tous les sans-culottes. Puis on lui fait raconter son histoire qui, comme on peut le penser, n'est pas à l'avantage des rois et des aristocrates. Vient ensuite la relation de la grande révolution, et comme l'exilé ne peut croire à tant de merveilles, il les interrompt pour s'écrier : *Est-il bien vrai ? serait-il possible ? vous jouez-vous d'un pauvre vieillard ?*

« De vrais sans-culottes honorent la vieillesse et ne s'en amusent point ! » reprend avec une indignation toute spartiate le député du faubourg Antoine.

L'histoire des événemens de la révolution continue, et lorsqu'on annonce au vieillard que, parmi les rois qu'on amène dans l'île, un seul manque (c'est Louis XVI), il se fait expliquer la cause funèbre de son absence ; et s'écrie, avec

une sensibilité toute révolutionnaire : « Ah mes » amis, mes frères, mes enfans, je suis dans un » ravissement !.... »

— « Et vous, citoyennes, ne partagez-vous pas le ravissement du vieillard?

— Sans aucun doute je le partage! C'est moi qui, le dernier décadi, étais déesse de la liberté, dans le ci-devant Saint-Roch.

— Quant à moi, il ne faut pas me demander si j'applaudis de bon cœur, j'ai obtenu le prix des filles-mères.

— Et moi donc qui ai l'honneur d'être tricoteuse de l'incorruptible Robespierre!

— Pour parler de sa sensibilité, citoyennes, il faut avoir comme moi mangé le cœur de la princesse de Lamballe, ou porté sa tête, comme le vertueux citoyen Desnos que j'aperçois dans la stalle en face. »

Que dites-vous de ces conversations? Nous sommes, vous le voyez, entre honnêtes gens dans cette salle. Chacun opine du bonnet sur la pièce, du bonnet rouge, vous entendez bien; on ad-

mire, on loue, on s'extasie, on éleverait jusqu'au ciel le citoyen Maréchal, s'il y avait encore un ciel. Mais le vieillard? Que dit le vieillard? Que fait le vieillard?

Le vieillard! son ravissement ne peut qu'augmenter, car on lui raconte, comme arrivés, les renversemens politiques, les catastrophes royales, et les massacres dont M. Sylvain Maréchal faisait d'avance hommage aux nations Européennes, mais que le ciel, moins généreux, n'accorda point à la terre.

« Quelles merveilles! » s'écrie à chaque instant le bon vieillard; « mais je vous entends » répéter sans cesse le mot sans-culotte, que si- » gnifie cette expression piquante? »

La réponse était assez difficile à faire sérieusement; mais les auteurs de ce temps-là étaient courageux en étymologies : témoin M. Collot-d'Herbois, qui, donnant un démenti à tous les hellénistes présens et futurs, prétendait que le mot *aristocratie* ne signifiait plus le gouvernement exercé par les premiers de l'état, mais

bien *la contrainte exercée par des hommes de fer*; traduction pleine de civisme sans doute, mais qui contient un contre-sens si épouvantable, que les verges de l'ancienne Université durent s'agiter d'elles-mêmes dans les murs déserts du Plessis et de Montaigu.

M. Sylvain Maréchal est au moins aussi brave que M. Collot-d'Herbois, il n'hésite pas à entreprendre l'étymologie du sans-culottisme. *Bon fils, bon père, bon époux, bon ami, bon voisin;* enfin toute la réunion des vertus qui ne se rencontrent ordinairement que dans les épitaphes, écrites sous l'inspiration de l'enthousiasme de l'hérédité, voilà ce qui constitue le véritable sans-culotte. On sent que, semblable au grand homme qui disait à l'aspect d'un tableau : « Et moi aussi je suis » peintre ! » le vénérable vieillard s'écrie : « Et » moi aussi je suis sans-culotte ! »

Après toutes ces effusions, les patriotes songent au sujet de leur mission, et demandent à leur hôte si son île est propre à déposer les rois qu'ils amènent, et leur hôte repond affir-

mativement. *D'autant plus*, ajoute-t-il, *que, depuis quelques semaines, le cratère du volcan s'élargit.* Cependant le vieillard respectable est fâché de voir tant d'humanité aux sans-culottes; il aurait voulu que la justice révolutionnaire n'eût pas eu recours aux volcans comme de puissance à puissance; il indique des moyens plus prompts. Mais les sans-culottes l'interrompent, et ces apôtres de l'humanité déclarent que : « s'ils n'ont pas employé ces moyens, c'est » que le supplice eût fini trop tôt. »

Nous sommes à la scène IV. Les sauvages arrivent. « Ils rendaient un culte religieux au vol- » can, dit le vieillard, mais je les ai invités, sans » contrarier leur croyance, à partager leurs » hommages entre le volcan et le soleil. »

Le singulier missionnaire, parti de France, dix-huit siècles après l'ère chrétienne, pour aller prêcher la religion du soleil dans une île, présente les Européens aux sauvages et les sauvages aux Européens, on s'embrasse, on fraternise.

« Quelle belle idée ! citoyens ; car enfin, comme le disait le père Duchesne, dans son dernier numéro, l'humanité est un grand arbre dont les peuples sont les branches, et dont il faut arroser le tronc avec du sang pour qu'il grandisse. Sauvages ou civilisés, nous sommes tous frères, et les sans-culottes et les anthropophages sont de la même famille. Mais la pièce marche, que dis-je, marcher ? elle court. Quel brave homme que ce sans-culotte Sylvain ! Tenez, voilà qu'il nous amène sur le théâtre tous les rois de l'Europe, enchaînés et conduits par des jacobins. A bas les tyrans ! à la lanterne les despotes ! vive la république ! vive la nation ! vive Robespierre ! *la Marseillaise ! la Marseillaise !*.. Non, non, *Ça ira !* non, non, *la Carmagnole !*

Dansons la Carmagnole,
Vive le son,
Vive le son,
Dansons la Carmagnole,
Vive le son
Du canon.

» Quel enthousiasme ! depuis la fête de Marat

on n'avait pas vu de pareils transports. C'est qu'aussi le citoyen Maréchal a un style à lui pour dire les choses. Point de grandes phrases, point de cérémonies. Tenez, vous le voyez, voilà qu'il fait battre les rois ensemble sur le théâtre, comme des jacobins en colère. L'Empereur donne un coup de poing au roi d'Angleterre, qui répond à Sa Majesté Impériale avec le pied. Comme ils se gourment! comme ils se prennent au collet! comme les sceptres se brisent! comme les couronnes tombent! Bravo! les voilà qui joignent aux coups les injures. A la bonne heure, cela s'appelle parler. Ce que j'aime dans le citoyen Maréchal, c'est qu'il met dans la bouche des rois la langue des clubs. A entendre le roi d'Angleterre, on dirait qu'il a lu ce matin le père Duchesne, qui était..... cruellement en colère ce matin; et vraiment, en fermant les yeux, on pourrait croire que ce n'est point le Pape, mais le citoyen Legendre qui tient ces discours pleins d'énergie à l'Empereur. »

Voici venir le dénoûment.

On apporte quelques biscuits aux proscrits, ce qui donne à un sans-culotte l'occasion de leur dire, dans son langage fleuri : « *Bouffez, faquins, voici de la pâture* ! » Puis, les sans-culottes, le vieillard et les sauvages se rembarquent ; alors, suivant le programme des décorations, le volcan ou la montagne en papier blanc lance des flammèches, et *les rois et le Pape tombent ensevelis dans les entrailles de la terre.*

Cette fois l'ivresse est au comble, toutes les mains battent, toutes les voix hurlent, tous les bonnets rouges sont en l'air. Ce dénoûment a fait sourire Robespierre lui-même ! Gloire au citoyen Sylvain Maréchal, qui a eu l'honneur de faire sourire le vertueux et l'incorruptible ! Quand Louis XIV souriait, tous les courtisans applaudissaient Molière ; la loge de Louis XIV c'est aujourd'hui celle de Robespierre ; Robespierre a souri, applaudissez le célèbre Sylvain Maréchal ! Aussi tous applaudissent, les puissances du jour, les nouveaux souverains de France,

seigneuries déguenillées, principautés en haillons, souverains aux bras rouges, massacreurs de septembre, tricoteuses de la Convention, égorgeurs de l'Abbaye, déesses de la liberté, habitués des drames de l'échafaud, orateurs des comités, dénonciateurs, clubistes, filles-mères, ce public d'élite trépigne de joie, hurle d'admiration, pleure d'enthousiasme. Non, jamais le *Cid*, non jamais *Cinna*, non jamais *Athalie*, non jamais le *Misanthrope*, n'ont excité de pareils transports. Robespierre, le grand Robespierre a ri, quel bonheur pour la France! Le jugeur de Louis XVI a applaudi au dernier jugement des rois, et, comme il convient aux nobles esprits, le roi de la terreur, en rival généreux, a battu des mains devant le volcan.

Vous n'en pouvez plus d'horreur et d'ennui, vous avez le cœur affadi de dégoût, vous demandez de l'air, de la lumière, un air qui ne sente point le sang, une lumière qui vienne du ciel et non cette lumière livide qui semble un reflet des feux de l'enfer. Vous sortez du théâ-

tre de la République, confondus de tant d'absurdités, honteux de tant de sottises, effrayés de tant de cynisme et de tant d'infamies. Eh! bien, ne rentrez plus dans les théâtres de la révolution, car vous retrouveriez partout les mêmes sujets, les mêmes pièces, les mêmes auteurs, le même auditoire, auditoire mi-pique, mi-bonnet rouge, acteur des vraies et sanglantes tragédies de la révolution, venant, entre deux massacres, cuver son vin et son sang en face de ces odieuses pièces. Et ne croyez pas que c'était la lie des acteurs qui versait, à cette lie de la population, la lie de la littérature dramatique. Une circonstance curieuse et qui mérite d'être rappelée, c'est que dans le *Jugement dernier* de M. Sylvain Maréchal, le rôle du roi d'Angleterre fut joué par Talma. Ce qui paraît maintenant incroyable n'était alors qu'au niveau des absurdités et des hontes du reste de la littérature.

C'est ainsi que le nombre des panégyriques qu'inspira la mort de Marat, fut incalculable.

Quand on raconte l'histoire de la révolution, on a toujours l'air de calomnier l'humanité; nous allons donc reproduire les louanges auxquelles nous faisons allusion.

La députation de la section du Panthéon avait dit la première : « Les mânes du Caton français » doivent habiter le temple des grands hommes (1). »

David s'était écrié au milieu des applaudissemens de l'assemblée : « Caton, Aristide, So» crate, Timoléon, Fabricius et Phocion, dont » j'admire la respectable vie, je n'ai pas vécu avec » vous, mais j'ai connu Marat et je l'ai admiré » comme vous. »

Enfin, dans la cérémonie funèbre où l'on exposa, au milieu de l'église des Vieux-Cordeliers, sous un linge trempé de vinaigre pour arrêter les progrès de la putréfaction, ce cadavre qui, au grand regret de David, ne pouvait pas être présenté aux regards sans voile, à cause de

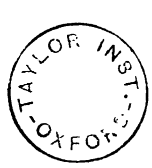
(1) Voir *le Moniteur* du 15 juillet 1793 et des jours suivans.

la lèpre dont il était couvert, comme si l'ame du monstre, transpirant à travers ses chairs hideuses, se fût répandue sur son corps ; dans cette cérémonie funèbre, qui eut pour ordonnateur David, on entendit Julian de Carentan, le Pline jacobin de ce Trajan immonde, faire un long parallèle entre Marat et Jésus-Christ !

Un poète s'écriait avec enthousiasme :

Par ses assassins même il fut tant respecté,
Qu'ils n'ont pu l'approcher et consommer leur crime
Qu'en lui parlant d'humanité.

Un autre poète disait, dans une ode composée pour l'inauguration de la statue du martyr de la liberté :



De Marat l'esprit prophétique,
Semblable à la Divinité,
Assurera l'éternité
A l'arbre de la République.

A la même époque, on reproduisait sur la toile cette terrible figure de l'homme auprès de qui Robespierre put être accusé de clémence ; et David, par un triomphe de son art sur la na-

ture, arrivant jusqu'à l'idéal de la laideur, réussissait à élever l'ignominie de Marat jusqu'à la dignité de l'épopée.

Le théâtre disputait à la peinture le droit de célébrer l'idole, car, dans ce moment d'effervescence, la France ressemblait à ces nations sauvages qui prennent, pour le fétiche de la journée, l'objet le plus hideux que rencontrent leurs regards. Dans la tragédie intitulée : *Marat au dix Août*, l'action se passe la veille de cette journée, et voilà le compte qu'un journal du temps rend de cette pièce :

«Marat, enfermé aux Cordeliers, n'a d'au-
» tres inquiétudes que pour le peuple ; il reçoit
» la visite de la femme sensible qu'il a depuis
» épousée. Au second acte, le tocsin sonne, un
» prélat et un marquis viennent débiter mille
» calomnies sur Marat. Cependant le repaire du
» despotisme a été attaqué, le peuple se préci-
» pite dans la cour des Cordeliers, et prenant
» Marat entre ses bras, lui apprend son triom-
» phe en le comblant de bénédictions. »

Il faut l'avouer, la reconnaissance du peuple s'achète quelquefois à bon marché, et on pourrait le comparer à ces prodigues qui refusent de payer leurs dettes pour prêter leur argent à de faux amis.

A côté de cette tragédie en prose, nous trouvons une tragédie en vers : *les Catilina modernes*, c'est à dire les Girondins. Brissot, Péthion, Buzot, sont en scène et discutent avec Marat sur le théâtre, à peu près comme ils discutaient dans l'assemblée. Cependant une femme inconnue se présente, elle demande à parler à Marat. Il quitte son Emilie et suit Charlotte Corday. Quelques instans après des cris se font entendre ; Marat, percé de coups, vient expirer sur la scène, et, pour nous servir du langage d'un aristarque du temps, *un bon citoyen dévoile les complots de Péthion et de toute sa clique ; on va les dénoncer.*

Voilà les inspirations les plus remarquables de la littérature révolutionnaire. Entraînée à chaque instant par la force des circonstances à mettre le panégyrique où il aurait fallu mettre

la satire, la littérature, comme la royauté, était descendue de son trône, et, appuyée d'une main sur Lebrun, elle attendait l'avenir. Encore faut-il dire que ce poète porta l'amour de la révolution jusqu'à souiller ses vers d'expressions outrageantes pour un roi, qui devait être respecté même d'un républicain, puisqu'il était entouré de la double inviolabilité de la mort et du malheur. Encore faut-il dire que cette troupe effrénée, qui eut le lâche courage d'aller insulter les morts, et disputer aux vers du cercueil les restes inanimés des antiques générations royales, inspira une ode à Lebrun, moins populaire, dans cette époque néfaste, pour avoir chanté l'héroïque incendie du *Vengeur*, que pour avoir célébré les briseurs de tombeaux et les assassins.

CHAPITRE III.

Au sortir de la crise, Bonaparte se présente pour reconstruire la société. — Un ami des propriétaires du *Journal des Débats* leur conseille de mettre leur feuille à la tête de la réaction sociale. — Tentations et craintes. — Objections tirées du passé.—Puissance du philosophisme. — Anéantissement du christianisme. — Réponses. — Le conseil est adopté et suivi. — Premiers symptômes de la réaction. — Précautions et prudence. — Les eaux du déluge s'abaissent, mais elles s'abaissent lentement. — Le calendrier républicain. — Les anciens et les nouveaux exils. — La marquise de la Meilleray. — Lettre d'un citoyen de Paris au préfet de police. — Rapprochement.

On venait de sortir des convulsions dont nous achevons le tableau. Le pouvoir politique et l'autorité religieuse avaient disparu de la surface du sol. La société, haletante de sa course à travers les ruines et les échafauds, demandait, après tant de secousses et de souffrances, un peu de tranquillité, et, par cette loi de la nature

qui fait naître le remède de l'excès même du mal, elle tendait à l'ordre comme à son pôle, de toute la puissance de sa haine contre l'anarchie, dont les plaies étaient saignantes et les souvenirs récens. La Providence, dans les conseils de sa sagesse, ne permet point que les situations appellent en vain un homme; chaque fois que le moment marqué d'en-haut est venu, on voit se lever un de ces élus des circonstances, exécuteurs passagers des décrets éternels, et dont les vertus et les vices servent également d'instrumens au dessein général qui régit l'univers. Ces grands ouvriers de l'histoire s'emparent alors de l'époque avec une puissance qui ne permet point de méconnaître le caractère et la durée de leur mission. C'est ainsi que le monde vit les Cyrus et les Alexandre dominer leur siècle et tenir des nations entières à leurs pieds; c'est ainsi que César, qui éleva si haut la fortune de l'empire romain, et Attila qui la détruisit, portèrent tous deux, sur leur front, ce signe dont la Providence marque les hommes de son choix.

Celui qui, arrivant après tant de perturbations, devait resserrer dans sa volonté, comme dans un cadre invincible, les élémens de cette société désorganisée, s'appelait Bonaparte. Conquérant sans ancêtres, il avait vieilli son nom avec des victoires: s'enfonçant dans les mystérieuses solitudes de l'Egypte, ce lointain qui lui manquait dans le temps, il était allé le chercher dans l'espace, et il revenait avec les deux conditions de pouvoir que réclamait cette société, un prestige sur le front et la science de se faire obéir.

Quand le 18 brumaire s'accomplit, Bonaparte eut la société tout entière pour complice. Depuis près de dix ans on se mourait d'anarchie, on voulait vivre d'ordre. On avait traversé toutes les phases de la licence, on appelait un pouvoir qui eût une main de fer, et qui, trouvant en lui-même les élémens de sa force, n'allât point les chercher dans les passions de la rue.

Peu de temps après le jour où, le consulat succédant au directoire, Bonaparte commença

son œuvre de reconstruction politique et sociale, le *Journal des Débats* qui avait été fondé dans la seconde moitié de la dernière année du dix-huitième siècle, s'associant à sa mission, entreprit, dans la sphère des idées, le travail que ce puissant génie accomplissait dans la sphère des faits.

Nous l'avons dit, la main de la Révolution avait tout mis à bas, la religion, ce gouvernement des esprits, comme l'autorité politique, ce gouvernement des personnes. Le christianisme, chassé de ses sanctuaires, avait vu disparaître la croix du faîte des églises qui lui étaient consacrées. Son clergé, il était proscrit; les cloches qui appelaient autrefois à la prière, portées aux fonderies nationales, étaient devenues des instrumens de meurtre; descendues sur les champs de bataille, elles donnaient la mort que naguère leur lamentable voix annonçait tristement, entre la terre et le ciel. Que dirons-nous de plus? Sur les ruines du christianisme une restauration du paganisme antique avait été tentée ; on l'a vu, et les passions révoltées étaient allées mettre la

main sur le cœur des divinités sensuelles de la mythologie grecque et romaine, pour découvrir si, après tant de siècles, ce cœur ne battait pas encore et si l'on ne pourrait pas ressusciter les cadavres de ces déesses et de ses dieux.

Ce fut dans ces circonstances et après ces grands renversemens, qu'une voix amie (1) conseilla aux propriétaires du *Journal des Débats* de se faire les organes d'une réaction chrétienne, et d'imprimer à leur feuille cette couleur religieuse que l'on ne trouvait plus nulle part. D'abord la hardiesse de ce conseil surprit et effraya. Le christianisme avait cessé d'être visible dans cette société; ne pouvait-on pas croire qu'il s'en était retiré? Quelles colères n'allait-on pas soulever dans le monde des philosophes si puissant et si terrible, et fier encore de sa récente victoire sur la religion qu'après tant de combats il avait enfin écrasée? Etait-ce chez un peuple où Robespierre avait pu insolemment

(1) M. Mutin.

proclamer l'existence de l'Etre Suprême, et donner, pour ainsi dire, un certificat de vie à l'éternité, chez un peuple devant qui les théophilanthropes jetaient sur les idées religieuses le ridicule de leur liturgie et la dérision de leur pontificat ; était ce chez un pareil peuple qu'on pouvait croire que l'heure d'une réaction chrétienne eût sonné, et qu'un journal, en se faisant l'organe de cette réaction, pût rencontrer des lecteurs ?

A ces objections, la voix qui avait donné le hardi conseil trouva des réponses. Elle dit que le christianisme, chassé de la surface du sol, s'était réfugié dans les entrailles de cette terre française, où, pendant quatorze siècles, il s'était acclimaté, et qu'au premier appel on l'en verrait sortir. Elle dit que le clergé français s'était purifié dans son propre sang des souillures qu'il avait pu contracter dans son contact avec le siècle ; que les bourreaux étaient toujours du parti du passé, les martyrs toujours du parti de l'avenir. Elle dit que la réaction sociale qui se

manifestait, depuis le 18 brumaire, devait tendre à se compléter; que la religion était l'ordre dans les idées, comme un gouvernement régulier l'ordre dans les faits, et qu'ainsi la société française devait infailliblement en revenir au christianisme, parce que le christianisme était une nécessité, comme elle devait en revenir plus tard au gouvernement légitime.

La voix qui parlait ainsi trouva créance, et le *Journal des Débats* entra dans cette carrière, où il devait marcher avec tant de gloire et tant de succès.

C'est avec une curieuse sollicitude qu'en parcourant ces feuilles, aujourd'hui oubliées, et qui sont devenues le tombeau des pensées qui les animèrent jadis, nous avons suivi les premiers linéamens de la reconstruction sociale qui s'opérait, et les premiers vestiges de cette marche, d'abord timide et pleine de circonspection, puis ensuite plus rapide et plus hardie, par laquelle un journal sut se placer à la tête des idées d'une époque qui retournait à cette reli-

gion dont on semblait séparé par des abîmes. Nous avons éprouvé, à la lecture de ces documens, peut-être trop négligés, quelques-unes des émotions qu'éprouvèrent sans doute les membres de cette famille providentielle épargnée seule au temps du déluge, lorsqu'elle vit reparaître peu à peu les montagnes et les promontoires, et que la terre, toute meurtrie de sa lutte avec l'Océan, souleva cet immense linceul sous lequel les cataractes du ciel l'avaient ensevelie. Et nous aussi, nous avons vu d'abord les oiseaux du ciel rapporter quelque brin de verdure qui annonce que le bouleversement touche à son terme. Puis les symptômes deviennent plus marqués et plus sûrs. Les grandes bases sur lesquelles le déluge révolutionnaire avait répandu ses eaux, commencent à se montrer. Les rayons du soleil qui brillaient à demi derrière un nuage, pâles et incertains comme l'espérance, prennent peu à peu plus de force et jettent une clarté plus vive et une chaleur plus puissante.

Toutes les formes de la révolution subsistent encore; mais le travail de la reconstruction sociale se fait sentir sous les ruines. Le vocabulaire jacobin est debout. Cette terrible démence des dernières années du dix-huitième siècle a laissé, en se retirant, ses écriteaux sur toutes les avenues de la société. Vous ouvrez le *Journal des Débats*, à cette époque, et vous apprenez que « le temps plus doux a favorisé l'illumination du palais et du jardin du gouvernement, » que le vent et la pluie avaient empêchée décadi. » Quelques numéros plus loin, on vous annoncera que « la grande parade du quintidi a » eu lieu, et que les consuls Cambacérès et Le- » brun doivent se rendre à la Malmaison pour » travailler avec le premier consul. » La semaine chrétienne est toujours proscrite, le dimanche n'a point encore reparu, seulement vous devinez, sous le vocabulaire de la république, l'étiquette de la monarchie qui revient.

D'autres fois, ce sont d'étranges ordonnances qui semblent faites pour l'enfance grossière

des sociétés sauvages, tant les scandales auxquels elles sont destinées à imposer un terme, mettent la rougeur sur le front des sociétés civilisées. C'est ainsi qu'on lit dans le *Journal des Débats*, que « le ministre de l'intérieur a pré- » venu par une circulaire les préfets des départe- » mens, qu'à dater du 1er germinal, le gouver- » nement n'accorderait plus d'indemnités aux » filles-mères. » Le journal ajoute : « Le meil- » leur moyen d'encourager la population, c'est » de respecter les mœurs. » C'était une amélioration morale, à cette époque, que de ne point donner une prime à l'incontinence, et de ne pas récompenser, hors du mariage, ces maternités effrontées qui venaient déposer leur honte, comme une offrande méritoire, sur l'autel de la patrie.

Quelques pages plus loin, vous trouvez ces lignes qui vous remplissent de tristesse, car elles semblent écrites d'hier, et les malheurs qu'elles vous racontent, les exils qu'elles vous redisent, vous rappellent des malheurs plus récens et de

nouveaux exils : « Le voyage du comte de Lille » a failli devenir funeste à la fin de sa course. La » Vistule débordée formait plusieurs bras qu'il a » fallu traverser. En passant le second, la voiture » s'est fracassée ; on a dû bivouaquer deux jours » en plein air pendant qu'on réparait ces avaries. » Dans la secousse, la ci-devant duchesse d'An- » goulême (marquise de Meilleray) a brisé une » glace de la voiture avec sa tête. » Hélas! trente-sept ans se sont écoulés depuis cette époque, et la marquise de la Meilleray, toujours grande, mais toujours malheureuse, est allée retrouver dans une terre lointaine ses mélancoliques destinées!

Les révolutions se suivent et se ressemblent, et ce n'est point la seule analogie que nous ayons trouvée entre cette époque et la nôtre, en parcourant ces annales quotidiennes, espèce d'ossuaire intellectuel d'un temps qui n'est plus. Voici la lettre qu'écrivait, l'an IX de la république française au mois de floréal, un citoyen de Paris au préfet de police, au sujet de l'ins-

cription qu'on lisait sur la Sorbonne : *Le peuple Français reconnaît l'Etre suprême et l'immortalité de l'âme.*

« Les mânes des Bossuet, des Arnauld et des » Fénélon poursuivent indignées les ombres exé-» crables des auteurs impies de ce monument » de honte et d'opprobre si injurieux pour la » nation française, et qui le serait même pour » les peuples les plus barbares de la terre. Il » n'est propre, citoyen préfet, qu'à rappeler un » temps de deuil où s'était presqu'éteint le » flambeau du génie. Un tyran farouche assis » sur les ruines de la France, osa écrire cette » inscription insolente de sa main sacrilége. » Que la main d'un magistrat vertueux enlève » cette tache nationale qui ne peut exister que » comme une injure faite aux mœurs publiques. » La Sorbonne n'est point le seul édifice où » cette injure n'ait point disparu, elle est restée » sur le frontispice des églises du Roule, de » Saint-Joseph et de Popincourt. » En reproduisant cette lettre, le *Journal des Débats* ajoute

que le préfet de police l'a lue avec un vif intérêt.

Si le correspondant du préfet de police du consulat existait encore, il pourrait encore écrire, en montrant le fronton qui déifiant les cadavres des hommes proclamés grands par la voix des passions humaines, et dont le pompeux néant pourrit sous les voûtes d'un temple, leur consacre l'église de Sainte-Geneviève qui appartenait à Dieu ; si le correspondant du préfet de police du consulat existait encore, il pourrait encore écrire, en l'an de grâce 1837, ce qu'il écrivait, le premier décadi du mois de floréal, l'an IX de la république française.

« Citoyen préfet, les mânes des Bossuet, des » Arnauld, des Fénélon, s'indignent au fond de » leur sépulcre, en lisant ces inscriptions impies, » monument injurieux pour la nation française, » et qui le seraient même pour les peuples les » plus barbares de la terre. Elles ne sont pro- » pres qu'à rappeler des jours de deuil où s'é- » tait presque éteint le flambeau du génie : une

» multitude farouche, assise sur des ruines, osa
» écrire ces blasphêmes; que la main d'un ma-
» gistrat vertueux enlève cette tache nationale,
» qui ne peut subsister que comme une injure
» faite aux mœurs publiques. Saint-Germain-
» l'Auxerrois n'est point le seul édifice qui en ait
» été souillé, elle est restée écrite sur le frontis-
» pice de Sainte-Geneviève et sur les ruines de
» l'Archevêché. »

Pour que la similitude soit parfaite que manque-t-il à notre époque? Un *Journal des Débats*, qui accueille cette réclamation au lieu de la combattre, comme il l'a fait dernièrement en saluant l'image de Voltaire usurpant le fronton de Sainte-Geneviève; un citoyen préfet qui, sûr de l'approbation du citoyen premier consul, lise avec intérêt cette lettre, où l'on réclame l'abolition des outrages que les passions humaines ont gravés, dans un jour de folie, sur le front des églises, sanctuaires périssables où s'asseoit un moment l'éternelle majesté de Dieu.

CHAPITRE IV.

SOMMAIRE : —La réaction du *Journal des Débats* est toute littéraire ; il conduit en littérature, il suit en politique. — Le feuilleton du *Journal des Débats*. — Geoffroy — Sa collaboration à l'*Année littéraire*. — Il n'a point été l'élève, mais l'héritier de Fréron. — Son double caractère d'érudit et de journaliste. — Geoffroy travaille à l'*Ami du Roi*. — Sa fuite pendant la terreur. — Il se fait maître d'école. — Retraite de plusieurs années. — Effets de cette retraite sur le talent de Geoffroy. — Son retour à Paris. — Il entre au *Journal des Débats*. — Avènement de Geoffroy au feuilleton. — Influence de ses feuilletons. — Appréciation du talent de Geoffroy. — Ce que la situation fit pour lui et ce qu'il fit pour la situation. — Explication de la haine de Geoffroy contre Voltaire.—M. de Feletz. — Caractère de son talent. — Ses opinions royalistes. — M. Bertin et M. Bertin de Vaux. — Il y a, dès les premiers temps, au *Journal des Débats*, un côté droit et un centre.

Ce ne fut point par la politique proprement dite que le *Journal des Débats* entra dans ce mouvement religieux et gouvernemental dont nous avons parlé, et qui fit la fortune de la feuille assez bien inspirée pour s'être rendue

l'organe du retour des doctrines sociales. Il y avait même une bigarrure curieuse entre la partie consacrée aux affaires publiques, aux événemens, et celle qui était spécialement réservée aux théories philosophiques et littéraires. Partout où il s'agissait du mouvement des faits, le *Journal des Débats* suivait; mais il conduisait quand il s'agissait du mouvement des idées. Peut-être devait-il, à cette prudente combinaison, la sécurité avec laquelle il pouvait s'avancer dans les voies d'une restauration morale, appelée par tous les intérêts, mais qui rencontrait encore des obstacles dans les passions émues.

Pour expliquer la haute influence intellectuelle que le *Journal des Débats* prit à cette époque, nous nous trouvons amenés à parler de l'homme qui eut tant de part à cette influence, et qui imprima à la feuille à laquelle il consacra sa plume, cette impulsion puissante qui fit son succès, et l'entoura de cette renommée sur laquelle le *Journal des Débats* vit encore aujourd'hui.

Parmi les écrivains qui, à une époque un peu plus reculée, participaient à la rédaction de l'*Année littéraire*, il y en avait un qui, sans être, comme on l'a répété souvent, l'élève de Fréron, était son analogue en talent, et se montra au journal, où il entra après sa mort, l'héritier, non seulement de sa place, mais de son esprit. Il avait puisé dans les doctrines de cet homme honoré de la haine de Voltaire, qui, pour se venger de ses critiques, descendit à des calomnies en cinq actes, indignes d'un grand écrivain, et à des épigrammes d'une crudité tellement cynique qu'à peine pouvons-nous y faire allusion; il avait puisé, dans les doctrines de cet homme célèbre, une antipathie profonde pour les principes du philosophisme, le goût de la saine littérature, et ce style piquant et vif, où le sens s'aiguise en épigrammes pour entrer plus profondément dans l'intelligence du lecteur.

En même temps, Geoffroy s'était consacré aux fonctions de l'enseignement, et il y avait

apporté une érudition rare, qui s'était accrue encore dans les études dont les travaux journaliers du professorat avaient été pour lui l'occasion.

Régent de rhétorique, toutes les littératures anciennes lui étaient familières. Il en avait approfondi le génie, et tous les grands modèles, haute expression intellectuelle des deux civilisations grecque et latine, étaient présens à sa pensée. Ce fut pendant cette période universitaire de sa vie que Geoffroy compta, parmi ses élèves, Joseph Chénier, et lorsque, plus tard, il rencontra dans la littérature l'écrivain qu'il avait vu sur les bancs, la plume du critique se souvint de la férule du maître, et peut-être l'amour-propre de l'homme fut-il plus sensible que la main de l'enfant.

D'un autre côté, rédacteur de l'*Année littéraire*, Geoffroy avait observé le mouvement des idées de son siècle. Il savait la littérature contemporaine. Les hommes et les livres de l'époque lui étaient connus. Si, par la science, il

avait vécu en Italie et en Grèce, à Rome et à Athènes; par la critique, il avait vécu en France et à Paris. S'il était le contemporain d'Homère, d'Eschyle, de Sophocle, d'Euripide, de Démosthènes, comme de Virgile, d'Horace, d'Ovide et de Cicéron, il était aussi le contemporain de l'école du dix-huitième siècle et de ses tristes et derniers représentans.

Il se trouvait donc dans une position admirable pour faire un excellent journaliste, car il réunissait, à un haut degré, deux conditions, dont une au moins manque à presque tous les écrivains de la presse périodique, quand elles ne leur manquent pas toutes deux; c'était à la fois un homme d'érudition et d'actualité, pour nous servir d'une expression à l'ordre du jour; un homme de souvenir et d'à propos.

Pendant les deux premières années de la révolution, Geoffroy coopéra à la rédaction de l'*Ami du Roi*, imprudent, mais honorable anachronisme à la veille de 93. Quand vinrent les mauvais jours de la terreur, quand le Roi porta

sa tête sur un échafaud, le journal qui avait été fondé pour ranimer le royalisme, fut violemment supprimé, et ses rédacteurs ne purent échapper à la proscription que par la fuite. Alors Geoffroy se retira dans un village, aux environs de Paris. Là, tout à la fois pour assurer son incognito et pour gagner sa vie, il se fit maître d'école. L'ancien régent de rhétorique, qui avait vu Chénier dans sa classe, montrait à lire à de petits paysans; n'était-ce point un peu Denys à Corinthe?

Denys demeura à Corinthe jusqu'à l'année 1799 : à cette époque, les convulsions qui avaient si long-temps tourmenté la France, s'étant calmées, la génération des proscripteurs ayant à peu près disparu, et le Directoire, cette débauche de boue qui venait après une débauche de sang, cédant la place au consulat, Geoffroy quitta son village et son école, et revint à Paris. Mais que l'on pense à tout ce que cette retraite forcée, au milieu d'événemens si extraordinaires, dut accumuler de réflexions

profondes , de méditations graves et sévères dans cet esprit accoutumé à l'étude ; à tout ce que ce long silence, commandé par les événemens qui faisaient taire les voix les plus éloquentes, à tout ce que ce long silence dut prêter de force et de verve à cette parole, pendant plusieurs années comprimée! Le journaliste retrouva, plus tard, le trésor de pensées que le maître d'école avait accumulées dans ses heures de solitude et de recueillement. Cette ame qui avait vécu en elle-même de sa propre substance, sans une oreille pour entendre sa plainte , en contenant, dans son intelligence et dans son cœur , cette tempête d'indignation qui s'y élevait lorsqu'elle jetait les yeux sur l'époque, dut se répandre au dehors avec une incroyable puissance, quand il lui fut enfin permis de sortir de cette situation passive où les circonstances l'avaient enchaînée.

L'occasion qui manquait seule à Geoffroy, se présenta bientôt à lui. En 1799 , comme on l'a dit plus haut, il était rentré à Paris, et, fidèle à la carrière universitaire, il avait accepté un em-

ploi chez un maître de pension. C'était le moment où le *Journal des Débats* se décidait à prendre la direction du mouvement religieux et social, dont les premiers indices commençaient à se révéler aux esprits attentifs. Comme cela arrive presque toujours, la situation alla chercher l'homme dont elle avait besoin. On offrit à Geoffroy de se charger, dans le *Journal des Débats*, de la partie des spectacles; on venait, sans le savoir, de le nommer roi du feuilleton.

Alors la révolution, ou plutôt la restauration qui fermentait dans toutes les idées, trouvant un organe, se manifesta avec un éclat et une puissance incroyables. On avait donné à Geoffroy, dans le *Journal des Débats*, un département, il en fit un royaume. La littérature ancienne, moderne, l'histoire, la philosophie, la morale, la politique, tout rentra dans le feuilleton. La liberté, qui n'existait plus, à cette époque, pour la presse, dans la partie politique proprement dite, la liberté qui n'existait plus au premier étage du journal, qu'on nous passe ce terme,

se réfugia dans le rez-de-chaussée de Geoffroy. De là elle dit tout ce qu'elle voulut dire, tout ce qu'il fallait dire. C'est à cette situation qu'il faut attribuer ce mélange d'idées littéraires et politiques, ce barriolage de genres, qui aurait été un défaut s'il n'avait point été une nécessité. Les feuilletons de Geoffroy ressemblèrent un peu à ces églises du moyen-âge, qui avaient droit d'asile, et où l'on rencontrait tous ceux qui ne pouvaient pas se montrer ailleurs.

Dès que Geoffroy fut monté sur le trône du feuilleton, une guerre sans merci, sans trève, une guerre à mort commença contre tout ce qui se rattachait, de près ou de loin, au philosophisme et à l'esprit révolutionnaire. Cette guerre, il est juste de le reconnaître, l'écrivain la fit avec un esprit et une verve infinis. Il prit toutes les armes, celles de la raison comme celles de la moquerie, et sur ce champ de bataille, où il descendait ordinairement de deux jours l'un, il laissait presque toujours, parmi les morts, quelque renommée usurpée ou quelque erreur accré-

dictée par les philosophes. Mais il faut dire aussi que, si le champion des idées sociales avait la main ferme et l'œil sûr, la situation, où il se trouvait, était admirable.

Il parlait seul, mais il avait derrière lui tout le monde. Le courant des idées le portait, et il s'avançait sur une route qui marchait elle-même. Ses articles étaient des événemens, et il semblait à la société que sa vengeance contre tant d'idées folles, contre tant de théories désastreuses, contre tous les hommes et tous les principes qui l'avaient bouleversée, il lui semblait que sa vengeance était à la fin venue. Plus elle était âpre et dure, plus elle convenait aux esprits irrités. L'auteur de l'*Intérieur des Comités Révolutionnaires*, M. Ducancel, raconte que, lorsque sa pièce fut représentée en 1795, un des prisonniers de la terreur loua une loge à l'année, uniquement pour assister aux cent représentations de ce drame. On le remarquait chaque fois, les yeux ardemment fixés sur les acteurs, la bouche entrouverte, pleurant de joie, battant des

mains, s'agitant sur sa banquette et répétant souvent : « Comme je me venge ! » Il y avait quelque chose de cela dans les sentimens qu'on éprouvait en lisant les feuilletons de Geoffroy. C'était une espèce de terreur morale et intellectuelle, par laquelle les honnêtes gens répondaient à la terreur immorale, puis sanglante des jacobins de la pensée qui ouvrirent le dix-huitième siècle, et des jacobins de l'échafaud qui le fermèrent.

En outre, toutes les idées justes, tous les principes sains et raisonnables avaient été effacés d'une manière si complète, qu'on en avait presque perdu jusqu'à la mémoire. Sous cette tyrannie plus dure encore que le despotisme, déploré par Tacite avec cette énergie de style qui lui est propre, le silence était devenu, pour ainsi parler, de l'oubli. Geoffroy semblait donc inventer, quand il ne faisait que se souvenir.

C'était une nouveauté, dans ce temps là, que d'appeler Racine un grand poète, une nouveauté que de croire Boileau un excellent écrivain, une

nouveauté que d'admirer, dans Bossuet, la parole humaine élevée à sa plus haute expression. Les vérités les plus incontestables se présentaient avec l'aspect séduisant des paradoxes. Il semblait que Geoffroy vînt de découvrir, dans le passé, le dix-septième siècle, quand il rappelait ses orateurs, ses poètes, ses moralistes, ses philosophes à l'admiration des lecteurs. Le grand règne, en se dressant devant ces yeux habitués aux tristes convulsions de l'époque qui venait de finir, produisait à peu près le même effet que ces villes de marbre qui se lèvent tout-à-coup, dans le désert, avec les magnificences de leur passé, devant le voyageur qui vient de traverser les désolations d'une plaine aride, inculte et nue.

Que l'on songe à tout ce qu'il y avait de neuf dans les grandes doctrines de la religion et de la morale, à une époque où, comme nous l'avons rappelé, le gouvernement prenait des arrêtés pour avertir les filles-mères que l'état n'accorderait plus de récompense à l'impudicité, et que

la débauche n'obtiendrait plus de prix de vertu; à une époque où l'on sortait à peine de ces essais de paganisme qui avaient chassé le Christ de ses temples, pour faire asseoir, sur ses autels, une divinité ramassée, au hasard, dans la boue des vices. Quelle majesté devait avoir la philosophie de Bossuet, de Nicole, de Pascal, de Malebranche, aux yeux des hommes qui se souvenaient d'avoir assisté aux parodies sacriléges de la fête de l'Être-Suprême et aux danses grotesquement impies du procureur Chaumette! Quelle harmonie les vers de Racine aux oreilles de ceux qui avaient été poursuivis par les cris de mort d'une populace en fureur, et par la prose de M. Sylvain Maréchal! En rentrant en possession de tant de richesses intellectuelles, on croyait les acquérir pour la première fois. Corneille ne venait-il point d'enfanter son *Cid* et son *Cinna?* Racine sa *Phèdre* et son *Athalie?* Combien les hommes de cette génération ne devaient-ils point être frappés par le contraste des deux époques! Quelle langue, et quelle lan-

gue ! Quelle philosophie, et quelle philosophie ! Quelle morale, et quelle morale ! Quelles idées, et quelles idées ! Nous avons comparé cette époque à celle qui succéda au déluge, et, en vérité, ce n'est point là une métaphore. Si tout était à faire, tout était à dire. La société était sans culte, sans morale, sans Dieu, sans Roi, sans loi surtout, car les lois s'étaient succédé si nombreuses et si épouvantables, qu'à force d'ordonner le crime, elles avaient perdu le droit de prescrire la vertu.

Toutes ces circonstances devenaient des élémens de succès pour le *Journal des Débats* et pour l'écrivain qui lui avait apporté le secours de son talent. Geoffroy entra dans cette carrière avec une ardeur d'autant plus vive, qu'elle n'était pas exempte de quelques personnalités. Ceux qui lui ont reproché d'avoir été acerbe et violent à l'égard de Voltaire, nous semblent avoir bien mal saisi l'esprit général de cette situation et le caractère particulier des circonstances dans lesquelles écrivait le critique. Il ne s'agissait

point d'un assaut à armes courtoises, d'une appréciation littéraire, froide et sans passion : c'était la guerre que Geoffroy faisait à la pointe de sa plume, comme d'autres à la pointe de leur épée. Et puis le rude écrivain s'était souvenu de son prédécesseur Fréron, si cruellement poursuivi par les philosophes. Geoffroy, c'était Fréron rendu à la vie, Fréron ressuscité à la critique et à la vengeance, mais un Fréron revenu à son heure, un Fréron plein d'à propos, qui avait son siècle pour lui au lieu d'avoir à le combattre. Ah! Voltaire, vous apprendrez que les flots et le public sont changeans. Vous payerez cher vos cyniques diffamations et vos honteuses épigrammes. Vous avez été un ennemi sans retenue, vous trouverez un critique sans pitié. Vous avez eu votre journée, Voltaire, et vous en avez abusé d'une manière indigne de votre beau talent; voici venir la journée de Fréron. Rien n'y manquera. Pas une pièce de votre théâtre ne sera épargnée, pas un plan défectueux ne trouvera grâce, pas une tache de votre style n'échap-

pera, pas un vers faible, pas une idée fausse, pas une erreur, pas une immoralité ne restera cachée. Fréron est là avec ses yeux de lynx et ses ongles de vautour : Voltaire n'est point seulement pour lui un objet d'étude, c'est une proie.

C'est ainsi qu'il faut lire Geoffroy, sous peine de ne pas le comprendre. Ce qu'on a pris de sa part pour des agressions, n'étaient que des représailles.

Du moment que l'impulsion donnée au *Journal des Débats* réussissait, sa rédaction devait tout entière prendre la même couleur. Aussi l'on vit l'année suivante, c'est-à-dire en 1801, M. de Féletz venir lui prêter le concours d'un esprit nourri de toutes les idées religieuses, et qui appartenait, par ses croyances aussi bien que par son style plein de pureté et d'élégance, à ce dix-septième siècle dont il professait les doctrines littéraires. M. de Féletz jeta, par la nature de son talent, sur la rédaction habituelle du *Journal des Débats*, une variété qui est partout nécessaire, et qui l'est surtout dans les journaux

qui ont besoin de se faire pardonner le plus grand de tous les torts, celui de parler tous les jours. C'était un critique plein de finesse. Moins âpre, moins emporté, moins vigoureux que Geoffroy, il avait cette élégance du monde et cet atticisme de style qui manquaient souvent au rude censeur, qui faisait un peu trop de classe dans le feuilleton. Tout se passait dans ses articles comme dans un salon; et, à la manière dont sa main tenait la plume, on voyait qu'elle n'avait jamais tenu la férule. Malicieux, sans être méchant, sachant critiquer sans amertume, attaquer sans animosité, blamer sans emportement, il y avait, dans tous ses arrêts littéraires, un parfum de bonne compagnie qui n'abandonnait jamais l'écrivain. Son style jetait un reflet d'aristocratie et d'élégance qui était une nouveauté, à cette époque où la France venait de se débarrasser de la carmagnole et des sales livrées de la république. On sentait, à la première phrase, que l'on avait affaire, comme on disait alors, à un ci-devant.

En effet, M. de Feletz était royaliste de nais-

sance comme de cœur. Il appartenait à une famille dévouée aux Bourbons, et, à travers tant de vicissitudes et de catastrophes, il avait conservé, à cette grande race, des senti mens de respect et de dévouement que rien n'avait pu affaiblir. Différent encore en cela de Geoffroy, qui prodiguait à Bonaparte toutes les formules de louanges et qui faisait fumer, dans chacun de ses feuilletons, un encens adulateur vers le premier consul, M. de Feletz resta fidèle à son premier culte. On pourrait dire que Geoffroy était le centre du *Journal des Débats*, et que M. de Feletz en était le côté droit. Cette définition ne serait point dépourvue de justesse, parce qu'en effet le *Journal des Débats* représentait une société dont une partie songeait uniquement au rétablissement de l'ordre matériel, par un gouvernement, quel qu'il fût, tandis que l'autre partie était convaincue que l'ordre moral, seule garantie de l'ordre matériel, ne pouvait être rétabli que par un retour complet au principe fondamental de la société française.

Cette double nuance se trouvait marquée, non seulement dans la rédaction, mais dans la propriété du *Journal des Débats*. Cette feuille avait eu, pour fondateurs principaux, MM. Bertin frères. L'un d'eux, qui portait plus particulièrement le nom de Bertin, était un agent actif des princes et d'une opinion tellement prononcée, qu'en 1800, c'est-à-dire, moins d'une année après la fondation du journal, il se trouva impliqué dans une conspiration royaliste. Il fut alors, par les ordres du premier consul, emprisonné au Temple, où il resta quelque temps, puis on le relégua à Florence. Mais son frère, M. Bertin de Vaux, suivit une ligne plus prudente et afficha des opinions moins tranchées. En 1801, il fondait une maison de banque ; en 1805, il acceptait une place de juge au tribunal de commerce. On eût dit que les deux frères s'étaient partagé les rôles ; l'un représentait une opinion politique, l'autre un intérêt de propriété. M. Bertin, c'était la pensée royaliste du journal, M. Bertin de Vaux, c'était le pavillon neutre qui couvrait la marchandise.

On voit que la distinction du juste-milieu et du royalisme ne date pas d'hier, et que des situations analogues se représentent plus d'une fois dans l'histoire.

Nous avons d'abord caractérisé l'époque dans laquelle le *Journal des Débats* se mit à la tête du mouvement des idées qui revenaient aux principes sociaux; nous avons ensuite, dans une rapide biographie, fait connaître ses deux fondateurs, et apprécié les deux hommes qu'il appela à lui pour marcher au but qu'il se proposait d'atteindre; maintenant, que la situation de la société est définie, que le personnel du journal est connu, il nous reste à le suivre dans la carrière où nous lui avons vu faire les premiers pas.

CHAPITRE V.

Sommaire : Marche du *Journal des Débats*. — Louanges excessives prodiguées par Geoffroy au premier Consul.— Etait-ce prudence? était-ce enthousiasme? — Théorie du paratonnerre en matière de journalisme. — La partie politique en désaccord avec le feuilleton. — Bonaparte rétablit le catholicisme et rouvre les églises. — Le *Journal des Débats* s'enhardit. — Guerre systématique livrée aux principes de la révolution — Le *Journal des Débats* anti-voltairien. — Retour aux idées et aux coutumes de l'ancienne monarchie. — Le premier Consul à Ivry. — Anecdote. — Napoléon à l'embranchement de deux routes. — Cromwel et Monk. — Le *Journal des Débats* hésitant entre l'idolâtrie du pouvoir de fait et la religion du pouvoir de droit. — Remarquable article de M. De Lalot.

Si la marche du *Journal des Débats*, dans les voies d'une réaction sociale, fut prudente, cette prudence fut surtout sur ses gardes jusqu'à la signature du concordat, qui eut lieu en 1803. Alors la marche du *Journal des Débats* devint plus assurée et plus rapide, et il parla d'une voix

plus ferme et plus haute, jusqu'à l'époque où le consulat à vie fît place à l'empire héréditaire. Dans cette circonstance mémorable, la nuance que représentait Geoffroy, l'emporta. Le royalisme matériel, c'est-à-dire celui qui ne demandait que l'ordre public assuré par un pouvoir héréditaire, sans s'occuper des conditions morales, prévalut sur ce royalisme tout à la fois plus logique et plus élevé, qui ne voyait de garantie et de sanction que dans les grands principes du droit politique. C'est cette période que nous nous proposons de retracer maintenant.

Nous avons déjà eu occasion de parler des louanges continuelles que Geoffroy prodiguait au premier consul. Sans doute, nous sommes prêts à reconnaître, avec tout le monde, que les grandes choses que Bonaparte accomplissait à cette époque, étaient de nature à exciter l'admiration. D'ailleurs Geoffroy répétait souvent qu'il avait toujours été monarchiste plus encore que bourbonnien; phrase qui ne fait point honneur au bon sens politique d'un homme qui

avait un sens littéraire si profond, car vouloir la monarchie sans la famille où elle est personnifiée, vouloir l'hérédité sans l'héritier, c'est demander et refuser, c'est construire d'une main et renverser de l'autre. Cependant, malgré les droits de Bonaparte à l'admiration, malgré le matérialisme politique de Geoffroy, nous verrons que l'hyperbole de ses louanges et les redites de ses adulations faisaient partie de cette prudence systématique qui était une des pensées fondamentales du journal. Geoffroy, qui attaquait tant de personnes et tant de choses, mettait ses attaques à l'abri du panégyrique du premier consul. Son enthousiasme pour le tout-puissant Bonaparte, s'élevait, comme un paratonnerre, au-dessus des mille pointes de ses épigrammes aiguës qui attiraient la foudre de tous les côtés de l'horizon. C'était grâce à cette condition que l'écrivain et le journal dont il était rédacteur, pouvaient tout penser et tout dire contre les hommes et les idées de l'école révolutionnaire.

Tantôt, c'est au sujet d'une pièce de théâtre, dont l'auteur avait donné l'avantage aux vieillards sur les jeunes gens, un éloge enthousiaste de la jeunesse, et une censure acerbe de la vieillesse, « qu'il est au moins inconvenant de van-
» ter, lorsque la France doit son repos, son bon-
» heur, sa gloire, à un jeune héros, pacificateur
» de l'Europe, après avoir été son vainqueur. »
Tantôt, ce sont les vaudevilles mis à contribution, et le *Journal des Débats* ouvrant ses colonnes à des pauvretés telles que celles-ci :

Oui, dans le temple de mémoire
Seront gravés tous les hauts faits
De Bonaparte, dont la gloire
Fut la conquête de la paix.

Encore passons-nous sous silence les innombrables fadeurs sur le *brouillard de brumaire et sur la sérénité qu'il rendit au ciel*; comme aussi ces comptes rendus des modes du jour, futilités élégantes jusques auxquelles descendait la gravité du *Journal des Débats*, pour recommander

une gaze qui devait son nom à une victoire du grand homme, ou bien pour avertir que ce qu'il y avait de mieux porté, c'étaient les rubans terre-d'Egypte; car depuis que Bonaparte avait dit à ses soldats : « Du haut des pyramides trente siè- » cles vous contemplent, » ces néants d'un jour, que le matin voit naître et le soir mourir, allaient emprunter leur nom à la terre des plus vieux néants dont puisse s'enorgueillir l'esprit humain, et ces fragiles vanités, tissées de soie, nous arrivaient du pays des vanités taillées dans le granit.

A travers la double précaution de ces éloges et de l'insertion pure et simple des actes du gouvernement, et même souvent des articles où se développait la politique officielle du *Moniteur*, le *Journal des Débats* s'avançait lentement vers son but, non sans être souvent menacé, comme on le verra plus tard, mais enfin il s'avançait. Le citoyen Fouché écrivait-il une lettre au préfet de la Côte-d'Or, « pour lui recommander l'exécution » des lois qui proscrivaient tout signe extérieur

» du culte, tel que les sonneries de cloche, qua-
» lifiées de coupable contravention, commise
» par les prêtres qui abusaient de la tolérance
» du gouvernement, » le *Journal des Débats* se gardait bien de critiquer cette circulaire, et il insérait respectueusement ce document officiel contre ces prêtres criminels qui invitaient les Chrétiens à la prière. Mais on trouvait, dans le même numéro, un brillant article de M. de Fontanes qui, traçant un parallèle entre le clergé et les philosophes, remarquait que « le sage Su-
» ger, d'Amboise, Richelieu, Mazarin, le cardi-
» nal Fleury, avaient un peu mieux entendu la
» science du gouvernement que le patriote Tur-
» got, Choiseul le voltairien, le vénérable Males-
» herbes et le puritain Necker. »

Le même citoyen Fouché qui s'occupait beaucoup du culte, comme ministre de la police, publiait-il dans le *Moniteur* une seconde circulaire pour ordonner de « livrer tour à tour les
» *temples* » (vous voyez que nous ne sommes pas sortis du paganisme républicain, et que les *égli-*

ses ne sont pas encore revenues), le citoyen Fouché ordonnait-il « de livrer tour à tour la » jouissance des *temples* aux prêtres des diffé- » rentes communions, en ayant soin d'accorder la » préférence aux prêtres constitutionnels, » c'est-à-dire aux intrus, le *Journal des Débats* insérait avec la même docilité ce mandement jacobin et les innombrables circulaires concernant les prêtres insoumis, qui excitaient, au plus haut degré, la sollicitude de l'orthodoxie conventionnelle du citoyen Fouché. Mais aussi, dans le même temps, le *Journal des Débats* flétrissait les ouvrages immoraux, poursuivait les doctrines athées, proclamait la nécessité de revenir à des dogmes plus salutaires et de ramener la philosophie à la religion ; flétrissait sans pitié les mauvaises mœurs et les mauvais livres, ce qui pouvait passer pour une sorte de personnalité sanglante contre le citoyen Fouché, dont la vie était un des plus mauvais livres de ce temps-là.

Ce n'est point tout encore. Le *Journal des Débats* élevait jusqu'au ciel, et défendait contre

une nuée de censeurs, le grand monument littéraire que M. de Châteaubriand venait d'élever sur le seuil du dix-neuvième siècle. Il avait adopté le *Génie du Christianisme*, cet ouvrage tout à la fois de circonstance et de durée, d'à propos et d'avenir, à l'aide duquel un puissant esprit avait planté la croix sur le frontispice de cette époque et l'avait consacrée à Dieu. Or, le *Génie du Christianisme* disait un peu plus hardiment les choses que le *Journal des Débats*. Chez lui, le blâme et l'éloge portaient la tête plus haute ; ses sympathies étaient plus franches et ses antipathies plus fières. Louer M. de Châteaubriand, c'était cruellement blâmer M. Fouché; vanter le *Génie du Christianisme*, c'était pousser, autant que la prudence le permettait, au rétablissement public du culte, mémorable événement que M. de Châteaubriand avait moralement accompli, du bout de sa plume puissante, avant que Bonaparte consacrât à le faire descendre dans les faits, par l'autorité qu'il avait acquise par tant de victoires : car Dieu voulut

que la plume la plus illustre et l'épée la plus glorieuse de ce siècle se rencontrassent dans cette immortelle restauration.

Bonaparte, qui avait l'intelligence de toutes les grandes choses, comprit enfin que tant que le catholicisme ne serait pas rétabli, l'édifice social qu'il voulait relever de ses ruines, n'offrirait aucune garantie de stabilité et de durée. Arrivé après les destructions de la révolution française, il avait pu voir à nu les fondations de la société, et, en déblayant ces débris, il se convainquit que jusqu'au moment où il aurait reposé en France, cette colonne qui soutient le monde depuis dix-huit siècles, son œuvre chancellerait sur ses bases. Le premier de tous les élémens de reconstruction qui s'offrit à ce grand architecte qui avait une nation à bâtir, ce fut donc le catholicisme. Il l'accepta, parce que c'était la condition indispensable de l'œuvre de réparation qu'il avait entreprise, et que cette réparation était elle-même la condition de sa puissance. Dès-lors le concordat fut admis en

principe, et, après des négociations actives, il fut bientôt conclu et signé. Bonaparte, en rendant à la société la plus haute et la plus sûre de ses garanties, s'assurait à lui-même la puissance que la société ne prête jamais, même pour un temps limité, qu'en échange d'importans services. Le jour de la signature du concordat, le premier consul conquit dix ans de règne.

C'est à partir de cette époque que la marche du *Journal des Débats* prend, ainsi que nous l'avons dit, une allure plus vive et plus décidée. Non seulement il s'occupe de la religion, mais il s'occupe du clergé qui commence à reparaître. Il rapporte les visites des évêques dans les établissemens publics; il reproduit leurs paroles; il analyse leurs écrits; il loue leurs vertus. Un de ces pieux prélats se rend-il au Musée des aveugles, image du retour de la lumière catholique dans ce pays si long-temps couvert de ténèbres; un de ces pieux prélats se rend-il au Musée des aveugles, et s'adressant à ces pauvres enfans à qui l'on demandait, quelque

temps avant, dans quelle année était né Robespierre, leur demande-t-il dans quelle année est né Jésus-Christ, le *Journal des Débats* est là pour tout observer et tout redire; il signale cette reprise de possession de la société par le christianisme qui entre toujours dans le monde par la grande porte du royaume de la charité. Il enregistre en même temps tous les faits, tous les indices qui annoncent qu'on s'éloigne de plus en plus des mauvais jours de la révolution. Déjà le dimanche catholique se montre en vedette, au haut de sa page, en face du jour républicain; octobre coudoie vendémiaire; l'ère du Christ 1803 vient s'inscrire vis-à-vis l'an XI de la révolution. Or, voulez-vous savoir ce qui se passait le 18 vendémiaire l'an XI de la république française : « Plusieurs jeunes gens, lit-on » dans le numéro de ce jour, vêtus de noir, por- » tant le claque, la bourse et l'épée, se sont » promenés hier matin sur les boulevards et au » palais du Tribunat sans exciter aucun trouble. » Vous le voyez, le bonnet rouge devenait tolé-

rant et le règne de la carmagnole était fini, puisque le claque, la bourse et l'épée pouvaient se montrer au grand jour sans exciter une émeute.

La position du *Journal des Débats* était donc, en apparence, beaucoup améliorée. Il continuait la rude guerre qu'il avait déclarée au philosophisme et à l'esprit révolutionnaire. Ainsi il adoptait cette définition si exacte et si précise qu'il tirait des lettres que publiait alors M. Fiévée sur la Grande-Bretagne : « Quand je dis philosophie du dix-huitième siècle, j'entends tout » ce qui est faux en législation, en morale et en » politique. » Et, justifiant cette définition, il avait trouvé un nouveau moyen d'attaquer Voltaire, moyen puissant sous le gouvernement d'un homme qui faisait passer avant tout l'honneur national; c'était d'accuser le chef de l'école du dix-huitième siècle d'avoir été un mauvais Français. Or, les preuves ne manquaient point à cette assertion, et il y avait un rédacteur du *Journal des Débats* qui s'était spécialement chargé de les chercher dans les ouvrages de

Voltaire. Les philosophes, qui avaient d'autres journaux à leur disposition, jetaient les hauts cris contre cet audacieux blasphème qui blessait au cœur la gloire de leur idole. Mais, pour leur répondre et les réduire au silence, le *Journal des Débats* n'avait besoin que d'emprunter des argumens à ses souvenirs. On en appelait aux écrits de Voltaire : eh bien ! c'était dans les écrits de Voltaire qu'il prenait ses réponses, car ses réponses étaient des citations.

Un jour il rappelait ce billet si peu français : « Toutes les fois que j'écris à Votre Majesté, je » tremble comme nos régimens à Rosbach ; » le lendemain, cette autre phrase : « Il me fallait » le roi de Prusse pour maître et le peuple Anglais » pour concitoyen. » Puis, comme la polémique continuait et devenait plus vive, il allait chercher dans la correspondance de Voltaire un billet par lequel celui-ci rendait compte du procès d'un officier de Frédéric en France, billet qui se terminait par ces mots remplis d'un patriotisme prussien, et qui donnent une grande

idée de la modestie nationale de Voltaire : « L'u» niforme prussien ne doit servir qu'à faire » mettre à genoux les Welches. » Or, ces misérables Welches c'étaient nous, et l'on avouera qu'il est impossible de faire les honneurs de son pays avec plus d'humilité philosophique et d'abnégation que le faisait Voltaire, « qui tremblait » comme nos régimens à Rosbach, » phrase mal sonnante devant le général en chef des armées d'Italie; qui aurait voulu « avoir le roi de Prusse » pour maître et le peuple Anglais pour conci» toyen, » hérésie politique qui devait faire froncer le sourcil à l'éternel ennemi de l'Angleterre et au vainqueur du continent; qui, enfin, voulait « que les Welches apprissent à fléchir le genou » devant l'uniforme des hulans, » souhait philosophique, à la lecture duquel vous dûtes mettre la main sur la garde de votre épée, ô vous qui étiez déjà Bonaparte, et qui bientôt deviez être Napoléon!

Pour tout achever, le *Journal des Débats* invoqua le témoignage des historiens contempo-

rains qui affirment que l'infériorité de nos armes, pendant la guerre de sept ans, provint du découragement répandu dans l'armée par l'espèce de fanatisme que les officiers avaient conçu pour le roi de Prusse, fanatisme qui allait à un tel point, qu'ils ne voulaient pas même admettre qu'il fût possible de battre les soldats du grand Frédéric. Quand arriva ce dernier argument, bien fit Voltaire d'être immortel, c'est-à-dire de ne plus être vivant. En effet, Bonaparte qui avait, comme il le montra à la bataille d'Iéna, une opinion toute différente de celle que Voltaire contribua tant à répandre, aurait peut-être fait dégrader le philosophe devant toute l'armée, la veille du jour où il conquit, en trois heures, la capitale et le royaume du grand Frédéric : glorieuse réponse tracée du bout de l'épée de nos soldats, et qui vaut bien le billet de Voltaire, réponse datée d'Iéna, qui a fait oublier le billet inspiré par Rosbach.

Tout en poursuivant sa guerre contre les philosophes et particulièrement contre leur chef, le

Journal des Débats enregistrait, dans ses colonnes, des faits qui étaient un peu plus en harmonie avec sa tendance sociale et littéraire, que les circulaires du citoyen Fouché contre les cloches des églises et les prêtres insoumis. Les anciennes formules, les anciens usages, les anciens souvenirs reparaissaient de tous côtés. Le premier consul donnait lui-même l'impulsion à cette résurrection du passé. Le 10 brumaire de l'an XI, on le vit s'arrêter, pendant long-temps, sur le champ de bataille d'Ivry; il examina la disposition des lieux, étudia le plan de Henri IV, et en se retirant il ordonna que la pyramide élevée sur cette plaine célèbre, et qui avait été détruite pendant la révolution, fût rétablie. Ainsi ce victorieux semblait vouloir vivre en bon voisinage avec toutes les gloires. Si nous voulions mêler les événemens contemporains à l'époque dont nous parlons, ce serait le lieu de nous étonner que l'on ait effacé depuis 1830, sans doute par égard pour Mayenne, l'inscription gravée sur cette colonne d'Ivry, pour immor-

taliser la victoire d'un roi légitime sur un sujet factieux.

Dans le cours du même voyage, quand le premier consul se présenta au Havre, on lui offrit, suivant l'ancien usage de la monarchie, les clés de la ville sur un plat d'argent. Le clergé d'Ivetot lui rendit l'honneur de l'encens. Enfin ce n'étaient de tous côtés que louanges, remercîmens, odes, harangues, couplets au sujet de la grande réparation qui venait d'être faite au catholicisme.

Le *Journal des Débats* n'avait garde de passer sous silence ces suffrages, dont une partie lui revenait, car il avait travaillé, avec habileté et persévérance, à ce grand mouvement des idées qui avait fini par descendre dans les faits. On était parvenu sur l'extrême limite de la république et de la monarchie, et il était à croire que l'édifice social n'aurait pas long-temps, qu'on nous passe ce terme, pignon sur les deux rues. Pour se faire une idée de cette espèce de juste-milieu qu'on essayait de tenir entre les deux régimes opposés, il suffit de jeter les yeux sur ce protocole

que trace l'Almanach national de France de l'an XI : « Dans la société on emploie indifféremment le nom de *citoyen* et de *monsieur*. » Quand on s'adresse à un ministre, on l'appelle, » au début de la lettre, *citoyen*, et dans le cours » de la lettre, *votre excellence*. » Citoyen, votre excellence; citoyen, monsieur; c'était la monarchie dans la république, en attendant qu'on pût faire entrer la république dans la monarchie; et, en attendant qu'on pût mettre la rue dans le salon, c'était le salon dans la rue.

Nous rencontrons ici, dans le *Journal des Débats*, la trace d'une espérance nourrie à cette époque par quelques cœurs honnêtes : « Bonaparte était, disaient-ils, à l'embranchement de » deux routes. Il pouvait s'emparer du pouvoir » pour lui-même, ou bien, poussant son œuvre » jusqu'à la perfection, accomplir la restauration » sociale dans toute son étendue, en rétablissant » le droit politique, et conquérir le plus beau » rôle qu'il soit donné à un homme de remplir, » celui de protecteur de la maison de Bourbon. »

Toute la question, en effet, était de savoir si le moment était venu, si le temps était mûr, et si l'événement auquel on faisait allusion devait intervenir par Bonaparte ou contre lui; car il y a une attraction en morale comme en physique, les grands principes s'appellent des deux bouts de l'horizon, et l'usurpateur qui reconstruit l'ordre social, ressemble à ce riche affranchi qui s'était bâti un palais si brillant, qu'on finit par trouver qu'il faisait tache lui-même au milieu de toutes ses magnificences.

Ces idées, ces espérances qui germaient dans un assez grand nombre d'esprits, trouvèrent leur expression dans un article publié dans le courant de l'année 1803, par le *Journal des Débats*, à l'occasion de la *Législation primitive* de M. de Bonald, et signé du nom de M. Charles de Lalot. « Il y a, comme le dit Bossuet, lit-on dans » cet article, de ces lois fondamentales contre » lesquelles tout ce qui se fait est nul de soi. » Toutes les révolutions que l'orgueil de l'esprit, » armé des passions du cœur, excite sans cesse

» contre l'ordre des sociétés, pour secouer le » joug de Dieu et de ses lois, finissent tôt ou tard » par soumettre les peuples à une obéissance » plus dure et à un joug plus sévère. Je n'entre- » rai point dans l'exposition particulière des rap- » ports qui constituent la société politique, cela » m'engagerait dans des discussions délicates sur » la nature des pouvoirs. Je me contenterai de » dire que M. de Bonald, après avoir réglé les » pouvoirs et les devoirs de la société, selon les » lois fondamentales de l'ordre, nous démontre » ensuite par de vastes et judicieuses applications » de l'histoire, que la bonne ou mauvaise fortune » des Etats dépend de la fixité des rapports na- » turels qui maintiennent à leur place chacune » des personnes sociales. »

Nous avons cru ces paroles remarquables dignes d'être citées. Elles sont plus hautes et moins prudentes que celles qu'on rencontre d'habitude dans la feuille dont nous traçons l'histoire. C'était le dernier effort de la droite du *Journal des Débats*, à la veille de l'empire qui se faisait proche.

CHAPITRE VI.

SOMMAIRE : Monk devient Cromwel. — Arrestation du duc d'Enghien. — Epouvante de Paris. — Terreur muette. — Les fossés de Vincennes. — Attitude du *Journal des Débats*.— Courage par allusion. — Vers de M. Aignan sur Pacuvius, seigneur de Capoue. — Le prince est fusillé. — M. de Chateaubriand sépare sa ligne de celle du *Journal des Débats*. — Celui-là rompt avec le premier Consul; celui-ci prépare les voies à l'empereur. — Une phrase de Fourcroy. — Harangue de M. de Fontanes. — Le *Journal des Débats* renie la maison de Bourbon et déclare qu'elle a pour jamais cessé de régner. — Le Consulat fait place à l'Empire. — Retour des pompes de la monarchie. -- Les républicains courtisans. — Le citoyen David premier peintre de S. M. l'empereur.-- Les éternités révolutionnaires passent vite. -- Rapprochemens. — Un baptême dynastique célébré par le *Journal des Débats*.

Nous avons laissé le *Journal des Débats* à l'embranchement de deux routes ; placé entre la monarchie athée, la monarchie sans principes et la monarchie légitime, il semble hésiter, ou plutôt il semble douter encore des intentions cachées sous ce front puissant à qui tout était

possible, car jamais intelligence plus haute d'homme d'état ne fut servie par une plus glorieuse épée de général. Nous l'avons dit, tout renaissait alors, et l'on voyait Napoléon restaurer sur le champ de bataille d'Ivry le souvenir de la gloire de Henri IV (1). Rétablirait-il la race de ce grand roi, ou bien s'asseyerait-il lui-même sur le trône? C'était là la question.

Cette question n'en fut bientôt plus une. La solution intervint, solution terrible qui retentit dans Paris comme un coup de tonnerre; et l'on a raconté à nos berceaux la terreur muette qui

(1) Dans cette circonstance, le maire de la commune d'Ivry, qui n'était qu'un fermier sans éducation, voulant adresser un discours au premier consul, mit à contribution l'éloquence de ceux de ses administrés qui passaient pour être le plus instruits. Mécontent de tous les discours qu'on lui proposa, il prit le parti de s'en composer un lui-même. Il fallait qu'il fût court pour que l'orateur pût le retenir. Or, voici les paroles qu'il adressa à Bonaparte : « Citoyen » premier Consul, désormais cette plaine célèbre conservera » le souvenir de deux grands hommes. »

Bonaparte fut ému; et quand M. de Fontanes connut cette harangue, il s'écria : Je donnerais la meilleure de ce qu'on veut bien appeler mes moins mauvaises phrases, pour ces quatre paroles-là.

régna dans la cité lorsque s'y répandit cette sinistre nouvelle : « M. le duc d'Enghien est arrêté ! M. le duc d'Enghien est mort ! » Ce fut comme une journée de la terreur de Robespierre, égarée parmi les glorieuses journées du consulat ; une étrangère qui, le front taché de sang, vint s'asseoir au banquet de ces années couronnées des feux de la victoire, afin qu'on sût bien que les vertus des usurpateurs sont toujours courtes par quelqu'endroit, et qu'on apprît que le Corse se retrouvait parfois dans le grand homme et dans le victorieux.

Qui de nous n'a point ouï, dans les riantes années de son enfance, cette lugubre histoire? Aucune autre mort n'avait plus vivement frappé nos pères ; la pâleur était sur leur front, et leur voix sourde et profonde semblait sortir de leur conscience indignée, quand ils redisaient les mystérieuses horreurs de ce jugement qui, se faisant justice à lui-même, se cacha, comme un assassinat, dans les ténèbres de la nuit.

N'entendez-vous pas encore toute la suite de

ce funèbre récit que l'on nous répétait, dans les veillées de famille, pour entretenir dans nos jeunes cœurs le culte des victimes et la haine des bourreaux? C'est d'abord la voiture qui roule silencieuse, entourée d'une silencieuse escorte. Elle va, elle va : où va-t-elle? que renferme-t-elle? on l'ignore. Elle va, elle va, et sur le front de ceux qui l'accompagnent on dirait qu'on voit planer un terrible secret. Elle va, elle va, traversant les hameaux et évitant les villes, comme les hommes aux pensées sinistres; et plus d'une fois un vieux paysan, debout sur sa porte, s'est demandé, en hochant la tête, quel mystère cachait cette voiture triste et morne, fermée comme une prison, muette et scellée comme un cercueil qui garde le secret d'un meurtre? Et la voiture continue à rouler; elle sait le but où elle marche, elle obéit à une voix qui veut qu'elle arrive, et les enfans laissent là leurs jeux et s'enfuient à son approche, et les mères, par je ne sais quel instinct, pressent leurs enfans sur leur cœur. Et cependant

elle va, elle va, elle va toujours, rapide comme le crime que suit, d'un pied lent, le tardif repentir.

Voici qu'enfin les donjons de Vincennes se lèvent dans la nuit comme une immense pierre sépulcrale au-dessus d'une tombe, ou comme une pensée de mort dans l'ame épouvantée; Vincennes, ce terrible geôlier de la cité voisine, dont les cachots ont des secrets que personne n'ose approfondir; Vincennes, le sinistre confident des vengeances ténébreuses et des muettes agonies. La voiture est attendue, car le pont-levis est abaissé. On entre, vous savez la suite, on entre pour ne plus ressortir. Une lanterne est placée sur le cœur du prince, pour que la mort ne se trompe point de place; le signal est donné, la victime tombe, et l'on jette quelques pelletées de terre sur l'avenir de ce grand nom tout retentissant de la mémoire de Nordlingue, de Lens et de Rocroy.

Ce lugubre événement, de l'année 1804, qui semble un épisode des annales domestiques

d'Ajaccio, qui fait tache dans l'histoire de France, une vendetta dont le récit sanglant dépare tant de merveilleux récits, l'enlèvement et l'assassinat de M. le duc d'Enghien, étaient une occasion solennelle, pour le *Journal des Débats*, de marquer sa ligne, d'arborer ses couleurs, en un mot, de prendre un parti. Bonaparte avait pris le sien. Désormais il n'y avait plus de place pour l'incertitude et le doute. Sa main, toute rouge du sang d'un Bourbon, ne pouvait rendre la couronne à la maison royale qu'il venait de priver d'un de ses plus nobles rejetons.

La conduite du *Journal des Débats*, dans cette circonstance, est digne de remarque. D'abord il cite tout ce que disent les journaux offficiels au sujet de l'événement. « Le ci-de» vant duc d'Enghien, fils du ci-devant duc de » Bourbon, et petit-fils de l'ex-prince de Condé, » est aujourd'hui dans notre citadelle de Stras» bourg. » Voilà la première nouvelle. C'est dans cette même citadelle de Strasbourg, vous le sa-

vez, qu'était enfermé, il y a bientôt un an, le ci-devant prince Louis, fils de la ci-devant reine Hortense, neveu de l'ex-empereur Napoléon, tant, dans notre pays, les prospérités durent peu, et les dynasties nouvelles passent vite !

Ensuite vient le jugement que le *Journal des Débats* reproduit avec la même résignation : jugement prononcé au nom du peuple Français, comme le fut celui de Louis XVI ; pompeux intitulé qui, dans cette seconde occasion, comme dans la première, cachait un crime privé, en affectant l'apparence d'une mesure d'intérêt général. « La commission spéciale, convoquée par » l'ordre du général en chef, gouverneur de Pa- » ris, s'est réunie dans le château de Vincennes, » à l'effet de juger le nommé Louis-Antoine- » Henri de Bourbon, duc d'Enghien, âgé de » trente-deux ans, né à Chantilly. Il a été, à l'u- » nanimité, déclaré coupable, à l'unanimité, con- » damné à mort, en réparation des crimes d'es- » pionnage et de correspondance avec les enne-

» mis de la république. » Nous croyons que cette accusation d'espionnage manqua aux injures dont fut abreuvée la passion de Louis XVI. C'était une étrange et audacieuse chose que de faire fusiller le petit-fils du grand Condé comme espion, et cela dépassait la mesure des crimes ordinaires, de venir ainsi, avant de commander le meurtre, cracher au visage de la gloire.

Nous avons parcouru, non sans émotion, le numéro du *Journal des Débats* où ce jugement est cité. Le duc d'Enghien n'était point exécuté encore, ou du moins on ignorait son supplice: que dira le journal?

Pas un mot dans la partie politique. La rédaction a sa couleur ordinaire; rien de particulier pour ce jour où allait se passer ce fait inoui. Au bas de la feuille, un feuilleton sur la première représentation d'*Une heure de Mariage*, comédie de M. Étienne, feuilleton rédigé avec la verve et l'esprit accoutumé de Geoffroy, qui fait du persifflage contre les fautes littéraires, quand il s'agissait de faire de l'indignation contre

le crime. Patience : le courage du *Journal des Débats* s'est réfugié dans les dernières lignes. Ce cri de réprobation qui transpire à travers le silence public, va trouver enfin sa place. Au-dessous de la signature du gérant, au-dessous du nom de l'imprimeur, on rencontre le fragment suivant du onzième livre de la seconde guerre punique de Silvius Italicus, traduit par M. E. Aignan, et précédé de ce sommaire : « Pacuvius, seigneur de Capoue, conjure son » fils de renoncer au dessein qu'il avait formé » d'assassiner Annibal. »

Mon fils, par ma vieillesse, et par les droits d'un père,
Mais surtout par ta vie, à mon amour si chère,
Je t'en supplie, abjure un criminel dessein:
Sois l'hôte d'Annibal et non son assassin!
Que le sang d'un héros, versé sous mes portiques,
Ne souille point ma table et nos dieux domestiques.
Toi frapper Annibal! Ni soldats, ni remparts
Ne peuvent soutenir ses terribles regards!
A l'aspect de ce fer tourné contre sa tête,
S'il fait tonner sa voix, pareille à la tempête,
Soutiendras-tu les feux qui s'échappent de lui?
Pour être désarmé le crois-tu sans appui?
Non, ton bras pour frapper s'élèverait à peine,
Que tu verrais Trébie, et Canne et Thrasymène,

Et d'Emile indigné la grande ombre en courroux,
Se placer tous ensemble au-devant de tes coups !

Il est juste de le dire, c'était, dans ce temps-là, du courage qu'une allusion.

On le sait, ce fut en vain que la grande ombre du Paul Emile de Rocroy ; ce fut en vain que Fribourg, Lens, Nordlingue, ces trois victoires-sœurs vinrent se placer au-devant du coup qui allait frapper le duc d'Enghien. Il tomba victime de son nom, victime aussi de ce génie des armes, le seul des héritages de sa race qu'il eût recueilli ; il tomba comme un gage sanglant donné à la révolution par la nouvelle dynastie qui allait s'élever. La maison de Condé fut tranchée dans sa fleur. Dès-lors, ce glorieux nom fut condamné à périr. Bonaparte ne savait point, lorsqu'il consommait cette grande immolation, qu'en expiation de ce meurtre peut-être sa race serait retranchée, et que le seul rejeton sorti de son sang, voyant son adolescence languir et se faner dans le palais de Schœnbrunn, n'atteindrait pas l'âge auquel les balles de Vin-

cennes avaient moissonné l'existence du petit-fils du grand Condé.

Le cri de douleur que le *Journal des Débats* avait poussé par la bouche de Pacuvius, en faveur du duc d'Enghien, fut le dernier effort qu'il tenta pour la maison de Bourbon ; à partir de ce moment les événemens prennent une marche rapide ; les partisans les plus dévoués du nouvel ordre de chose, marquent leur zèle par une récrudescence de haine contre l'ancienne dynastie. Toutes les incertitudes ont désormais cessé ; l'assassinat de M. le duc d'Enghien a donné le mot d'ordre, et le citoyen Fourcroy, portant la parole au nom du gouvernement, dit au corps législatif : « Si les membres de cette famille » osent souiller notre sol de leur présence, la » volonté du peuple Français est qu'ils y trouvent » la mort. » En même temps, la flatterie s'empresse d'effacer, avec ses louanges, cette tache de sang qui souille le front du premier consul. Fontanes, cet homme d'un cœur honnête et d'une intelligence élevée, que la nature com-

plaisante de son caractère jetait dans tous les dévouemens, comme le genre un peu emphatique de son style le faisait incliner vers toutes les louanges, Fontanes caresse le premier consul de ses périodes harmonieuses, dans cette circonstance même de sa vie où l'élégant écrivain aurait dû laisser la plume des panégyriques de Pline pour prendre le burin des satires de Juvénal.

Le *Journal des Débats* suit ce mouvement. Ses colonnes sont remplies de détails relatifs à des tentatives de meurtre ourdies contre Bonaparte par les Anglais; car il semble que le chef de l'Etat sente le besoin d'excuser ainsi le guet-apens d'Etlingen. A la même époque, cette feuille se fait l'écho des adresses complaisantes qui, excitant Bonaparte à satisfaire ses propres désirs, se plaignent de son ambition trop lente à saisir le sceptre. C'est le conseil-général de la Seine-Inférieure qui demande des garanties de durée et de stabilité. C'est la députation des autorités civiles et militaires du département du Rhône

qui s'écrie : « Il n'est pas possible de dissimuler » plus long-temps un vœu enfermé dans le cœur » de plus de trente millions de Français. C'est » l'hérédité de la magistrature suprême dans une » seule famille, et par conséquent dans la famille » de celui qui l'exerce en ce moment. »

Jusqu'ici le *Journal des Débats* n'a fait que reproduire les paroles des autres, il va parler enfin; il va mettre un terme à l'incertitude de sa ligne politique; il va rompre avec l'ancienne dynastie, déclarer son retour à jamais impossible, et appeler au trône une dynastie nouvelle à qui il promettra la perpétuité : nous avons besoin de le rappeler, c'est l'histoire de 1804 que nous écrivons. C'est du feuilleton de Geoffroy, quittant ce jour là la littérature pour la politique, que s'élevèrent ces paroles décisives qui proclamèrent l'avènement de la monarchie de fait et l'abolition de la monarchie légitime. « Après tant de vaines spéculations, lit-on dans » cet article, tant de bavardages, il faut en revenir à la monarchie. La véritable liberté de la

» France est dans la force de son chef. L'homme » qui a servi la France, dans la paix et dans la » guerre, n'est-il pas seul capable de la gouver- » ner ? Voilà ses titres. En est-il de plus légitimes » et de plus sacrés? S'il y a encore des Français » qui conservent des espérances frivoles sur le » retour d'une famille malheureuse qui n'a pas » su conserver son antique héritage, ils convien- » dront aujourd'hui qu'après s'être laissé tomber » par leur imprudence d'un trône si bien affermi, » ces princes ne sauraient s'y tenir fermes lors- » qu'ils y seraient entourés de précipices et d'é- » cueils, lorsque tant de passions exaspérées, » tant d'intérêts froissés frémiraient autour d'eux. » Il ne manque à Bonaparte que cette stabilité » qui doit fixer dans sa famille le fruit de ses » services; qu'il soit donc le fondateur d'une » dynastie nouvelle. »

Retenez bien ces phrases, vous les retrouverez une fois encore dans l'histoire que nous écrivons...

Ainsi, tout est dit: les royalistes athées du

Journal des Débats l'ont emporté sur les royalistes à principes. Cette réaction, dont les commencemens avaient été si beaux, aboutit à la reconstruction matérielle du pouvoir. On méconnaît cette grande vérité, que le droit est le ciment des édifices politiques. Les naufragés du déluge révolutionnaire n'ont point profité des leçons données par tant de malheurs ; ils élèvent jusqu'au ciel une Babel de gloire ; ils veulent que ses murailles soient taillées dans le granit pour être à l'épreuve des grandes eaux : l'épée d'une main et la truelle de l'autre, ces belliqueux architectes ajoutent chaque année des victoires à leurs victoires, des ouvriers à la multitude de leurs ouvriers, et quelques coudées de plus à leur monument, jusqu'à ce que le jour de la dispersion arrive, et que les membres disjoints de cette nation formée de tant de peuples, soient entraînés par le cours des choses humaines, les uns à l'Orient, les autres au Midi, ceux-ci à l'Occdient, ceux-là au Septentrion.

C'est ici l'occasion de faire une remarque :

dans cette circonstance décisive de la mort du duc d'Enghien, qui précéda de si peu l'empire, un homme illustre qui avait jusque là marché avec le *Journal des Débats*, sépara sa ligne de la sienne par une démission hautement donnée; M. de Châteaubriand renonça à ses fonctions de secrétaire à l'ambassade de Rome. Nous retrouverons plus tard une intimité plus étroite encore entre le journal et le grand écrivain, rompue, dans une circonstance non moins mémorable, par un éclatant divorce.

Nous sommes dans l'empire. Les vieux noms sont ressuscités, les anciens titres sont sortis de leur poussière; la vanité humaine, lasse de ses longues privations, cherche à réparer tant d'années perdues sous le niveau de l'égalité républicaine, en se précipitant, avec une ardeur incroyable, vers ces distinctions si long-temps proscrites. La république, en abolissant tous les titres, a oublié d'abolir l'orgueil qui les a inventés, et qui, de nouveau, les tire du néant. Le *Journal des Débats* est plein de ces résurrections.

Il y a une académie impériale de musique, des comédiens ordinaires de l'Empereur : que sais-je? Le républicain David, David le régicide, l'ami de Marat et de Robespierre, est le premier peintre de sa majesté impériale, Napoléon Ier.

Cela se passait en 1805, douze ans après cette séance où Brissot s'exprimait ainsi : « Avant d'en» trer dans le fond de la question, je demande » qu'il soit décrété que quiconque proposerait » ou serait tenté de rétablir en France la royau» té, soit puni de mort. » Motion adoptée à l'unanimité et promulguée dans les termes suivans : « La Convention nationale décrète, au » nom de la république, la peine de mort » contre quiconque proposerait ou tenterait de » rétablir en France soit la royauté, soit tout » autre pouvoir attentatoire à la souveraineté » du peuple. »

On ne peut exprimer la rapidité de cette transformation. Fouché qui s'écriait, douze ans auparavant, dans un lamentable procès : « Le

» temps est pour nous contre tous les rois de la » terre; » Fouché accepte le titre d'excellence et devient le fidèle sujet du nouvel Empereur, en attendant qu'il soit duc d'Otrante. Robespierre, s'il eût vécu, eût été marquis ou baron.

La cour reparaît avec toute son étiquette, toutes ses pompes, toutes ses magnificences, et le *Journal des Débats*, devenu l'organe de l'esprit qui l'anime, tient registre du cérémonial auquel elle s'essaie, sous les auspices de M. de Ségur, qui fait épeler les grâces et la dignité à l'inexpérience de ces nouvelles grandeurs. C'est un spectacle à la fois instructif et bizarre, sérieux et futile, que celui dont chaque numéro de la feuille dont nous traçons l'histoire, présente le reflet. Instructif et sérieux, si l'on voit là le retour inévitable de la monarchie, qui repousse toujours sur cette terre de France, même sous le tranchant du fer, comme ces plantes vigoureuses qui se sont acclimatées dans un terrain, et que rien ne peut en extirper; futile et bizarre,

si l'on s'arrête à ces tout puissans ridicules qui cherchaient à se façonner aux grandes manières, sous la direction du maître des cérémonies; à ces nobles seigneurs et à ces nobles dames ensevelis sous la dentelle, le drap d'or et le velours, rideau d'aristocratie tiré sur la démocratie de leur maintien ; à tout ce peuple des salons, enfin, magnifique proie livrée à la risée publique, gibier des épigrammes de M. de Talleyrand, qui leur prodiguait un dédain qu'ils lui rendaient en mépris.

Au milieu de cette réaction, il y avait cependant un sentiment sérieux qui dominait le pouvoir et tous ceux qui l'entouraient : c'était le besoin de s'appuyer sur la religion dont on sentait la force, et de donner des marques publiques d'adhésion à ce catholicisme, quelques années auparavant proscrit. Vous vous souvenez des fanatiques prédications d'un Anarcharsis Cloots contre le culte, de l'athéisme ouvertement professé, et de tant d'autres folies érigées en systèmes ? Eh bien ! voici ce qu'on lit dans le *Jour-*

nal des Débats, à la date du 18 avril 1806: « S. A. I. le prince Murat, grand amiral, a ren» du le jour de Pâques, en personne, le pain » béni à Notre-Dame-de-Lorette, dont il est » marguillier d'honneur. » Que dites-vous de cette réponse de Notre-Dame à l'insolent défi de Chaumette, qui l'avait déclarée incapable de se relever. Les jeunes princes de la famille impériale ne croyaient pas devoir, à cette époque, réserver leur préférence pour le protestantisme, et le *Journal des Débats* de ce temps ne donnait point le pas aux cérémonies du prêche sur celles de l'église catholique. Nous pourrions, si l'on voulait, en offrir la preuve. La feuille, dont il est question, a cela de particulier, qu'elle est le journal de l'état civil de tous les gouvernemens. Son dévouement et son enthousiasme n'ont manqué, depuis quarante ans, à aucune cérémonie de ce genre; pas un mariage, pas une naissance, pas un baptême qui n'ait été célébré avec ce style d'une inaltérable fraîcheur que le *Journal des Débats* tient à la disposition de toutes les dynas-

ties. Dans ce moment il immortalise les hymens protestans; voulez-vous savoir comment, il y a trente et un ans, il décrivait un baptême catholique?

« Voici, dit-il, le cérémonial qui a été observé » au palais de Saint-Cloud, pour le baptême » du prince Napoléon-Louis.

» Dans le salon de l'impératrice on avait dressé, sur une plate-forme, un lit sans colonnes » et surmonté d'un dais. Au pied du lit était » étendu un manteau de riche étoffe, doublé » d'hermine, dans lequel on a porté l'enfant au » baptême. Dans le salon étaient placées deux » tables richement couvertes, destinées à recevoir, l'une les honneurs de l'enfant, l'autre » les honneurs des parrain et marraine. Les » honneurs des parrain et marraine étaient le » bassin, l'aiguière et la serviette; ceux de » l'enfant, le cierge, le crémeau et la salière. La » serviette a été placée sur un carreau d'étoffe » d'or; tous les autres honneurs, hors le cierge, » sur des plats d'or. Voici quel a été l'ordre du

cortége : « Les princes et princesses de la famille
» impériale, les princes de l'empire, les grands
» officiers de la couronne, les dames qui de-
» vaient porter les quatre coins du manteau de
» l'enfant, celles qui devaient porter les hon-
» neurs, se sont rendus dans le salon bleu où
» était le lit. Les chambellans et les dames des
» princesses qui n'étaient pas de la cérémonie,
» étaient dans le salon jaune; les autres per-
» sonnes invitées, dans le salon de Mars; les
» ministres et les grands officiers militaires, dans
» la salle du Trône. »

Laissez-nous arrêter un moment la marche du cortége pour vous le rappeler : douze ans à peine s'étaient écoulés, depuis le jour où Grégoire s'écriait, au milieu des applaudissemens frénétiques de la Convention : « Les cours sont l'ate-
» lier du crime, le foyer de la corruption. L'his-
» toire des rois est le martyrologe des nations.
» Toutes les dynasties n'ont jamais été que
» races dévorantes qui ne vivent que de chair
» humaine. Les rois sont dans l'ordre moral ce

» que sont les monstres dans l'ordre physi-
» que. »

Le *Journal des Débats* poursuit ainsi : « Sa » Majesté s'est rendue avec la marraine dans le » salon du lit, précédée par le grand-maître, » le grand-écuyer et le grand-maréchal, et » suivi par le colonel-général de la garde, le » grand-aumônier, le grand chambellan et le » grand-veneur. »

N'est-ce pas encore le cas de vous prier de ne point oublier que, peu d'années auparavant, Chabot avait pu dire, au milieu d'applaudissemens non moins unanimes que ceux qui suivaient le premier consul dans ces cérémonies : « Ce n'est » pas seulement le nom de roi que la nation a » voulu abolir, mais tout ce qui en rappelle la » prééminence; vous ne pouvez chercher d'autres » dignités que celles de vous mêler aux sans- » culottes. » Ce à quoi Tallien ajoutait, au bruit des acclamations : « Le président même » de la Convention est un simple citoyen hors » de cette salle ; si on veut lui parler, on ira le

» chercher au troisième ou au quatrième, c'est
» là que loge la vertu. »

La Rochefoucauld, en comparant le cérémonial de ce baptême impérial avec les souvenirs d'un passé si récent, n'aurait-il pas dit encore une fois: Tout arrive en France !

Terminons maintenant le récit de ces pompes.

« Alors sont partis pour se rendre dans la ga-
» lerie les princes de l'empire, la famille impé-
» riale, précédés de leurs écuyers et suivis par
» leurs chambellans; les princesses, précédées par
» leurs officiers et suivies par leurs dames; l'im-
» pératrice qu'ont précédée les pages, les écuyers
» et les chambellans de Sa Majesté. Un page
» a porté la queue de l'impératrice, les dames
» du palais ont marché devant Sa Majesté. » La description continue, aussi pompeuse et aussi magnifique; l'Empereur se met en marche précédé des huissiers, des hérauts d'armes, des pages, des aides de cérémonies, des écuyers, des préfets du palais. Quand l'enfant est présenté à la balustrade, c'est le pape lui-même qui

se lève pour l'introduire dans la vie religieuse. Et savez-vous quel était cet enfant autour duquel se réunissaient tant de splendeurs ? Cette question, heureux du monde, c'est à vous qu'elle s'adresse. Cet enfant, c'était Napoléon-Louis, le frère de celui qui, après l'échauffourée de Strasbourg, a été jeté dans une voiture de poste, puis embarqué sur un vaisseau à bord duquel il a été long-temps prisonnier ; cet enfant, c'était Napoléon-Louis, plus malheureux encore que son frère, car il était destiné à laisser sa vie dans l'insurrection de la Romagne, tentée contre le successeur du Pontife qui lui avait versé l'eau du baptême sur le front !

Et nunc erudimini.

CHAPITRE VII.

SOMMAIRE : Partie secrète de l'histoire du *Journal des Débats*. — Le philosophisme lui fait une guerre sourde. — Puissance de l'école voltairienne dans le gouvernement où elle est cantonnée. — Colères et cupidités. — Fouché devient le centre de cette conspiration. — Intrigues et menées. — Geoffroy accusé d'être le complice de Georges Cadoudal. — On impose un censeur au journal. — Intervention de M. Fiévée. — Rôle qu'il jouait. — Sa correspondance avec Bonaparte. — Il entreprend de lui persuader qu'il a tout à gagner à la réaction monarchique. — La position de l'Empereur était fausse et son esprit était juste. — Une note de Napoléon sur le *Journal des Débats*. — Portrait de M. Bertin de Vaux par M. Fiévée. — Transaction. — Le *Journal des Débats* quitte son titre pour celui de *Journal de l'Empire*. — M. Fiévée prend la direction du journal.

Il faut tout dire dans une histoire, la partie cachée et la partie publique, ce qui se passe devant et ce qui se passe derrière le rideau; car s'il y a des secrets d'état pour les contemporains, il ne doit point y avoir d'énigmes pour

la postérité. Nous avons montré, dans les derniers chapitres, le *Journal des Débats* placé à l'embranchement de deux routes, dont l'une conduisait à la monarchie de fait, l'autre à la monarchie légitime ; puis abandonnant cette position intermédiaire, et acceptant, pour résultat de cette longue guerre qu'il avait faite aux hommes et aux idées de la révolution, la restauration matérielle du pouvoir, restauration athée, puisqu'elle couronnait le fait en excluant le principe. C'est là ce que nous appelons l'histoire publique. Il importe maintenant d'expliquer par quels secrets ressorts s'accomplit cette révolution intérieure, révolution si complète que le *Journal des Débats* changea son titre et prit celui de *Journal de l'Empire*, comme pour indiquer que toute discussion était close, toute contestation fermée, que la main de l'Empereur avait mis le sinet dans l'histoire des catastrophes, et que sa dynastie était, pour toujours, assise sur le trône.

Si le *Journal des Débats* avait agi, dans cette occasion, par un entraînement d'enthousiasme,

il aurait fait une faute de calcul. Quand on a un penchant invincible à servir les pouvoirs existans et à déserter les pouvoirs qui s'en vont, il ne faut pas s'enchaîner par son titre. Les empires tombent et meurent, il y a toujours des débats dans le monde. L'Écriture elle-même l'a dit : *Tradidit mundum disputationibus.* Aussi nous verrons plus tard le *Journal des Débats* revenir à son premier nom pour ne plus le quitter, et cette fois il fut bien inspiré, car c'est le seul qui lui convienne.

A mesure que les années se succèdent, les voiles qui cachaient les affaires du temps que nous laissons derrière nous, tombent peu à peu. C'est ainsi que M. Fiévée, en publiant sa correspondance avec Bonaparte, ouvrage intéressant et curieux, a jeté une grande lumière sur cette partie des annales du *Journal des Débats.* Nous trouvons là cette histoire secrète dont nous avons parlé, et nous apprenons quels mobiles cachés, quelles causes latentes présidèrent à cette transformation.

La position du *Journal des Débats*, après ses premiers et immenses succès, était singulière et difficile. Sans doute il avait pour lui le suffrage de l'opinion publique; le grand mouvement des idées religieuses et sociales était en sa faveur, et chaque jour ajoutait à sa prospérité matérielle et à son ascendant moral; mais ces sympathies étaient balancées par de puissantes et mortelles inimitiés. Le *Journal des Débats* n'avait pu arborer le drapeau des idées religieuses et des doctrines sociales; il n'avait pu attaquer les idées et les renommées philosophiques et révolutionnaires, sans exciter de profondes et de dangereuses colères dans le ban et l'arrière-ban de la philosophie et de la révolution. Or, les hommes qui tenaient à ce système occupaient toutes les avenues du pouvoir. Cette garnison d'idéologues et de jacobins n'avaient livré la place à l'ambition de Bonaparte, que sous la condition que Bonaparte leur laisserait la garde des remparts. En d'autres termes, ils l'avaient aidé à prendre a puissance souveraine, et il leur en avait donné

la monnaie en fonctions publiques, en appointemens, en dignités et en titres.

Ce petit pays officiel, ou, pour employer une expression d'une date plus récente, ce pays légal était aussi hostile au *Journal des Débats* que le grand pays lui était favorable ; or, personne n'ignore que si les philosophes prêchent beaucoup la tolérance, ils n'en parlent que par ouï-dire. Les haines philosophiques sont implacables et cuisantes, et il faut chercher le pardon des injures dans les discours des encyclopédistes et non dans leurs actes ; car, repoussant cette vertu, sans doute en haine de son origine chrétienne, ils ne la pratiquent pas. Ces gens-là s'étaient accoutumés à regarder la presse comme leur domaine ; ils avaient pris l'opinion publique à ferme, et ils s'apercevaient, avec indignation, que le bail était rompu. Ils regardaient presque comme une révolte la tactique des *Débats* qui attaquait, à l'aide du journal, ce papier-monnaie de la pensée, une puissance fondée par cette même presse qui allait la détruire.

Ajoutez à cela que les fureurs de leurs ressentimens étaient aiguisées encore par les appétits de leurs convoitises. C'était une belle proie que le *Journal des Débats*. Deux cent mille francs annuels de bénéfice tentaient de hautes cupidités. Si les philosophes et les révolutionnaires détestaient leurs ennemis de toute leur ame, ils aimaient l'argent de tout leur cœur. Ils se seraient donc résignés à recevoir de l'Empereur la mission de spolier, par patriotisme, les propriétaires du *Journal des Débats*, et leur civisme serait allé jusqu'à accepter la dépouille de celui qui l'avait fondé. Si grande était leur impatience de montrer à l'Empereur l'étendue de leur dévouement à cet égard, qu'ils provoquaient sa volonté trop lente à leur imposer cette épreuve lucrative. Ces Curtius étaient tout prêts à sauter à pieds joints dans ce gouffre de recettes et dans cet abîme de dividendes, ils ne demandaient qu'un signal.

Ce signal, ils le demandèrent par des dénonciations. M. Fouché occupait alors le ministère

de la police, et il faisait lui-même partie de ce petit monde philosophique et jacobin qui luttait avec d'autant plus de ténacité contre le mouvement religieux et monarchique, qu'il craignait d'être laissé en dehors des affaires, si Bonaparte adoptait cette réaction sociale. Il devint donc le centre de la conspiration tramée contre l'existence du *Journal des Débats*. On cherchait à alarmer le chef de l'Etat sur l'influence de cette feuille, sur le nombre de ses lecteurs, sur la tendance de ses doctrines. Quand l'Empereur était présent, il tenait la balance et établissait une sorte d'équilibre entre les deux partis opposés. Mais dès qu'il était appelé au dehors par la guerre, les jacobins et les philosophes, qui occupaient presque toutes les positions politiques, profitaient de l'éloignement du maître pour accabler leurs antagonistes. Alors les menaces contre le *Journal des Débats* devenaient plus positives, plus directes. On employait tous les moyens pour le perdre, et ses ennemis étaient si peu difficiles sur le choix de leurs ca-

lomnies, qu'ils étaient allés jusqu'à accuser Geoffroy, le pacifique professeur, qui n'avait jamais conspiré que contre les solécismes, qui n'avait jamais vécu que dans le monde des idées; oui, ils avaient accusé Geoffroy, timide comme un érudit, paisible comme un commentateur, et peut-être même un peu poltron, ils l'avaient accusé d'avoir trempé dans la conspiration de ce terrible et aventureux Georges Cadoudal. Nous pensons que cette circonstance doit être mise au nombre des causes auxquelles il faut attribuer l'exagération des éloges que Geoffroy adressait en toute occasion à l'Empereur. Le souvenir de cette accusation était resté dans la mémoire du vieux littérateur, et chaque fois qu'il en trouvait l'occasion, il montrait son dévouement dans son feuilleton, comme les gens qui craignent d'être suspects montrent leurs papiers.

Enfin, vers le milieu de l'année 1805, on imposa un censeur au *Journal des Débats*. Le prétexte de cette mesure était bien frivole : il s'a-

gissait d'un article sur le duc de Brunswick, au sujet de la croix d'honneur, article qui non seulement avait été inséré la veille dans un autre journal, mais dont le *Journal des Débats*, toujours prudent, avait eu la précaution de faire réviser la rédaction dans les bureaux de la police. C'était tout à fait le procès du loup et de l'agnau. Le loup, c'était le parti révolutionnaire, qui, ayant une antipathie de race contre l'agneau, le trouvant en outre gras et bien nourri, cherchait un prétexte pour le dévorer. L'agneau, c'était le *Journal des Débats*, qui, de peur de troubler l'eau où buvait le terrible animal, allait humblement au-dessous de lui, et bêlait le plus doucement du monde pour ne point importuner sa majesté vorace. Mais rien n'y faisait, et les dents du loup passaient à travers tous les raisonnemens du pouvoir. On eût dit volontiers à M. Bertin de Vaux : « Si ce n'est toi, c'est donc ton frère. » Grand argument des loups qui n'ont pas dîné, et des philosophes qui veulent s'enrichir.

Heureusement pour le *Journal des Débats*, il trouva un défenseur. Il y avait à cette époque un homme auquel on ne peut refuser un esprit prodigieux et un remarquable talent d'écrire, quelque jugement qu'on veuille porter sur les alternatives de sa vie politique. Cet homme se trouvait vis-à-vis Bonaparte dans une position presque sans exemple de sujet à souverain. M. Fiévée entretenait avec l'Empereur une correspondance où il lui parlait librement, sans aucune espèce de contrainte, de contrôle, ni de réserve, des affaires du moment et de l'état de l'opinion publique; ses lettres roulaient sur tous les points de la politique intérieure et étrangère. Cette licence accordée par un homme de génie à un homme d'esprit, n'est pas si extraordinaire qu'elle peut le paraître au premier abord (1). Napoléon sentait les avantages de la presse indépendante, tout en craignant ses inconvéniens. Quel parti prit-il? Il profita de l'occasion favo-

(1) On sait que Napoléon avait une correspondance de ce genre avec Mme de Genlis.

rable qui lui faisait rencontrer un homme qui avait assez d'amour-propre pour oser penser, même avant et après l'empereur, et une estime assez grande de lui-même pour préférer son avis à celui de Napoléon, et il permit à cet homme de faire ce que personne ne pouvait faire alors, un journal indépendant, consciencieux, libre. Seulement le journal resta manuscrit entre celui qui l'écrivait et l'abonné solitaire pour lequel il était écrit. M. Fiévée fit pour l'Empereur ce qu'on fait ordinairement pour le public. Sa correspondance est la véritable gazette politique de l'époque ; vous ne trouvez ailleurs que des opinions de commande et une phraséologie censurée, émondée et dirigée par la police. Ainsi les rôles étaient pervertis. Le souverain recevait la vérité toute nue, et le public ne la recevait qu'altérée. Bonaparte, comme un puissant égoïste qu'il était, avait pris pour lui tous les avantages du journalisme, et en avait laissé les inconvéniens à la France. Il avait voulu qu'on traitât le souverain comme on traite ordinaire-

ment le public, et qu'on traitât le public comme on traite ordinairement le trône.

Cette position de M. Fiévée le mettait à même de défendre le *Journal des Débats*; il partageait les opinions sociales et littéraires de ceux qui le dirigeaient; de plus, il était leur ami; il s'entremit avec beaucoup de chaleur pour leur conserver la propriété du journal. Il faisait remarquer à Bonaparte que deux espèces d'idées se disputaient l'empire de la société, les idées monarchiques et les idées révolutionnaires; il ajoutait que l'Empereur, puisqu'il voulait faire du pouvoir, devait favoriser l'essor des idées monarchiques et restreindre le développement des idées du bouleversement; qu'ainsi le *Journal des Débats*, loin d'être un danger sous l'empire, était un précieux auxiliaire. Cela était très vrai sous un point de vue, et beaucoup moins vrai sous l'autre. Bonaparte qui, quoiqu'il ne fît pas de syllogisme, saisissait admirablement les questions, le sentait bien. Son esprit était juste et sa position était fausse. Il voulait faire

de la monarchie pour lui, et il ne portait point en lui le principe de la monarchie. Il sentait qu'il ne bâtissait pas sur son terrain : or, dans le droit politique comme dans le droit civil, la propriété du sol entraîne celle du dessous et du dessus. Il comprenait instinctivement qu'il y avait quelque part un principe qui viendrait revendiquer la propriété de la maison, dont lui, Napoléon, n'aurait été que l'architecte. La conscience de cette situation le jetait dans une grande perplexité. Ne voulant point revenir à la révolution, et craignant d'avancer dans la monarchie, il faisait prendre patience à la situation avec des victoires, et il immortalisait sa puissance faute de pouvoir l'affermir.

Il existe une note pleine d'intérêt et qui a sa place marquée dans l'histoire du *Journal des Débats*, car elle exprime l'opinion personnelle de l'Empereur sur cette feuille, à l'époque dont nous parlons. On remarquera que dans cette note adressée à M. Fiévée, en réponse à ses observations, l'incognito de l'Empereur est d'a-

bord protégé par la particule *on*, puis trahi par le pronom *je* et le *moi* du maître, qui finit par lever orgueilleusement la tête dans la phrase.

Voici quelle était la teneur de cette note :

« M. de Lavalette verra M. Fiévée, et lui dira » qu'en lisant le *Journal des Débats* avec plus » d'attention que les autres, parce qu'il y a dix » fois plus d'abonnés, *on* y remarque des articles » dirigés dans un esprit tout favorable aux Bour- » bons, et constamment dans une grande indif- » férence sur les choses avantageuses à l'Etat; » que l'*on* a voulu réprimer ce qu'il y a de trop » malveillant dans ce journal; que le système » est d'attendre beaucoup du temps; qu'il n'est » pas suffisant qu'ils se bornent aujourd'hui à » n'être pas contraires; que l'*on* a droit d'exi- » ger qu'ils soient entièrement dévoués à la dy- » nastie régnante, et qu'ils ne tolèrent pas, mais » combattent tout ce qui tendrait à donner de » l'éclat ou à ramener des souvenirs favorables

» aux Bourbons ; que l'*on* est prévenu contre le » *Iournal des Cébats*, parce qu'il a pour proprié» taire Bertin-de-Vaux, homme vendu aux émi» grés de Londres ; que cependant l'*on* n'a en» core pris aucun parti ; que l'*on* est disposé à » conserver les *Débats* si l'on ME présente, pour » mettre à la tête de ce journal, des hommes en » qui JE puisse avoir confiance, et pour rédac» teurs des hommes sûrs, qui soient prévenus » contre les manœuvres des Anglais, et qui n'ac» créditent aucun des bruits qu'ils font ré» pandre.

» Un censeur a été donné au *Journal des Dé-* » *bats* par forme de punition ; le feuilleton de » Geoffroy a été soustrait à la censure ainsi que » la partie littéraire ; mais l'intention n'est point » de le conserver, car alors il serait officiel, et il » est vrai de dire que si le bavardage des jour» naux a des inconvéniens, il a aussi des avanta» ges. La nouvelle relative au duc de Brunswick » était certainement donnée avec malveillance, » et l'on peut citer mille autres articles du *Jour-*

» *nal des Débats* faits dans un mauvais esprit. » Il n'y a pas d'autres moyens de donner de » la valeur à la popriété du *Journal des Débats*, » que de le mettre entre les mains d'hommes » d'esprit attachés au gouvernement. Toutes » les fois qu'il parviendra une nouvelle dé- » favorable au gouvernement, elle ne doit » point être publiée, jusqu'à ce qu'on soit tel- » lement sûr de la vérité, qu'on ne doive plus » la dire, parce qu'elle est connue de tout le » monde. Il n'y a pas d'autre moyen d'empêcher » qu'un journal ne soit point arrêté. Le titre du » *Journal des Débats* est aussi un inconvénient ; » il rappelle des souvenirs de la révolution ; il » faudrait lui donner celui de *Journal de l'Em- » pire* ou tout autre analogue. Il faut que les » propriétaires de ce journal présentent quatre » rédacteurs sûrs et des propositions pour ache- » ter la rédaction de quelques autres jour- » naux. »

Cette note de Napoléon est un monument

historique, curieux, des idées qu'on avait alors relativement à la presse et à la propriété des journaux. Si l'on compare à l'indépendance qu'accordait Bonaparte à la correspondance de M. Fiévée, les prescriptions étroites et rigoureuses que la note ci-dessus reproduite impose à la presse périodique, l'obligation de ne point publier une nouvelle défavorable au gouvernement, tant qu'elle n'est pas connue, car jusques là il est malveillant d'en parler, et l'obligation de la taire encore lorsqu'elle est dans toutes les bouches, parce qu'alors il est inutile d'apprendre au public ce dont il est déjà informé; si l'on compare cette latitude, qui existait d'un côté, à ces restrictions imposées de l'autre, on conviendra que nous avons eu raison de dire que Bonaparte s'était réservé les avantages de la presse et n'en avait laissé que les inconvéniens au public.

M. Fiévée ne manqua point d'argumens pour défendre le *Journal des Débats*. La question la plus difficile à résoudre, c'était la question de la

propriété. De puissans personnages, regardant la succession de M. Bertin de Vaux comme ouverte de son vivant, voulaient entrer en jouissance de ses dépouilles. Les préventions de l'Empereur étaient grandes contre M. Bertin de Vaux; disons comment M. Fiévée le défendit. Aussi bien le portrait de M. Bertin de Vaux doit trouver sa place dans l'histoire du *Journal des Débats*. Or, ce portrait, tracé par la main de M. Fiévée qui a beaucoup connu l'original, et qui lui rendit dans cette occasion un si notable service, aura un mérite de ressemblance que nous ne pourrions lui donner, joint à l'avantage d'être exempt de ce soupçon de partialité dont il est si difficile de se défendre quand on peint un adversaire politique.

« M. Bertin de Vaux, répond M. Fiévée à
» l'Empereur, n'écrit plus depuis long-temps,
» et ne se mêle de son journal que sous le rap-
» port de l'administration. Entièrement livré aux
» affaires de finances, je puis assurer qu'il n'est
» pas une partie de sa fortune qui ne souffrît par

» un changement de gouvernement. D'ailleurs » ce n'est point ce qu'on appelle un homme à » opinions; il a d'autres affaires, par conséquent » d'autres pensées. »

Malgré cette assurance, Bonaparte continuait à montrer beaucoup d'éloignement pour M. Bertin de Vaux, et à le tenir pour *un homme à opinions*, quoique M. Fiévée affirmât qu'il *avait d'autres affaires*. Il répéta même plusieurs fois à ce dernier, dans le cours d'une conversation, que, lorsqu'il avait des préventions, il n'en revenait jamais. M. Fiévée eut recours à une flatterie bien audacieuse. Il répondit à l'Empereur qu'il concevait qu'un bon bourgeois affirmât que, lorsqu'il avait des préventions, il n'en revenait jamais, puisqu'il les avait probablement prises lui-même; mais que, quand *on était né sur le trône*, on ne pouvait guère avoir contre de simples particuliers des préventions que celles qu'on avait reçues. « *Né sur le trône*, » poursuit M. Fiévée en terminant ce récit, « passa aussi naturellement qu'il avait » été dit, et les expressions de l'Empereur de-

vinrent polies et douces, de dures qu'elles étaient. »

Enfin cette grande négociation se termina. Pour le moment, le droit des propriétaires du *Journal des Débats* fut respecté ; la ligne littéraire et religieuse resta sauve ; M. Fiévée fut préposé à la direction et devint la caution politique du journal, les trois douzièmes du produit furent acceptés par l'autorité, au lieu de deux qu'on offrait, et durent être versés chaque année au ministère de la police : le loup de l'histoire se montrait plus généreux que le loup de la fable, il ne prenait qu'un quart de la proie, sauf à manger le reste le plus tôt qu'il pourrait, comme il le fit plus tard. Quoi de plus? le titre du *Journal des Débats* disparut et fut remplacé par celui de *Journal de l'Empire*, qui indiquait le revirement qui venait de s'opérer dans le journal. M. Fiévée écrivait à l'Empereur avant d'entrer en charge : « Il est probable, » pour me servir des expressions de l'Empereur, » que je resterai long-temps avec la prétention » de faire un parti à moi tout seul, et que si je

» suis chargé du *Journal des Débats*, j'aurai de
» terribles luttes à soutenir. Je crois devoir en
» prévenir, afin que l'Empereur ne prenne pas
» de décision à mon égard sans en avoir prévu
» les conséquences. »

CHAPITRE VIII.

SOMMAIRE : Le *Journal des Débats* sous la direction de M. Fiévée. — Nature de l'esprit de M. Fiévée. — Il maintient la couleur du journal — Comment le nouveau titre augmente sa publicité.— L'Empereur conquiert des abonnés au *Journal de l'Empire*. — Le philosophisme et la police recommencent la guerre. — Bulletin d'Austerlitz. — Bonaparte et Ossian. — Le *Journal de l'Empire* blâmé dans le *Moniteur*.— Fouché parle de faire arrêter M. Fiévée.— Note de ce dernier à l'Empereur. — M. Suard dénonce le *Journal des Débats* en séance académique. — Nouvelle lettre de M. Fiévée. — Le *Journal des Débats* arrêté à la poste. — Bonaparte ôte la direction à M. Fiévée. — Motifs qui lui font prendre cette mesure.

En prévoyant qu'il rencontrerait bien des obstacles dans la position qu'il avait acceptée, et que sa direction serait semée d'orages, M. Fiévée avait bien lu dans l'avenir. Quoique Napoléon crût pouvoir compter sur son dévoûment

absolu à sa dynastie, puisqu'il lui mettait dans les mains un instrument dont il redoutait l'influence, M. Fiévée ne devait pas rencontrer, dans les puissances de seconde ligne, la confiance que lui témoignait l'Empereur. Il avait été long-temps considéré comme dévoué à la maison de Bourbon; plusieurs fois arrêté, il avait subi, à une époque qui n'était pas encore très éloignée, une rude captivité au Temple par les ordres de Fouché. Or, quoique M. Fiévée répétât, avec cette gaîté d'esprit qui lui est propre, qu'il était impossible, dans le temps où ces choses se passaient, d'en vouloir à un homme qui ne vous avait fait arrêter qu'une fois, ses rapports avec le ministre de la police n'étaient pas empreints d'une grande bienveillance. En outre le fond de ses opinions étant anti-philosophique et anti-révolutionnaire, il était plus royaliste qu'il ne le laissait voir, plus royaliste qu'il ne le pensait lui-même. Son dévoûment à l'empereur, n'était qu'une erreur d'application. Comme la plupart des esprits

un peu fortement trempés de cette époque, il était trop vivement préoccupé de la puissance de la personnalité humaine. Au milieu de cette société désorganisée, au sein de laquelle les individualités avaient dû lutter, par l'énergie de leur caractère et la hauteur de leur intelligence, contre des circonstances terribles, l'homme s'était enivré de sa propre force. Il s'était habitué à croire que tout lui était possible, en dehors des principes qui sont les lois souveraines du monde politique. M. Fiévée était un des sectateurs de ce culte de l'omnipotence humaine. Il est possible qu'il ait vu l'établissement de la monarchie dans l'union de son influence d'écrivain avec le génie gouvernemental et l'épée conquérante de Napoléon : nous avons rencontré, dans les derniers temps, un si grand nombre d'illusions de ce genre, que celle-ci n'aurait rien qui pût nous surprendre. M. Fiévée lui-même justifierait, au besoin, notre assertion, car nous trouvons, dans sa correspondance avec Bonaparte, un passage où il dit tex-

tuellement que les doctrines du *Journal des Débats* ne prévalent que parce qu'elles sont défendues par des hommes de mérite, et que si un esprit supérieur voulait embrasser la défense des idées philosophiques, il leur assurerait l'ascendant. On ne peut pas pousser plus loin la superstition de la puissance humaine.

La tendance du *Journal de l'Empire* continua donc celle du *Journal des Débats* sans la changer. C'était M. Fiévée qui, dans les colonnes de celui-ci, avait le plus rudement attaqué les idées gouvernementales du XVIIIe siècle; devenu directeur de la feuille où il avait souvent écrit auparavant, il ne se réconcilia ni avec la philosophie ni avec la Révolution. La couleur du journal demeura donc monarchique. On y voyait plus souvent paraître, si vous le voulez, l'éloge de Napoléon, et ces allusions à la famille des Bourbons qui avaient excité un mécontentement si vif chez l'Empereur, ne furent plus tolérées. Mais qu'importait? Ce n'est point avec l'éloge des personnes qu'on fait les restaurations.

Quand peu à peu les doctrines sociales se sont replacées dans les esprits, quand les idées justes ont chassé les idées fausses, quand les vérités ont dissipé les mensonges, il est bien difficile que l'usurpation ne disparaisse pas aussi, car l'usurpation, c'est un mensonge qui tient le sceptre, c'est un sophisme couronné.

On peut même dire que le *Journal de l'Empire* gagna en force et en puissance par la direction de M. Fiévée. Sans doute il n'abordait pas ouvertement les questions politiques qu'on était réduit, à cette époque, à traiter avec une discrétion de termes, et des ménagemens de pensées incroyables, pour ne point éveiller les soupçons d'un pouvoir défiant et jaloux. Mais il y introduisait quelques aperçus de sa métaphysique gouvernementale, espèce d'algèbre monarchique qui posait les formules de la science politique, avec une sagacité à laquelle on ne peut reprocher que l'obscurité, souvent par trop abstruse, de la phraséalogie dont elle se servait. En outre, M. Fiévée, en homme qui savait que

la puissance d'un journal est dans la force intellectuelle de sa rédaction, employait tous ses efforts à assurer au *Journal de l'Empire* cette prééminence déjà si universellement reconnue. Les questions qu'on ne pouvait prendre sous le point de vue politique, on les abordait par le côté moral et littéraire, et, de cette manière, on continuait à battre en brèche toutes les théories insensées, accréditées par le philosophisme dans la première moitié du XVIIIe siècle, et qui avaient reçu, dans sa seconde moitié, un commencement d'exécution.

Ce titre de *Journal de l'Empire* qu'on avait imposé au *Journal des Débats*, pour le lier plus étroitement à la fortune de l'Empereur, avait tourné à l'avantage de la feuille périodique et augmenté sa publicité. Il semblait que le chef de l'empire eût adopté le journal qui, de son aveu, avait pris ce nom. On s'habituait à le regarder comme l'expression autorisée, sinon de la pensée, au moins des doctrines du gouvernement, et chaque fois que Bonaparte accroissait,

par une campagne heureuse, l'empire français d'une province ou d'un royaume, il conquérait des abonnés et des lecteurs au *Journal de l'Empire*, qui avait ainsi ajouté, pour auxiliaire à la plume de Geoffroy, de M. Fiévée, de M. Félets, et de tant d'hommes d'esprit, l'épée de Napoléon.

Malheureusement, les obstacles dont nous avons parlé, ne tardèrent pas à naître, et l'espèce de trève qui avait été signée entre le ministre de la police et le *Journal de l'Empire*, ne fut pas à une plus longue échéance que ces rapides armistices, courtes respirations de l'Europe entre deux guerres, que l'Empereur décorait du nom de paix. C'était dans les derniers mois de l'année 1805 que s'était effectuée la négociation qui avait fait du correspondant de l'Empereur la caution politique du *Journal de l'Empire*, et, dès le mois de janvier 1806, les hostilités étaient commencées.

Voici quelle en fut l'occasion :

L'Empereur rédigeait quelquefois ses procla-

mations dans un style qui se ressentait de son admiration pour Ossian, comme aussi de cette langue ampoulée et déclamatoire que la révolution de 93 avait greffée sur la langue française; car cette époque de rhéteurs, en même temps que de bourreaux, sembla, en plus d'une occasion, avoir trempé les *Précieuses ridicules* dans le sang, pour en faire son dictionnaire. Or, à la suite de la bataille d'Austerlitz, l'Empereur, encore dans la fièvre de la victoire, avait dicté une de ces proclamations Ossianiques, dont les expressions trop pompeuses parurent contraires aux règles du goût et de nature à choquer une partie du public. On en fit donc une autre plus convenable, mais on ne put détruire la première qui avait déjà été publiée par les journaux allemands. Le *Journal de l'Empire* l'ayant reçue par les soins de son correspondant à Francfort, la reproduisit. Aussitôt Fouché, sans blâmer la proclamation dont il avait reconnu l'auteur, saisit l'occasion par un biais, et accusa le correspondant de Francfort d'être un intrigant vendu

aux Anglais, accusation banale dirigée contre tous ceux que l'on voulait perdre.

Le directeur du *Journal de l'Empire* n'était pas homme à ne point prendre sa revanche. Ayant découvert une édition de Colin d'Harleville, récemment publiée, qui portait, à la dernière page du dernier volume, une approbation de la censure qui n'avait, à cette époque, aucune existence légale en France, il imprima cette autorisation dans son journal. Le scandale ne tarda point à opérer, et ce petit fait fut, à Paris, un grand événement. L'Empereur, ennuyé de cette guerre intestine qui s'était élevée entre le ministère de la police et le *Journal de l'Empire*, les fit blâmer tous les deux dans le *Moniteur*. Mais M. Fiévée, déployant en cette occasion l'indépendance de son esprit, refusa de reproduire dans la feuille qu'il dirigeait le blâme jeté sur sa personne. Lorsque Fouché lui fit observer que, lui ministre, il n'était pas blessé de ce que le *Journal de l'Empire* avait reproduit ce qui le concernait, le journaliste répondit : « Moi,

» je n'ai pas d'ambition pour me consoler ; il me » faut toute ma réputation. »

Ces piqûres n'étaient pas propres à rétablir la bonne harmonie ; aussi les différends se renouvelaient-ils à chaque instant ; les plus grands comme les plus petits événemens leur servaient de motifs. Il faut avouer que le *Journal de l'Empire* ne laissait échapper aucune occasion de heurter les idées de la secte philosophique qui se ralliait autour de Fouché.

Il y eut, vers ce temps, une controverse au sujet de la réception du cardinal Maury à l'Institut, qui fournit un nouvel aliment à cette guerre. L'Institut était un corps éminemment révolutionnaire, à cette époque. Là, était le foyer de toutes les idées philosophiques ; là, se groupaient les débris de la société jacobine, et l'on y résolut de faire, de la réception du cardinal, un scandale académique. Dans les premiers instans, on allait jusqu'à prétendre que le cardinal Maury était dans l'obligation de se présenter avec l'uniforme de l'Institut et l'épée au

côté, ce qui eût été une dérision jetée sur le caractère dont il était revêtu. On se borna ensuite à soutenir que l'on ne devait pas lui donner la qualification qui appartenait à sa dignité ecclésiastique. Ce fut à l'occasion de cette querelle que le cardinal répondit, avec un rare à-propos, au citoyen Chénier, dont l'opposition était la plus violente : « Pourquoi ne me dirait-on pas *monseigneur*? Je vous dis bien *monsieur*! » On devine assez quelle ligne suivit le *Journal de l'Empire* dans cette circonstance, quoiqu'il blâmât, comme inopportune, la démarche qu'avait faite l'abbé Maury en entrant à l'Institut.

C'était toujours la même querelle qui se représentait sous toutes les formes, querelle des hommes qui voulaient que la France fût monarchique, contre ceux qui avaient peur qu'elle ne le devînt trop, parce qu'ils se souvenaient qu'ils avaient été révolutionnaires. Or, Fouché, chacun le sait, était de ce nombre, et sa colère contre le *Journal de l'Empire* allait si loin qu'il

ne parlait que de faire arrêter celui qui était, pour le moment, la personnification vivante du journal. « Parmi les petitesses du ministère, lit-» on dans la correspondance de M. Fiévée, je » citerai l'inquiétude qu'on a de mon crédit. De » là le bruit qu'on fait courir, que je suis tombé » en disgrâce, et, par suite, la nouvelle de mon » arrestation devenue si publique que, le même » jour, plus de trente personnes sont venues » chez moi demander pourquoi on m'avait ar-» rêté, et quelques-unes n'étaient pas sans crain-» te de se compromettre par cette preuve d'in-» térêt ou de curiosité. Heureusement j'étais » chez moi pour les rassurer et pour leur ap-» prendre que les haines ministérielles ne sont » rien sous un chef qui règne par lui-même, et » seraient encore moins si le chef de l'état était » faible ; car alors que seraient les ministres? Il » est vrai que M. Fouché, qui a le malheur » d'être nerveux, avait crié, m'a-t-on dit, qu'il » me ferait arrêter, et, comme il y avait beau-» coup de témoins, cela paraissait un engage-

» ment. Je m'imagine que c'est pour savoir ce
» qu'il devait en penser lui-même qu'il a rendu
» une visite à M. de Lavalette, et qu'affectant
» alors une colère qu'il n'avait plus, il répéta
» qu'il me ferait arrêter. M. de Lavalette, avec
» la douceur que l'Empereur lui connaît, se con-
» tenta de répondre : *Vous n'en ferez rien.* Et il
» avait raison. En vérité, je ne sais ce qui tour-
» mente ces gens-là ; je crois quelquefois que
» leur agitation est une punition de Dieu. »

Ces attaques mutuelles finirent par envenimer tellement les haines, que le parti philosophique, qui se sentait battu devant l'opinion publique, résolut de prendre sa revanche à l'Académie. L'Institut s'entendait à merveille avec la police ; les délations secrètes n'avaient point réussi, on tenta les délations publiques, et M. Suard se chargea de dénoncer, en séance académique, les rédacteurs du *Journal de l'Empire* comme partisans des Bourbons et travaillant à les faire revenir. Ce fut le sujet de nouvelles plaintes de M. Fiévée qui remontrait avec

raison à l'Empereur tout ce que ce procédé avait d'inconvenant et de peu généreux. « Nous avons, » il est vrai, disait-il, le tort d'attaquer, avec un » succès toujours croissant, cette philosophie » du dix-huitième siècle, mauvaise en morale, » en littérature, autant qu'en politique; et com- » me la réputation de M. Suard tient à cette phi- » losophie, puisqu'il n'a fait aucun ouvrage qui » puisse recommander sa mémoire, il ne peut » nous pardonner notre irrévérence pour ses » maîtres; irrévérence qui réduirait à rien les » disciples comme lui. Mais aller jusqu'à une dé- » nonciation politique faite en pleine séance » d'Académie, appuyer avec un tel éclat les rap- » ports secrets du ministre de la police, c'est » une action d'autant plus lâche, qu'on a dû cal- » culer d'avance que le nom des Bourbons se » trouvant mêlé dans cette attaque, il serait im- » possible de se défendre dans les journaux. »

Les choses n'en restèrent point là, et la guerre que le ministre de la police avait déclarée au *Journal de l'Empire*, prenant des allures plus di-

restes, où des numéros de ce dernier fut saisi à la poste. Le prétexte était si futile et si peu raisonnable, que cette mesure de rigueur ne se cachait pas même sous l'apparence de la justice. Le *Journal de l'Empire* avait annoncé que les vaisseaux de ligne le *César* et le *Duguesclin* avaient été lancés dans le port d'Anvers. Sans perdre un instant, la police mit la main sur le numéro, comme suspect de révéler à l'Angleterre l'état de nos armemens maritimes. La police qui, avec ses yeux de lynx, n'aperçoit point les gros événemens et grossit démesurément les petits, ne s'était point souvenue que l'article était emprunté textuellement au *Moniteur*. Nouvelle lettre de M. Fiévée, qui instruit l'Empereur de cette persécution nouvelle, et qui, après lui avoir fait sentir toute la puérilité du motif, lui expose les véritables raisons de l'animosité toujours croissante du ministère de la police contre le *Journal de l'Empire*. Ce n'était point un changement de titre qu'on voulait, c'était un changement de propriété. Comme il n'avait pas été possible jus-

ques-là d'arriver à ce but, on avait fait main-basse sur les autres journaux. Les personnes chargées de les surveiller, les avaient mis plus ou moins au pillage. Mais malheureusement pour elles, les journaux dont elles s'étaient emparées rapportaient fort peu d'argent, tandis que le journal qu'elles n'avaient pu prendre, en rapportait beaucoup. Que faire? On avait essayé de tuer le *Journal de l'Empire* en favorisant d'autres journaux pour les nouvelles étrangères, tactique sans résultats, parce que la partie littéraire et l'esprit du *Journal de l'Empire* le soutiendraient, même sans nouvelles aucunes. Alors on avait accablé le directeur de défenses : il en avait quarante-six enfilées dans l'ordre de leur date, et qui réduiraient le journal à paraître en blanc, s'il s'était prêté à les exécuter. Enfin dans le désespoir de le tracasser, jour par jour, sans succès, on avait voulu porter un grand coup et faire croire aux provinces que le journal était supprimé. C'était à l'époque d'un semestre, c'est-à-dire d'un renouvellement pour six mois, que l'ordre avait été donné de

l'arrêter à la poste, avec défense à M. Lavalette d'en avertir la partie intéressée.

Ces plaintes peignent merveilleusement la position du *Journal de l'Empire* pendant ces deux années, où on lui laissa quelqu'ombre de sa liberté. C'était une double guerre, et une guerre de tous les jours qu'il fallait soutenir. Il fallait combattre, en secret, contre les embûches du parti révolutionnaire et contre les inimitiés du ministre de la police, pour conserver la faculté de combattre publiquement les idées du philosophisme et de la révolution. Au demeurant, il était impossible que la liberté du *Journal de l'Empire* ne finît point par être complètement anéantie. M. Fiévée répétait lui-même, peut-être sans le croire, que, ne pouvant espérer qu'on lui sacrifierait le ministre de la police, il s'attendait à être sacrifié. Ce n'était point là précisément qu'était la question; elle était plutôt dans ces paroles de l'Empereur, *Vous avez le dessein de m'entraîner dans une autre monarchie que celle que je veux former.* C'est que M. Fiévée

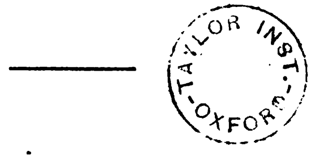
en effet demandait à Bonaparte plus qu'il ne pouvait faire. Dans les conditions où il était placé, tant par l'origine de son autorité que par la nature du parti qui occupait autour de lui toutes les situations politiques, il lui était facile de faire du pouvoir, mais non de la monarchie. Ce n'était point son génie qu'il fallait en accuser, c'était sa situation. Ce qu'on lui demandait, c'était tout simplement d'être le petit fils de Louis XIV.

Il était facile de lui dire, comme M. Fiévée, dans l'embrasure d'une croisée : « Quand on est né sur le trône ; » facile de demander qu'on fît de la monarchie, comme le demandait le *Journal de l'Empire*, qui ne remuait que des mots et ne touchait que des idées. Mais les situations ont un langage bien plus rude que les correspondans des empereurs, quelque francs qu'ils puissent être, et, quand on touche aux affaires et qu'on remue les hommes, on est vivement frappé des difficultés qui échappent dans la théorie. L'Empereur, en accordant une ombre de liberté au *Journal de l'Empire*, avait voulu tenir en bride

le parti révolutionnaire, de même qu'à l'aide du parti révolutionnaire il tenait en bride l'opinion monarchique. Si le *Journal de l'Empire* avait l'instinct de ce qui était utile à la France, en réclamant la monarchie, Bonaparte avait l'instinct de ce qui lui était utile à lui-même en ne la voulant point complète, car son dernier complément lui ôtait la couronne de dessus la tête. La crainte qui atteignait Fouché dès qu'on faisait les premiers pas sur ce terrain, finissait par gagner Napoléon lui-même quand on allait trop avant, car à tout prendre il y avait de la révolution dans sa puissance et dans sa personne. Il était son dernier né et son plus glorieux rejeton; mais la filiation n'en était pas moins réelle. Tout absolue qu'elle paraissait, son autorité n'était pourtant que conditionnelle; il y avait entre lui et le parti révolutionnaire des liens qui ne pouvaient être rompus. C'est là le vice de ces positions mixtes qui commandent tout autour d'elles et qui sont commandées par un principe. Ce que reprochait Bonaparte au *Journal de l'Empire*,

c'était d'être plus monarchien que bonapartiste ; ce qu'aurait volontiers reproché le *Journal de l'Empire* à Bonaparte, c'était d'être plus bonapartiste que monarchien.

Il arriva de là que, lorsque l'Empereur vit que cette balance qu'il avait voulu établir était impossible, il pencha du côté de la révolution. Vers le milieu de l'année 1807, la direction de l'esprit public, comme on disait alors, fut remise au ministre de la police qui dut s'entendre avec Napoléon sur l'impulsion à imprimer. Le grand général établissait partout la discipline des camps. La pensée eut ordre de se mouvoir dans tous les journaux, et par conséquent dans le *Journal de l'Empire*, au commandement d'un caporal et entre deux roulemens de tambour ; à cette époque le dévouement indiscipliné de M. Fiévée cessa ses fonctions.


TAYLOR INST. OXFORD

CHAPITRE IX.

SOMMAIRE : M. Etienne est mis à la tête du *Journal des Débats*. — Peu de temps après Bonaparte s'empare de la propriété. — Il la partage entre plusieurs personnes. — M. Molé et M. Pasquier. — Nature du talent de M. Etienne. — Tendance de ses idées. — Conséquences de son entrée au *Journal des Débats*. — La partie littéraire continue à recruter les plus habiles écrivains. — Hoffmann. — Aperçu biographique et littéraire sur Hoffmann. — Une anecdote relative à la représentation d'*Adrien*. — Sa polémique avec Geoffroy. — Son talent et son esprit encyclopédique. — Insuffisance de la partie politique. — Mot d'ordre donné et reçu. — Humiliations et menaces. — Toute l'attention demeure tournée vers le feuilleton.

Un soir, après avoir dîné au château de Saint-Cloud, le duc de Bassano se promenait dans le parc avec l'Empereur : celui-ci lui demanda un homme capable et sûr pour diriger le *Journal de l'Empire*. Le duc de Bassano nomma trois per-

sonnes, parmi lesquelles se trouvait M. Etienne : à l'instant même l'Empereur choisit ce dernier.

La propriété du *Journal de l'Empire* ne resta plus qu'un moment dans les mêmes mains. Bonaparte avait, en fait de propriétés littéraires, des principes d'une rare élasticité. Il se contenta de dire qu'il était absurde d'assimiler la propriété d'un journal à celle d'un bien mobilier ou immobilier, et comme il concluait vite et bien, il s'empara du *Journal des Débats*. Cette riche proie fut divisée entre quelques uns des serviteurs du maître. M. Pasquier, que l'Empereur avait créé baron au commencement de la réaction vers les anciens titres, accepta la part qu'on lui donna. C'est ainsi que, dans les premiers jours de la restauration, M. Pasquier fit réclamer à la caisse du journal un trimestre qu'il avait oublié de faire toucher, au milieu de la crise de l'invasion ; exactitude fiscale qui excita la gaîté des salons politiques.

C'était toute une révolution que l'introduction de M. Etienne au *Journal de l'Empire*. Par ses

opinions, par ses goûts, par ses liaisons, il appartenait à cette école du dix-huitième siècle jusque là si vivement combattue dans la feuille dont il allait prendre la direction. Esprit orné, mais froid, littérateur d'une précision un peu mécanique, il avait moins de verve que d'élégance, et l'on remarquait plus de correction que d'inspiration, dans sa phrase soigneusement châtiée et dans ses épigrammes laborieusement spirituelles. Quant à la politique, il recevait à ce sujet des ordres dont on ne pouvait s'écarter; mais la tendance naturelle de son esprit le faisait plutôt incliner vers les idées de la révolution. Il y a moins loin qu'on ne pense de l'arbitraire du pouvoir à l'arbitraire de la place publique. Après avoir développé le premier, contre la monarchie, dans le *Journal de l'Empire*, M. Etienne était encore destiné à développer le second, toujours contre la monarchie, dans le *Constitutionnel*.

Par l'avènement de M. Etienne à la direction de l'ancien *Journal des Débats*, l'Empereur opérait une étrange confusion. Il avait essayé inuti-

lement de soutenir dans une indépendance réciproque, vis-à-vis l'un de l'autre, l'esprit révolutionnaire et l'esprit monarchique, de manière à établir entr'eux l'équilibre. Ayant perdu l'espoir d'y parvenir, il les faisait entrer tous deux à la fois dans le *Journal de l'Empire*, symbole de l'impraticable fusion qu'il voulait réaliser, et de cette unité qu'il comptait créer à son profit, en fondant ensemble deux contrastes. D'un côté, M. Etienne et M. Tissot, qui bientôt parut dans le *Journal de l'Empire*, représentaient la nuance philosophique; de l'autre, Geoffroy, M. de Feletz et Hoffmann, à qui l'on avait laissé leur indépendance littéraire, représentaient la nuance monarchique et religieuse.

Puisque nous avons été amenés, par les progrès du récit, à parler de ce célèbre critique qui, avec Geoffroy et M. de Feletz, forma, pendant si long-temps, le triumvirat littéraire du *Journal des Débats*, auquel il commença à travailler, vers l'époque à laquelle nous sommes arrivés, il importe d'apprécier la nature de son talent et

la part qu'il prit au succès du journal auquel son souvenir est resté attaché.

Hoffmann était un homme d'une trempe de caractère ferme et arrêtée, d'une érudition presqu'universelle, pour qui le travail était une passion, à laquelle toute autre considération était sacrifiée. Comme tous les esprits habitués à la méditation et par conséquent à la solitude, il avait une certaine sauvagerie de mœurs qui lui donnait de l'éloignement pour la société. Cependant son intelligence si mordante et si vive ne manquait point de grâce et d'atticisme, et l'on s'apercevait à son style qu'il n'avait point perdu le souvenir des réunions brillantes auxquelles présidait la marquise de Boufiers, à Nancy; c'était la ville natale d'Hoffmann qui, dès l'âge de vingt-deux ans, s'était fait remasquer par cette société d'élite. Arrivé à Paris en 1785, à la veille d'une révolution qui commençait à soulever le sol, il s'essaya d'abord sur la scène dramatique, et, quoique cette branche de la littérature semble avoir peu de rapports avec celle où Hoff-

mann s'illustra depuis, il y obtint de nombreux succès. *Phèdre*, *Nephté*, *Adrien*, *la mort d'Abel*, à l'Opéra ; aux Français, *l'Original* et *le Roman d'une Heure* ; à Feydeau, *Euphrosine* et *Coradin* et les *Rendez-vous Bourgeois*, telles furent les principales compositions d'Hoffmann. Son opéra d'*Adrien* devint le sujet d'une contestation que nous devons rappeler, parce qu'elle peint à la fois l'époque et le caractère de l'homme.

C'était au moment de la crise révolutionnaire, l'opéra d'*Adrien* avait été reçu avec enthousiasme ; mais le maire de Paris, Péthion de Villeneuve, arrêta la représentation par son *véto*. Le grand grief de la censure reposait sur ce que les chevaux qui devaient traîner le char d'Adrien avaient appartenu à la reine Marie-Antoinette. On ajoutait encore, pour aggraver cette première infraction au puritanisme républicain, que le nom de roi et d'empereur était prononcé par quatre fois dans la pièce. Enfin, on concluait de tout cela que les ex-chevaux de la ci-devant reine, et l'auteur qui avait employé ce ci-devant

mot de roi, rayé dorénavant du dictionnaire, étaient coupables du crime de lèse-nation.

Hoffmann, dont l'intelligence ne pouvait s'élever à la hauteur de ce civisme, se rendit chez David, qui, pour être un grand peintre, n'en était pas moins un ridicule censeur; car ni raison, ni raisonnement ne purent le fléchir, et il déclara que « la commune de Paris brûlerait l'Opéra, plutôt que d'y voir triompher les rois. » Or, vous savez comment, quelques années plus tard, la commune de Paris tint l'escabeau au grand général qui monta sur le trône, et comment le républicain David (nous l'avons déjà dit) devint le premier peintre de sa majesté l'empereur et roi. Mais, dans le moment dont nous parlons, sa conversion à la royauté n'était pas encore accomplie. Hoffmann, avec son à-propos ordinaire, répondait à ses observations sur la tendance monarchique d'Adrien : « Que ce n'était pas le choix du sujet d'une pièce ou d'un tableau qui pouvait témoigner du civisme d'un artiste ou d'un auteur, puisqu'un des plus

» grands peintres de l'école française avait re» présenté les Horaces jurant de combattre pour » le roi Tullus. » Ce à quoi David répliqua : « Ne me parlez pas de cela ; je suis au désespoir » d'avoir traité un pareil sujet. »

La nature, qui avait doué Hoffmann d'un esprit dont la flexibilité s'étendait à toutes les branches de la littérature, lui avait donné un caractère inflexible. Il refusa toutes les corrections qu'on lui demandait, brava toutes les menaces, et dans un temps où l'on sortait plus souvent de la prison pour aller à l'échafaud que pour rentrer dans son domicile, il fit imprimer dans les journaux une lettre où l'on remarquait le passage suivant : « On a voulu me forcer à re» trancher ou à refaire quelques vers d'Adrien. » Des conseils littéraires m'auraient trouvé do» cile ; des ordres despotiques m'ont trouvé in» flexible. Quand le public, qui est mon seul » juge, désapprouvera quelques scènes de mon » ouvrage, ces scènes disparaîtront. Si l'autorité » s'en mêle, les scènes resteront, fussent-elles

» mauvaises, et mon opiniâtreté lassera même la
» tyrannie. Je ferai plutôt mille mauvais vers
» qu'une bassesse. »

Adrien ne fut pas représenté à cette époque. Ce ne fut que quelques années plus tard que cette pièce, qui devait tenir une grande place dans la carrière politique d'Hoffmann, parut à l'Opéra. Elle devint alors le sujet d'une vive polémique entre l'auteur et Geoffroy, le roi du feuilleton, qui, du bout de sa plume, régentait la scène. Dans ce temps, on aimait ces batailles littéraires dans lesquelles on dépensait le reste de cette ardeur que les commotions civiles avaient donnée aux esprits. D'ailleurs, la politique faisant silence dans les journaux, il fallait bien que l'activité intellectuelle débordât sur d'autres matières ; et le *Journal des Débats*, qui a toujours bien compris le mécanisme de la presse périodique, ouvrait avec plaisir ses colonnes à ces duels de la littérature, quand il ne les provoquait pas.

Les honneurs de la journée restèrent à Hoffmann. Né dans une ville française d'un père

long-temps officier dans les armées autrichiennes, il possédait l'esprit d'un Français joint à une érudition d'Allemand. Il avait sur Geoffroy l'avantage d'une exquise politesse, et la supériorité d'un savant, homme du monde, sur un savant, régent de classe. Hoffmann, c'était Geoffroy tempéré par M. de Féletz. Avec moins de douceur que le second, il avait moins de violence que le premier. Il frappait plus rudement que M. de Féletz, qui avait toujours quelque chose d'aimable, même dans ses plus grandes sévérités; mais sa main était gantée, tandis que celle de Geoffroy était nue. S'il instruisait souvent dans son feuilleton, il ne professait jamais. Il enveloppait sa science au lieu d'en faire parade; ses épigrammes, quelque poignantes qu'elles fussent, étaient toujours polies : c'étaient des ongles d'acier sous un gant de velours.

Ce fut une précieuse acquisition pour le *Journal des Débats* qu'un critique de cette instruction et de cette verve. *Les Lettres Champenoises* qu'il publia dans cette feuille, mais sans avouer

qu'il en était l'auteur, produisirent une vive impression dans le monde littéraire. Ce mélange de savoir et de finesse, de gravité et de malice, d'érudition et de gaîté, cette puissance de raison au service de laquelle il mettait une fécondité inépuisable d'épigrammes, exerçaient leur attrait sur toutes les classes de lecteurs. Lorsqu'Hoffmann prenait à parti le docteur Gall et son système de protubérance, on eût dit qu'il était un anatomiste consommé en même temps qu'un profond philosophe. Quand il attaquait Mesmer, il semblait que ce fût un physiologiste et un physicien du premier ordre qui tînt la plume. Examinait-il un ouvrage sur l'antiquité, il avait l'érudition de Saumaise ou de Mme Dacier, jointe à une pureté de style qui rappelait le grand siècle. Quoi de plus? Il mettait en action la fameuse thèse de Pic de la Mirandole. A la fois médecin, géographe, poète, artiste, littérateur, philosophe, antiquaire, son esprit s'ouvrait à toutes les connaissances et son style se pliait à tous les sujets.

Il était nécessaire de rappeler tous ces détails, pour faire comprendre la vogue immense du *Journal de l'Empire* qui s'imprimait alors à plus de vingt mille exemplaires ; car si, trompé par la situation de la presse contemporaine, on attribuait ce prodigieux succès à la politique du journal, on commettrait une grave erreur. Nous pensons que c'est à cette époque que les feuilles périodiques méritèrent ce nom de *papiers-nouvelles*, que le dédain peu intelligent de certaines personnes leur a conservé mal à propos de nos jours. Toute la partie politique, en effet, se compose de nouvelles. Les événemens qui se passent en Italie, en Allemagne, en Russie et en Angleterre, projettent leur reflet, coloré ou pâli par la censure, dans les colonnes du journal. Nous avouerons bien, si l'on veut, que nous donnerions les plus beaux articles insérés aujourd'hui dans le *Journal des Débats* pour quelques nouvelles du genre de celles-là : « *Sir Burdett a dit au parlement que ce n'était pas trop que d'opposer la population tout entière aux Français ;* » ou bien en-

core celle-ci : « *Lord Castelreagh a répondu à* » *l'honorable membre que la France possédait une* » *immense étendue de côtes, d'où elle menaçait* » *l'Angleterre par tous les points à la fois.* » Mais si l'on trouve souvent des nouvelles de ce genre dans le *Journal des Débats* de 1808, si l'on y rencontre la table des victoires de l'Empire, il est impossible d'y découvrir une appréciation de la situation générale, un aperçu sur l'état des choses et des hommes, enfin un jugement ; les détails, que nous avons donnés plus haut, en expliquent la raison.

Le *Journal de l'Empire* est comme un registre officiel des actes, des lois, des paroles de l'Empereur. Il ne parle point par lui-même, il répète. C'est l'écho qui vient après la voix, l'ombre qui suit la lumière, l'instrument qui cède à l'impulsion de la main qui le conduit. Ainsi, il conserve la trace de ce fameux blocus continental qui mit l'Angleterre à deux doigts de sa perte. Quand Napoléon, qui donnait des couronnes comme on donne aujourd'hui des préfectures,

transférant l'impuissance de son frère Joseph de trône en trône, lui ordonne de cesser de régner à Naples et d'aller régner à Madrid, le *Journal des Débats* est encore là pour enregistrer les paroles d'obéissance du souverain transféré, qui s'écrie dans sa proclamation à ses anciens sujets: « Peuples du royaume de Naples, la Providence, » dont les desseins nous sont inconnus, nous » appelle au trône des Espagnes et des Indes. » On sait que ces ordres de la Providence étaient datés de Valençay.

Il est un seul point sur lequel le *Journal de l'Empire* élève spontanément la voix, c'est la question anglaise. Ce n'est pas lui qu'on entendrait souhaiter à une reine d'Angleterre un règne aussi glorieux que celui de la reine Anne (1). Le *Journal des Débats* de ce temps-là savait l'histoire de France: il n'ignorait pas que la gloire de la reine Anne avait été acquise contre nous.

(1) Ce souhait a dernièrement été adressé à la reine Victoria par le *Journal des Débats*.

Il ne souhaitait pas à nos voisins de ces succès qui, pour notre pays, se traduisent en revers; il était aussi anti-anglais que peuvent l'être aujourd'hui les journaux les plus français. M. Malte-Brun, l'un de ses rédacteurs de fondation, publiait alors, à la date de l'année 1808, ces lignes: « L'anglomanie est la seule des puissances coa» lisées sur laquelle l'Angleterre compte en» core. » Puis, dans un autre numéro, venait cette phrase d'une indignation éloquente: « Cette na» tion vraiment barbare, cette nation qui ne sait » point apprécier les vertus, les travaux, les dé» couvertes des autres peuples, qui ne respecte » point, chez les autres, les sentimens de patrio» tisme et de liberté dont elle s'enorgueillit, » nous la jugerions avec indulgence, avec bien» veillance! Non, une sévère justice est encore » de la générosité, quand c'est envers des bri» gands qu'on l'exerce. »

Nous aurons plus d'une occasion de nous convaincre que le *Journal des Débats* n'a pas la phrase polie en politique. Du reste, sauf la bru-

talité de l'épithète, le jugement de M. Malte-Brun est équitable aujourd'hui comme alors. Ce n'est pas l'Angleterre qui a changé de caractère, c'est le *Journal des Débats* qui a changé d'avis.

Ces excursions dans le domaine de la politique sont bien rares. Sous le règne de Napoléon, la politique était un monde fermé; au blocus continental, il faut ajouter un autre blocus qui ne fut ni moins strict ni moins sévère, c'est le blocus des idées. La condition de la presse politique, à cette époque, était misérable, et les publicistes de quelque valeur auraient cru avec raison déshonorer leur plume, s'ils avaient accepté un droit de cité dans les journaux où la pensée ne pouvait entrer qu'à genoux. Ceci explique pourquoi, pendant l'Empire, il n'y eut que des littérateurs dans la presse périodique; la critique littéraire étant libre, pouvait mettre en avant des hommes de cœur et d'intelligence; la critique politique étant enchaînée, parlait rarement, et, quand elle parlait, elle empruntait des voix sans autorité. Il faut donner ici une

idée de ces humiliations journalières auxquelles la presse était en butte, et nous choisirons naturellement le *Journal de l'Empire*, qu'on devait cependant ménager à cause de son dévoûment bien connu et de son vasselage.

Comme on ne jugeait point, dans ce temps-là, les actes du gouvernement, il n'y avait pas d'opposition proprement dite. Les papiers-nouvelles, ils méritaient bien ce nom, pouvaient donc seulement publier des bruits, des rumeurs, des nouvelles enfin de nature à contrarier les vues ou à déranger les combinaisons du gouvernement impérial. C'est ce qu'avait fait le *Journal des Débats* à la fin de 1808. Il avait rapporté par étourderie probablement, car l'ancien secrétaire de M. de Bassano n'était pas homme d'opposition, il avait rapporté l'extrait d'une feuille allemande qui donnait, comme possible, une rupture entre la France et l'Autriche. Notez que le crime de cette insinuation n'était pas irrémissible, car on était à la veille de cette célèbre campagne de 1809, qui, l'année suivante, conduisit

Napoléon, de victoire en victoire, jusque dans les murs de Vienne. N'importe, la feuille prévaricatrice fut contrainte d'insérer le lendemain le démenti du *Moniteur*, dans lequel on traitait avec la dernière sévérité le triste *Journal de l'Empire*, pour avoir malencontreusement accueilli les nouvelles de la *Gazette de Bayreuth*. On finissait par lui apprendre que cette gazette venait d'être supprimée, et l'on ajoutait : « Nous désirons que ce salutaire exemple puisse servir » aux rédacteurs. Le commerçant, le citoyen, le » spéculateur honnête, ont le droit de demander » justice contre ce concours d'intrigans qui voudraient obscurcir la vérité et semer partout » l'alarme. » Le *Journal de l'Empire* insère textuellement cette brutale leçon, et se contente de faire humblement observer que, dès qu'il a connu la fausseté de la nouvelle (qui était vraie), il s'est hâté de la démentir. Tout n'était pas dit, la police préparait la confiscation du journal.

On conçoit qu'au milieu de ce profond asservissement des journaux pour tout ce qui se rat-

tachait à la politique, les esprits se soient vivement tournés vers des articles où toutes les questions étaient traitées avec liberté. Au moins quand Geoffroy, suivant le cours de ses inimitiés contre Voltaire, attaquait son *Tancrède*, un arrêté de police ne venait pas lui imposer, le lendemain, la rétractation de son jugement de la veille. On aimait mieux lire même un article où les débuts de Mlle Maillard étaient comparés, avec toute franchise, à ceux de Mlle Florine, qu'un article où il n'était pas même permis, à la veille de la bataille d'Essling, de dire que l'Autriche armait secrètement contre la France. La partie qui touchait aux affaires d'état était si terne, et la partie qui concernait la littérature si brillante, que cette lumière ressortait encore par le contraste de cette nuit.

Que le docteur Gall, qui, lui, n'avait pas la police à ses ordres, vienne exalter le système immoral des protubérances, et vous verrez avec quelle verve d'ironie le *Journal des Débats* va le combattre. Gall, Mesmer, les mauvais poètes,

les prosateurs inhabiles paieront pour les empereurs et les rois. Napoléon avait dit : « Laissons-» leur la république des lettres ; » c'est dans cette république que le *Journal de l'Empire* se réfugia.

CHAPITRE X.

SOMMAIRE : M. Etienne était l'homme de M. Maret, et à un degré moins éminent de Fouché contre M. de Talleyrand. — Son avènement au *Journal des Débats* avait coïncidé avec la seconde phase de l'histoire de l'empereur. — Ce que sont ces deux phases. — Période de clairvoyance et période d'enivrement. — Illusions de ceux qui veulent employer, dans leur intérêt personnel, la force que la société leur a donnée pour son propre avantage. — Motifs qui contribuèrent à créer les illusions de Bonaparte. — Adulations immodérées. — Succès prodigieux. — Ces succès et ces adulations se reflètent dans le *Journal des Débats*. — Fêtes d'Erfurt. — Talma joue Mithridate devant un parterre de rois. — Apogée de la fortune impériale. — Les causes qui amèneront sa chute se laissent entrevoir. — La guerre des peuples. — Mort de Pitt. — Avertissemens. — Anecdote relative au roi Joseph. — Une épigramme du *Journal des Débats*. — Le moucheron et le lion. — La fortune de Napoléon grandit encore. — Son mariage avec une archiduchesse d'Autriche. — MM. Tissot, Lemercier et Geoffroy célèbrent les fêtes du mariage. — Souvenirs et rapprochemens.

Nous voici entrés dans une époque où nous serons sobres de détails, et où nous ferons marcher rapidement cette histoire jusqu'au moment de la première restauration. On l'a vu, toute li-

berté politique a cessé désormais pour le *Journal de l'Empire*. Le caractère de M. Fiévée avait été pour cette feuille une dernière indépendance : cette ombre d'indépendance a disparu. M. Etienne est l'homme de M. Maret contre M. de Talleyrand, et, à un degré moins éminent, l'homme de Fouché contre le prince de Bénévent. Or, il ne faut point l'oublier, M. de Talleyrand et M. Fouché représentèrent, autant qu'on pouvait les représenter sous l'empire, les deux partis qu'il avaient trahis, c'est-à-dire la monarchie et la république. D'un autre côté, M. de Talleyrand et M. Maret étaient l'expression, l'un d'une habileté obéissante et d'un enthousiasme dévoué, l'autre d'une intelligence indépendante et d'une capacité qui n'abdiquait jamais son avis. De sorte que, dans l'avènement de M. Etienne au *Journal des Débats*, on voyait triompher la réaction révolutionnaire au détriment de l'élément monarchique, et la seconde phase de l'histoire de l'Empereur succéder à la première.

Dans la première, Bonaparte aimait la contradiction des capacités. Il livrait volontiers ses plans, ses idées, ses opinions au contrôle des hommes éminens, et, suivant la politique des abeilles qui couvraient son écusson impérial, il composait sa sagesse souveraine du suc de toutes les sagesses qu'il aspirait chaque jour.

Dans la seconde, le conquérant est enivré de sa fortune. Le contredire, c'est le contrarier. Il commence à craindre le voisinage des capacités qui conservent, en face de lui, une sorte d'indépendance. « Les capacités, disait-il souvent, sont égoïstes. » Il ne veut plus admettre que des dévoûmens moins utiles, mais plus soumis. Il traite les faits comme des courtisans et disgracie ceux qui osent se raidir contre ses desseins, c'est-à-dire qu'il ne veut point y croire. Il a vu, dans le passé, sa volonté devenir l'histoire de l'Europe; il est maintenant convaincu que, pour lui comme pour Dieu, vouloir c'est faire. Quand l'histoire est désobéissante, il la traite donc de roman. L'impossible, c'est ce que ne veut pas l'Empereur.

Cette période d'enivrement commence à la guerre d'Espagne, continue par les persécutions dirigées contre le Souverain Pontife ; elle voit tous les hommes qui puisent, dans la supériorité de leur esprit, une valeur personnelle qui ressemble à l'indépendance, s'éloigner insensiblement de Napoléon ; et elle ne se termine qu'avec les désastres de la campagne de Russie.

Pendant cette phase, l'histoire du *Journal de l'Empire* subit l'influence de l'histoire de l'Empereur, et l'on comprend facilement comment M. Etienne se trouva l'expression politique de cette période. Sa fortune auprès de Napoléon avait commencé par une ode composée avec cette élégance qui est le cachet du talent de l'écrivain dont nous parlons. M. Etienne voyageait, dans la voiture de M. de Bassano, à la suite de l'Empereur. On était en Pologne, et une campagne brillante venait d'ajouter à l'éclatante renommée militaire du grand général ; M. Etienne se sentit inspiré et il écrivit une espèce de dithyrambe sur les merveilles dont il venait d'être témoin.

Sa pièce de vers, communiquée à M. de Bassano, obtint son approbation et fut mise sous les yeux de l'Empereur. Ce fut là le commencement de la fortune de M. Etienne. Le grand homme n'oublia point l'opportunité de cette louange, et quand il voulut que toute voix qui s'élevait ne fût que l'écho de sa propre voix, que toute pensée ne fût que le reflet de sa propre pensée, on a vu qu'il nomma, dans la personne de M. Etienne, le dithyrambe de Varsovie directeur de la politique du *Journal de l'Empire*. C'était annoncer que désormais le *Journal de l'Empire* ne serait plus qu'une ode au génie de l'Empereur.

On comprend maintenant pourquoi nous avons annoncé que nous passerions légèrement sur cette phase. Le journal, dont nous écrivons l'histoire, ayant perdu sa personnalité, et, malgré les sacrifices de tout genre que ses fondateurs avait faits pour conserver la propriété matérielle d'une feuille dont la direction morale et politique ne leur appartenait plus, cette propriété

venant elle-même à leur échapper en 1811, il n'y a plus, à proprement parler, de *Journal des Débats*. Ce journal n'a plus d'histoire, puisqu'il n'a plus d'indépendance. Tout ce que l'on peut y chercher, à partir de ce moment, c'est le mouvement de la politique impériale et la suite des destinées de l'Empereur. C'est ce que nous avons commencé à faire, c'est ce que nous devons faire encore, car, jusqu'à la fin de ce drame, le *Journal de l'Empire* sera ce que le maître voudra qu'il soit. Il attaquera par ordre, louera et blâmera, suivant l'impulsion qui lui sera donnée. La responsabilité ne peut être séparée de la liberté, or le *Journal de l'Empire* ne fut alors qu'un instrument de plus au bout du bras de Napoléon.

Elle est pourtant curieuse à suivre cette période dans les colonnes de la feuille confisquée. On y saisit la loi qui domine ces grandes fortunes politiques, dont l'élévation et la chute nous frappent d'étonnement, parce que nous n'étudions pas, avec assez de soin, le mouvement

des affaires et les tendances invincibles de l'esprit humain. Lorsque Napoléon commence, il ne marche si vite et ne monte si haut que parce qu'il marche avec un intérêt général. Tous les esprits élevés sont avec lui, parce qu'il veut rétablir l'ordre, la religion et la société. Mais il arrive à Napoléon ce qui arrive à presque tous les hommes. Il a été l'instrument d'une grande réaction sociale, il croit en être le but. Beaucoup de choses ont été faites par lui; il croit que tout a été fait pour lui. Il veut plier la société à son égoïsme; il s'imagine être aussi fort contre elle que pour elle. Il se sépare de la religion, qui lui a prêté tant de forces, et fait maltraiter, dans le *Journal de l'Empire*, la papauté. L'autorité, il veut en faire le despotisme; l'ordre, il veut en faire la servitude; et, en même temps, abusant de la victoire comme de tout le reste, il substitue la perturbation d'une guerre extérieure, sans cesse renaissante, aux perturbations de l'anarchie intestine qu'il a apaisée au commencement de sa carrière.

Ce sont là deux périodes bien distinctes de tous les gouvernemens de ce genre. La puissance qu'ils ont acquise en servant les intérêts généraux, ils veulent l'employer à servir leur intérêt particulier. Ils ne voient pas que la dictature est à courte échéance, et que ce que le pouvoir gagne en étendue, il le perd en durée. Il se trouve naturellement que l'autorité, qui ne pouvait être trop grande quand tout était à faire, devient exhorbitante quand la tâche est accomplie. Alors cette autorité blesse tous les intérêts qu'elle a autrefois servis, et, sans comprendre que tout ce qu'elle a pu, elle ne l'a pu que pour eux et par eux, elle veut prolonger, pour son propre avantage, une omnipotence qui a été le remède de l'anarchie, mais qui est le fléau des sociétés tranquilles, et elle meurt par ses propres excès.

Il faut dire, à l'excuse de Napoléon, que les hyperboles des adulations dont il fut l'objet, contribuèrent sans doute à cette idolâtrie politique qu'il voulut établir en son propre honneur.

Le *Journal de l'Empire* nous offre à ce sujet des exemples qui n'ont peut-être point été égalés depuis. Nous voyons, dans ses colonnes, qu'un maire de Toulouse disait, à la fin de 1808, à l'Empereur : « Arbitre souverain des destinées » du monde, les rois de la terre ont recours à la » sagesse de vos conseils pour apprendre à ré» gner. Interprète des volontés du ciel, vous » êtes l'exécuteur de ses décrets. En voyant le » grand Napoléon, nos ames s'ouvrent à la re» connaissance. Acceptez, Sire, l'hommage de » nos vœux brûlans d'amour. »

Cinq ans après, le grand Napoléon, fugitif et proscrit, traversait, sous les habits d'un courrier de cabinet, ces mêmes provinces, et n'échappait qu'à la faveur d'un déguisement à la fureur de la population. Mémorable exemple de la fragilité des usurpations les mieux établies, du brusque retour des choses humaines, et de la vanité de ces flatteries que les usurpateurs prennent pour le cri de l'opinion publique! La même année, jour de la saint Napoléon, le *Jour-*

nal de l'Empire annonce, en lettres gigantesques, que, *pour mieux solenniser la fête de l'Empereur*, le *Journal de l'Empire ne paraîtra pas.* On lit plus bas : *Madame Forioso dansera aujourd'hui sur la corde.* Les deux nouvelles se suivent et se ressemblent. Depuis ce temps-là, pour combien de gouvernemens madame Forioso n'a-t-elle pas dansé sur la corde, et combien de fêtes politiques le *Journal des Débats* n'a-t-il pas chômées?

Mais voici qui surpasse tout ce que nous avons vu. Dans cette même année, un ministre protestant, M. Pierre Joux, président du consistoire à Nantes, s'écriait, en s'adressant à Bonaparte : « La France entière, attendrie à votre vue, ne reconnaît qu'un seul axiome politique, celui de vous obéir. » Quelle différence avec ces paroles hautes et dignes du provicaire catholique de la Vendée, paroles où la leçon est à côté de la louange, et l'enseignement religieux auprès de l'hommage politique : « Il était juste, Sire, que la France vous devant déjà son salut

et sa gloire, l'église gallicane vous dût aussi sa victoire et son triomphe : sans cela, votre règne aurait manqué son plus bel ornement ; c'est sans doute ce respect pour la religion de vos pères que la postérité regardera toujours comme la source de votre prospérité et le comble de votre gloire. Nous ne demandons rien, Sire, pour le clergé ; s'il a quelques besoins, vous les connaissez, et cela nous suffit. Mais daignez jeter les yeux, nous vous en supplions, sur votre bon et malheureux peuple de la Vendée. » Et de telles paroles ne retentissaient pas en vain. Napoléon savait honorer le courage et les malheurs de la Vendée. Il donnait, à cette époque, trois cent mille francs, non pour y échelonner des garnisaires, mais pour y rétablir ou y réparer les églises, et il décidait qu'une exemption de contributions serait accordée, pour quinze années, à quiconque rebâtirait une chaumière détruite pendant la guerre civile.

Ce fut au milieu du concert d'adulations qui s'élevait de toutes parts autour de Bonaparte,

au sein de l'enivrement, résultat de tant de succès, que la réunion de l'Espagne à l'Empire fut résolue, et la spoliation de la maison de Bourbon arrêtée. On a vu Joseph appelé au trône d'Espagne ; Murat fut choisi pour le remplacer sur le trône de Naples, et il commença sa proclamation par ces mots : « *Nous, Joachim Ier, par la grâce de Dieu, roi des Deux-Siciles.* » Dieu est mis ici pour Napoléon. Cette grande iniquité de Valençay s'accomplit dans un profond silence. On comprend que le *Journal de l'Empire* donna les pièces officielles sans réflexion, sans commentaire ; nous l'avons dit, le *Journal de l'Empire* allait prendre le mot d'ordre, soit au ministère de la police, soit au château. Cependant on voit poindre, dans les colonnes de la feuille obéissante, l'orage qui va bientôt s'élever. La situation, qu'il est défendu de signaler, vient s'inscrire d'elle-même dans la presse par les décrets de l'Empereur. Une levée de deux cent mille hommes est annoncée, et la précaution dénonce le péril. En

même temps il paraît, dans le *Journal de l'Empire*, de furieux commentaires sur une lettre de M. Stein, ministre dirigeant la Prusse, lettre que le hasard a fait tomber entre les mains du gouvernement français, et qui prouve qu'il faut s'attendre à une rupture prochaine de la part de la cour de Berlin. Dans ces commentaires, on sent percer la colère de Napoléon, et on aperçoit l'imminence d'une nouvelle guerre continentale.

Cette époque est capitale dans l'histoire de l'Empire. Napoléon n'a fait jusqu'ici la guerre qu'à des cabinets; il va faire la guerre à un peuple. C'est ce que disait un grand ministre d'Angleterre, en apprenant l'iniquité de Valençay. « Maintenant, je le tiens; car ce n'est plus à des rois qu'il a affaire, c'est à un peuple! » L'Espagne, cette héroïque contrée qui semble destinée à être l'instrument des grandes solutions politiques, indique aux autres nations comment on peut vaincre l'invincible. C'est par un mouvement national plutôt que par un mouvement

militaire, que Napoléon sera chassé de la Russie, comme c'est par une grande réaction de la nationalité allemande qu'il sera, plus tard, rejeté en France. Il avait vaincu, jusque là, les rois et les armées; à la suite de l'Espagne, les peuples descendront à leur tour sur les champs de bataille et terrasseront le géant.

C'est le sentiment confus de cette situation qui commence à remuer tout le Nord, attentif à la lutte qui s'élève dans le Midi. Il y a, par toute l'Europe, des mouvemens de troupes dont le retentissement arrive jusque dans les colonnes du *Journal de l'Empire.* Les revues se multiplient. La grande-armée, qui a si long-temps vaincu sur les bords de la Vistule et du Danube, traverse l'Allemagne à marches forcées, puis franchit d'un bond la France, en se dirigeant vers les Pyrénées. Napoléon a senti l'importance de cette guerre; il veut étouffer ce soulèvement d'un peuple sous le poids de ses gigantesques armées. En même temps, comme pour suppléer à leur absence, il va se placer, de sa personne,

dans les Etats de la confédération du Rhin, cette tête de pont de la France. De là il affermit la Russie dans ses bonnes dispositions, impose à l'Autriche et déconcerte la Prusse. Bien plus, pour tenir en respect ce monde d'ennemis dont il se sent entouré, il veut avoir à Erfurt une entrevue avec son grand allié de l'Occident. Napoléon et Alexandre arrêtent, par leur union, la réaction européenne qui se prépare; mais cependant, au milieu des pompes d'Erfurt, l'influence de cette réaction est visible. Bonaparte, lorsqu'il reviendra de ces conférences, ne parlera dans sa proclamation que de la Russie et du Danemarck comme de ses alliés. Il a humilié les autres souverains, mais il n'a pu les enrôler dans ses intérêts.

Les fêtes d'Erfurt furent magnifiques. Ce fut là que Napoléon dit à Talma, qu'il avait fait venir avec toute la troupe du Théâtre-Français: «Talma, je vous ferai jouer devant un parterre de rois!» Il lui tint parole, comme le *Journal de l'Empire* en fait foi: les deux empereurs avaient

deux fauteuils en avant du théâtre. Le parquet était divisé en deux parties : l'une pour les têtes couronnées, l'autre pour les princes. Le roi de Saxe, le roi de Bavière, le roi de Westphalie, le roi de Wurtemberg, le grand-duc de Courlande, le prince royal de Prusse se faisaient remarquer dans cette royale cohue. Il y avait, parmi ces princes, un humble souverain, un potentat ignoré, auquel personne ne prenait garde, et dont Napoléon eût à peine accepté la fille pour l'un de ses lieutenans, c'était le duc de Mecklembourg.

Le *Journal de l'Empire* est rempli du récit de ces fêtes et de ces représentations théâtrales. « *Avant-hier*, y lit-on, *les Comédiens Français ont* » *joué* Mithridate *devant l'empereur Napoléon et* » *l'empereur Alexandre, le grand-duc Constantin,* » *le prince Guillaume, les rois de Saxe et de Ba-* » *vière étaient à l'orchestre.* »

Mithridate dut produire de l'effet à l'orchestre :

« Je vous rends dans trois mois au pied du Capitole. »

Beau vers à entendre prononcer devant tous les chefs de la grande coalition de 1813, qui étaient assis, là, derrière Napoléon! Ne pensez-vous pas aussi que lorsque Talma déclama, de cette voix profonde et accentuée que nous lui avons connue, ce belliqueux appel :

Marchons, et dans son sein rejetons cette guerre
Que sa fureur envoie aux deux bouts de la terre;
Attaquons dans leurs murs ces conquérans si fiers :
Qu'ils tremblent à leur tour pour leurs propres foyers!
Daces, Pannoniens, la fière Germanie,
Tous n'attendent qu'un chef contre la tyrannie.
Vous avez vu l'Espagne........

Ne pensez-vous pas que lorsque Talma prononça ce belliqueux appel, il dut se faire un mouvement dans le cœur de tous ces princes vaincus et de tous ces rois humiliés? En vérité, c'était une étrange idée, de la part de Napoléon, que de faire jouer *Mithridate* devant ce parterre de rois réunis à Erfurt, et il fallait que son mé-

pris pour eux fût bien grand ou que sa prudence fût bien courte.

Après *Mithridate*, Napoléon demanda à Talma *la Mort de César*. Voulait-il prouver qu'il ne craignait point les allusions, et que tout germe de républicanisme était éteint dans ses armées? C'est là du moins la manière dont Talma expliquait le choix d'un répertoire si peu fait pour des oreilles royales. *Mithridate* eût été la pensée du dehors *la Mort de César*; celle du dedans; au dehors, pensée de défi et de dédain; au dedans, pensée de sécurité et de confiance.

A cette époque de la réunion d'Erfurt, nous trouvons, dans le même numéro du *Journal de l'Empire*, une description magnifique des pompes du congrès, et, un peu plus bas, la relation d'un voyage à l'île d'Elbe. Le hasard a de ces jeux. Ne dirait-on pas qu'il s'est plu à heurter ici les deux noms qui représentent les prospérités de Napoléon, dans ce qu'elles eurent de plus haut, et ses adversités dans ce qu'elles eurent de plus triste, la toute-puissance et la captivité:

les destinées de l'Europe entière dans les mains d'un seul homme, et les destinées de cet homme, qui se trouvait à l'étroit dans le monde, renfermées dans une île ?

C'est aussi une remarquable chose que de voir rapprochées, dans les colonnes du *Journal de l'Empire*, les nouvelles qui arrivent d'Espagne et celles qui viennent d'Erfurt. A Erfurt, Napoléon est comme le soleil dans tout l'éclat de son midi; mais on aperçoit, au bout de l'horizon, l'orage se former sur les Pyrénées, et le point qui cache le dénoûment s'élargir et se grossir peu à peu. Déjà les armes impériales perdent leur renom d'invincibles. Le duc d'Abrantès est contraint d'évacuer le Portugal, et la clause de la reddition de la flotte russe qui se livre aux Anglais, *à condition qu'elle ne sera qu'en dépôt et qu'elle sera restituée à la Russie après les six mois qui suivront la signature de la paix entre les cabinets de Londres et Saint-Pétersbourg*, cette clause singulière annonce que le dernier anneau de l'alliance continentale, formée par Napoléon, peut être rompu.

Tous les événemens qui doivent dominer l'avenir et renverser la fortune du conquérant sont donc indiqués au milieu de ses prospérités les plus hautes : le soulèvement des peuples, par la guerre d'Espagne ; la défection de l'Allemagne, par l'attitude de la Prusse et de l'Autriche dans les conférences d'Erfurt ; le détachement de la Russie, par la clause de la reddition de la flotte moscovite. La Providence en agit souvent ainsi avec les hommes. Elle entrebaille la porte de l'avenir, et montre à ceux qu'elle veut avertir, les solutions qu'elle prépare : puis, lorsqu'ils ne savent pas comprendre ses avertissemens salutaires, elle livre ces aveugles à de nouvelles prospérités et remet à leur propre orgueil l'exécution de ses arrêts souverains.

C'est ce qui arrive à Napoléon. Au sortir des conférences d'Erfurt, nous le voyons courir en Espagne, ramener la victoire sous ses drapeaux, marcher de succès en succès, et signaler le quatrième anniversaire de son gouvernement

par son entrée triomphale dans la ville de Madrid qui capitule à la suite de la bataille de Somo-Sierra. Il y avait, dans le cortége de l'Empereur, un homme timide et inquiet qui se laissait piteusement déporter sur le trône d'Espagne et qui poussait l'obéissance jusqu'à accepter le sceptre : c'était Joseph Bonaparte qui, partagé entre la crainte que lui inspirait Napoléon et celle que lui faisait éprouver la Grande-Bretagne, avançait vers Madrid, parce qu'il n'avait pas assez de fermeté pour se retirer. Napoléon connaissait si bien son frère, qu'il fit défendre par le duc de Bassano, aux traducteurs des journaux anglais, de les communiquer au roi Joseph, qu'ils auraient rempli de terreur.

Le *Journal de l'Empire* n'est plus qu'un miroir où ces grands événemens viennent se réfléchir. Cependant nous trouvons encore, à cette époque, une de ces attaques discrètement voilées, glissée dans les colonnes du *Journal de l'Empire*, sans doute par une de ces mains royalistes qui avaient pris tant de part à la

rédaction du *Journal des Débats*. Dans un numéro de la fin de 1808, on lit deux nouvelles, dont le rapprochement nous semble trop hostile et trop ingénieux pour être fortuit.

Voici la première : « Il est arrivé de Grenoble une partie de la collection des statues antiques de la Villa-Borghèse. »

Maintenant voici la seconde : « On imprimé dans ce moment une traduction de la harangue de Cicéron contre les vols de Verrès, intitulée *les Statues*. »

Vous le voyez, la presse, comme le moucheron de la fable, trouvait encore moyen de faire sentir son dard au lion.

Pourtant le lion impérial était dans tout l'éclat de sa force. L'année suivante, le mouvement européen qui devait plus tard aboutir à une coalition européenne, se manifeste par une rupture avec l'Autriche. C'est pour Napoléon l'occasion de nouveaux triomphes; et nous voyons paraître dans le *Journal de l'Empire* les bulletins d'Essling et de Wagram. Une paix vic-

torieuse, qui ôte à l'Autriche quatre millions d'habitans, est signée à Schœnbrunn : c'était là que devait s'éteindre, vingt ans plus tard, la mélancolique destinée du seul héritier de Napoléon.

Après le traité de Schœnbrunn, l'enivrement du grand capitaine augmente encore. Ses prétentions sont sans bornes comme ses succès sans limites. Il brise son mariage avec Joséphine et force l'Autriche à acheter la paix en donnant une de ses archiduchesses à son vainqueur. Le *Journal de l'Empire* va reprendre ici ses fonctions de registre de l'état civil de tous les princes et de toutes les dynasties. L'enthousiasme et l'amour envahissent ses colonnes, il est en plein épithalame ; l'allégresse difficile à décrire est à son poste, au commencement de chaque phrase, et présente les armes à l'Empereur. Peu satisfaite de sa prose, la feuille dévouée emprunte de détestables vers à MM. Tissot et Népomucène Lemercier, qui étaient les Scribe et les Dupaty de ce temps-là. M. Lemercier

s'écrie dans son langage barbare :

> Lien des nations, tes nœuds auront des charmes,
> Crois-en nos hymnes solennels.

Ce à quoi M. Tissot ajoute cette strophe non moins déplorable, dans laquelle il fait bénir les *dieux* par un empereur catholique :

> Cependant, ô Germains, un père vertueux
> Ne va plus gouverner que des sujets heureux,
> Et des prospérités de sa noble famille
> Il bénira les *dieux*, et son gendre et sa fille.

Quoi de plus ? d'un bout du *Journal de l'Empire* à l'autre, le niais et l'absurde se donnent la main et répondent par leurs fiançailles aux fiançailles impériales. Ici on s'écrie, au sujet d'un changement de temps : « L'étoile de Napoléon l'a emporté sur les vents de l'équinoxe, les nuages se sont dissipés devant elle. » Plus loin on ajoute : « Le palais et le jardin des Tuileries rappelaient l'image de ces jardins féeries dans les contes orientaux. » Comparaison dont le *Journal des Débats* s'est heureusement souvenu

dans des noces princières dont le souvenir est récent. Enfin Geoffroy lui-même écrit cette singulière phrase : « Nous avons vu des merveilles » qu'on n'avait encore vues dans aucun pays et » dans aucun siècle, une nuit enflammée qui » faisait honte au soleil, une ville dont les monu» mens semblaient être de diamans et de pierres » précieuses, un peuple immense, ivre de joie, » conduit partout par une Providence invisible : » *voilà le triomphe d'une bonne police!* » Singulière chute après un si magnifique début, et phrase qui serait ridicule, si elle n'était point instructive. La police est la Providence des gouvernemens athées, c'est-à-dire sans principes ; Providence qu'il faudrait peindre un bandeau sur les yeux, et brandissant un glaive qu'elle tient par la pointe, au lieu de le tenir par la poignée.

Les fêtes du mariage avaient été splendides. L'Europe entière y avait assisté, représentée par ses ambassadeurs. Six mille jeunes filles royalement dotées, une amnistie complète, des

illuminations magnifiques, la grande salle de l'exposition des tableaux disposée en chapelle et contenant quatre mille spectatrices et quatre mille spectateurs, des réjouissances qui se prolongèrent pendant un mois entier; rien ne manqua pour rendre plus solennel ce mariage, qui devait asseoir pour jamais, sur le trône de France, la dynastie de Napoléon. L'empereur et l'impératrice, après le mariage civil, entrèrent dans Paris par le bois de Boulogne et l'Arc de Triomphe de l'Etoile. C'est le même chemin qu'ont suivi, il y a peu de mois, dans leur entrée solennelle, le jeune duc d'Orléans et la jeune duchesse de Mecklembourg, qui doivent perpétuer la couronne dans la branche cadette de la maison de Bourbon.

CHAPITRE XI.

SOMMAIRE : Dernières années de l'histoire du *Journal de l'Empire*. — Guerre de Russie. — Le *Journal de l'Empire* rassemble des quatrains pendant que les deux Empereurs rassemblent des armées. — M. Guizot et M. Elie Decazes apparaissent dans le *Journal de l'Empire*. — Cette feuille est employée à la reproduction de pamphlets militaires. — Presse de l'armée. — Flatteries. — Le *Journal de l'Empire* prend parti pour la mémoire de Chénier contre M. de Châteaubriand. — Conspiration de Mallet. — Eloges de la police par le *Journal de l'Empire*. — Il qualifie Mallet de brigand au même instant où Napoléon qualifie Rostopchin d'aliéné. — Derniers bulletins de la grande armée. — Pronostics de mauvais augure. — Le vendredi et le nombre 13. — Retour de Napoléon. — Optimisme du Sénat et du *Journal de l'Empire*. — Campagne de France. — Efforts de la presse de police. — Mort de Geoffroy. — Fin de l'empereur et du *Journal de l'Empire*. — Le *Journal des Débats* reparait avec son ancien titre le 1er avril 1814.

Nous allons parcourir les dernières années de l'histoire du *Journal des Débats*, pendant la durée de l'empire, et nous ne nous arrêterons, cette fois, qu'au moment où la chute retentissante de

Napoléon marqua le commencement d'une ère nouvelle, pour la feuille qu'il avait confisquée au profit de sa politique. Dans les choses humaines, l'apogée touche à la décadence ; quand on cesse de monter, on commence à descendre, car il n'est pas plus donné à l'homme de fixer le mouvement qui l'emporte, qu'à la paille légère d'arrêter le flot qui l'entraîne vers les gouffres de l'Océan. Napoléon était au comble de sa puissance et au faîte de sa fortune : vainqueur de l'Europe, arbitre des destinées du continent, il était entré dans la famille impériale d'Autriche comme il était entré à Vienne, par la victoire. Le canon des batailles venait d'annoncer qu'un héritier était né au grand capitaine. Ses regards traversaient l'Europe sans rencontrer un regard levé, ses redoutables bras s'étendaient sans trouver un obstacle. La Prusse était soumise, l'Autriche subjuguée et obéissante; restait encore la Russie qui, debout à l'extrémité de la carrière, semblait, comme un formidable lutteur, avoir été mise en réserve pour un suprême duel.

Pour tout esprit attentif, il était indiqué que Napoléon et la Russie en viendraient prochainement à une rupture. Le grand génie continental et le grand empire continental devaient nécessairement se heurter : la question de fait ne pouvait point être équivoque ; il n'était possible d'hésiter que sur la question de temps. On sait comment cette rupture inévitable eut pour prétexte l'espèce de relâchement avec lequel la Russie faisait observer le blocus imposé à toute l'Europe par l'Empereur, qui voulait affamer ainsi la Grande-Bretagne à l'aide de ses propres richesses et l'étouffer sous le poids de son industrie, en arrêtant, pour ainsi parler, ce mouvement de respiration par lequel l'Angleterre rejetait de sa puissante haleine, sur le continent européen, ce qu'elle aspirait sur tous les points de l'univers. Mais la cause première de cette rupture, c'était, du côté de Napoléon, le besoin d'achever la tâche qu'il avait commencée, d'imprimer le sceau de la défaite à des armes dont l'honneur était demeuré jusques-là intact, d'affaiblir dans la Russie le chef

indiqué d'une coalition possible contre la prépondérance française, dont les accroissemens avaient dépassé toutes les limites comme toutes les prévisions. Du côté de la Russie, c'était le besoin d'arrêter ce développement prodigieux d'une puissance qui étendait la Prusse et l'Autriche contre elle, comme deux bras, pour la repousser dans ses déserts. Ajoutez à cela que la France et la Russie, visant à la prééminence continentale, il fallait que cette question fût vidée, et elle ne pouvait l'être que par l'épée.

Aussi nous lisons, à la date du 5 juillet 1812, qu'un traité d'alliance entre Napoléon, l'Autriche et la Prusse, contre la Russie, fut communiqué au sénat.

Au moment où ce terrible choc se préparait, quel grave sujet préoccupait le *Journal de l'Empire?* C'était une polémique contre la *Gazette de France* au sujet d'une question musicale. Les deux adversaires rassemblaient leurs quatrains pendant que Napoléon et Alexandre rassemblaient leurs armées. La *Gazette*, commençant les

hostilités, disait au *Journal de l'Empire* :

Vante moins ta légèreté,
Sois plutôt pesant mais solide.
Le beau mérite, en vérité,
D'être léger quand on est vide?

Ce à quoi le *Journal de l'Empire* répondait avec une parfaite courtoisie :

Perrin Dandin de la musique,
Aux doux chants de Grétry, juge insensible et sourd,
Malgré les lois de la physique
Tu prouves qu'on peut être à la fois vide et lourd.

Triste condition de la presse, au temps de l'empire, d'en être réduite à de pareils sujets et à de semblables duels! Comparez les polémiques actuelles des journaux avec leur polémique d'alors, et vous aurez la mesure de la différence qui existe entre les deux époques. La presse domine aujourd'hui la situation, elle vivait alors des miettes qui tombaient de la table autour de la-

quelle les événemens, ces grands convives, venaient s'asseoir.

C'est qu'elle était grave en effet cette crise qui allait décider du sort du monde. La dernière, la seule alliance qui restât à Napoléon était rompue. La Prusse et l'Autriche avaient été trop souvent humiliées pour être considérées comme alliées, elles n'étaient que sujettes : la peur et non l'affection les enrôlait sous le drapeau qui leur avait été si souvent fatal. La Russie, au contraire, traitée avec une sorte d'égalité, pour laquelle notre gloire n'était ni oppressive, ni insolente, et qui pouvait être notre alliée parce qu'elle n'etait pas notre voisine et qu'elle n'avait pas été notre vassale, devenait notre ennemie. Napoléon devait donc vaincre sous peine de mort; sinon ce glaive continental dont il dirigeait la pointe contre la Russie, se retournait naturellement contre sa propre poitrine, et ces haines, ces rancunes de vaincus, dont sa fortune avait fait des obéissances, allaient s'empresser à qui dévorerait ses adversités.

Par un de ces jeux des choses humaines qu'on rencontre dans tous les siècles, au moment où l'heure de cette grande décadence allait sonner, le *Journal de l'Empire* nous montre M. Guizot se présentant à l'époque en tenant à la main sa traduction de la *Décadence Romaine*, de l'anglais Gibbon. Un peu plus loin, à la date du 15 juillet 1812, nous lisons qu'un jeune conseiller de la cour impériale, un de ces magistrats de l'empire, fringans et pleins d'élégance, qui tenaient de l'aide-de-camp plus que du jurisconsulte, et qui avaient plus souvent respiré l'air des salons que l'air du Palais-de-Justice, a été nommé secrétaire des commandemens de *Madame Mère*. Ce conseiller c'était M. Elie Decazes. Vous savez quelle influence devaient exercer plus tard le ministre de l'ordonnance du 5 septembre et le chef du parti doctrinaire. Ainsi les figures qui joueront un rôle dans les époques suivantes, commencent à se montrer et regardent, par dessus l'épaule des événemens, l'avenir qui leur appartient.

En apprenant que le comte de Lauriston n'avait point été reçu par l'empereur Alexandre, Napoléon s'était écrié : « Les vaincus prennent le ton » de vainqueurs, la fatalité les entraîne, que les » destins s'accomplissent! » Il y avait quelqu'un en effet que la fatalité entraînait et les destins allaient s'accomplir.

C'est une curieuse étude que de suivre, dans le *Journal de l'Empire*, les bulletins de la campagne de Russie. Ils se succèdent d'abord, brillans comme des promesses et radieux comme des espérances. Qui pourrait arrêter cette puissante armée gonflée de tant de peuples différens, glorieux débris de tant de triomphes et dans les rangs de laquelle Napoléon peut lire le résumé de ses victoires? A peine est-elle en marche qu'elle est à Willkowisky; quelques jours de plus, elle entre à Kowno, où les premières lances de Cosaques apparaissent. Puis arrive un bulletin daté de Wilna. Que vous dirai-je? le *Journal de l'Empire* n'a de voix que pour raconter les premières scènes de ce drame qui commence. Ne faut-il pas rassurer

l'opinion inquiète de ne pas recevoir tout d'abord ces nouvelles décisives qui marquent ordinairement la fin des campagnes de l'Empereur si près de leur début? N'est-il pas urgent de reproduire la *Réponse du grenadier français* au manifeste russe qui attaque l'insatiable ambition de Napoléon, ou bien encore la *Réponse d'un Allemand* à l'appel adressé aux Allemands par les Russes? presse militaire faite, sinon par le soldat, au moins pour le soldat, hommage de l'épée à l'intelligence, sa suzeraine, qu'elle invoque après avoir voulu la proscrire.

Cependant, au milieu de ces événemens, le *Journal de l'Empire* trouve encore le temps et le courage de célébrer un petit volume publié sous ce titre : *l'Hymen et la Naissance*, en l'honneur de leurs majestés impériales et royales. « Ce petit » volume, s'écrie-t-il, mérite d'être présenté à » la postérité comme un des monumens de ces » deux grandes époques dont l'influence se pro- » longera dans les siècles, et dont les siècles » étudieront toutes les circonstances. Un jour

» l'auguste Enfant les lira, ces vers où les Muses
» françaises, en célébrant sa naissance, ont chanté
» leurs espérances et celles de tout l'empire. Ils
» seront pour lui la première de toutes les ins-
» tructions, et l'hommage de la poésie deviendra
» le code de la vertu. Ces accens de l'allégresse
» générale qui a signalé sa naissance, seront le
» gage présent comme ils ont été la prophétie du
» bonheur public qui signalera sa vie et son règne.
» Donner ce livre en prix aux jeunes étudians,
» n'est-ce pas cueillir des fleurs sur l'autel de
» l'Hymen pour les enlacer aux lauriers? »

Comme le mérite de ces sortes d'allocutions est dans leur ridicule, nous avons cru devoir rappeler celle-ci, comme hors de ligne, à la mémoire du *Journal des Débats*; pour qu'il s'épargne les frais d'inspiration en cas qu'il ait encore à célébrer l'hymen et la naissance, et qu'on tresse ensemble les stances de M. Scribe et les couplets de M. Dupaty pour en faire le code de la vertu. Peut-être n'est-il pas inutile de dire que, dans ce volume de madrigaux dynastiques publiés en

1812, on trouvait une pièce de vers de M. de Lavigne qui promettait, en latin, l'immortalité à la dynastie de Napoléon, comme il a depuis promis, en français, l'éternité à la révolution de juillet.

Le *Journal des Débats* a toujours ressemblé à ces faux prophètes que les princes infidèles payaient pour se faire prédire des prospérités et des victoires, la veille même de leur ruine. Pendant que ses colonnes chantaient des hymnes à l'immortalité de la dynastie napoléonienne, Napoléon, après les combats de Mohilow, d'Ostrowno, de Smolensk et la bataille de Borodino, s'approchait de Moscou.

Ce fut vers la même époque que prit place la nomination de M. de Châteaubriand à l'Académie, et la discussion qui occupa l'opinion publique à ce sujet. Les idées monarchiques et les idées révolutionnaires qui se heurtaient partout, se rencontrèrent sur ce terrain. On put voir, dans cette occasion, combien l'esprit du journal était changé depuis la spoliation dont il avait été vic-

time. Il prit parti contre M. de Châteaubriand, qui avait refusé de prononcer l'éloge de Chénier, parce qu'avec ses principes il ne pouvait, disait-il, vanter un homme dont les écarts politiques étaient connus; il prit parti contre l'honorable résistance de M. de Châteaubriand en faveur de la mémoire du poète conventionnel. « Comment osez-vous, » s'écriait le *Journal de l'Empire* avec aigreur, » comment osez-vous vous adresser aux passions » haineuses en réveillant sans cesse des souvenirs » que le temps affaiblit, en flattant les coupables » espérances d'un très petit nombre d'hommes qui » voudraient faire rétrograder leur siècle? Voyez » le génie de la France fixer la civilisation générale » sur des bases inébranlables; suivez l'aigle triom- » phateur ouvrant au monde un nouveau livre de » destinées! »

Au moment où l'on écrivait ces magnifiques paroles, l'aigle, étendant une dernière fois ses ailes, allait retomber glacé dans les flots de la Bérésina.

La bataille de la Moscowa ouvrit les portes de

Moscou à Napoléon. On sait comment il n'y trouva qu'un piége brûlant au lieu d'y trouver un asile. Il avait compté que les murs hospitaliers de Moscou abriteraient son armée pendant les rigueurs d'un hiver précoce qui commençait à sévir; quand il se présenta en vainqueur dans la ville sainte, il ne se rencontra, dans cette vaste solitude, qu'un seul hôte pour le recevoir, l'incendie. Rostopchin, par un de ces actes de furieux patriotisme, plus digne encore des épouvantemens que de l'admiration de l'histoire, avait préparé au conquérant une illumination formidable; Moscou fumait, comme un flambeau colossal, devant son vainqueur.

Le *Journal de l'Empire* fut employé, comme les autres journaux, à déguiser les conséquences terribles de ce désastre. La direction de l'esprit public, comme on disait alors pour désigner la police de la presse, la direction de l'esprit public y mit tous ses soins. D'abord on annonce que l'incendie a été arrêté à temps, que des approvisionnemens immenses ont été trouvés. Puis ar-

rive le 21e bulletin, tout couvert d'un nuage de tristesse ; on apprend que les trois quarts de la ville ont été consumés par le feu. La dissimulation devenait inutile ; le public, par une de ces sortes d'intuitions particulières aux masses, avait mesuré d'un regard toute l'étendue de la catastrophe. L'incendie de Moscou avait une signification menaçante : jusque-là Napoléon était allé chercher une paix victorieuse dans les capitales ennemies ; cette fois la solution du problême n'avait point été trouvée, et, à la lueur des flammes du Kremlin, dans cet adieu de haine et de fureur que laissait le peuple russe en se retirant de la capitale de l'empire, il était facile de lire une guerre inexpiable. Il ne dépend pas toujours des grandes nations de ne pas être vaincues, mais il dépend presque toujours d'elles de ne pas être soumises ; or chacun voyait, d'une manière plus claire que le jour, que la Russie ne voulait pas l'être et ne le serait jamais.

D'un autre côté, il se passait à Paris un événement étrange et qui eut, dans la suite, des con-

séquences très graves, parce qu'il révéla le secret de la faiblesse de ces puissances qui ne reposent que sur la tête d'un homme; nous voulons parler de la conspiration de Mallet. La guerre d'Espagne et la conspiration de Mallet sont les deux faits peut-être qui exercèrent le plus d'influence sur la chûte de Napoléon. La guerre d'Espagne apprit au monde que, si l'on ne pouvait pas résister au conquérant avec des armées, on pouvait lui résister avec des peuples; on sait comment la Russie profita de la leçon. Mais pour donner à l'Europe le cœur d'attaquer le grand capitaine qui l'avait si souvent vaincue, pour lui faire trouver la résolution d'entrer sur cette terre de France réputée invincible et défendue par le souvenir de tant de triomphes, il fallait qu'un accident imprévu vînt lui révéler combien cette puissance impériale, si formidable à la circonférence, était précaire et mal assise au centre même de sa domination. C'est ce que fit la conspiration de Mallet. Peut-être la Russie n'aurait-elle point osé accepter la guerre, si elle n'avait pas vu l'Espagne la soutenir

avec avantage, en lui imprimant un caractère national. A coup sûr les armées coalisées n'auraient jamais osé envahir la France et penser à renverser le gouvernement impérial, si l'échauffourée de Mallet, qui renversa l'empire, lui troisième, en une seule nuit, sans qu'aucun des serviteurs de Napoléon songeât à faire proclamer son fils ou à se faire tuer pour le défendre, si cette échauffourée n'avait point appris ce qu'il fallait penser de cette organisation administrative si vantée, et de cette fidélité si prodigue de paroles et si stérile en actions. On peut dire que tout ce qui se passa depuis, lorsque les armées coalisées entourèrent Paris, était écrit dans les circonstances qui accompagnèrent la conspiration du 23 octobre 1812. Les autorités n'avaient-elles pas rendu Paris à Mallet avant de l'avoir rendu à l'empereur Alexandre? N'avaient-elles point abandonné la dynastie napoléonienne sur l'injonction du conspirateur, comme elles l'abandonnèrent depuis sur celle de l'autocrate? Sans cette affaire de Mallet, on aurait toujours cru qu'on faisait la

guerre à un peuple, on apprit ce jour-là qu'on ne la faisait qu'à un homme.

Quant au *Journal de l'Empire*, il ne vit dans ce fait qu'une occasion de vanter l'habileté de l'administration impériale, qui s'était partout laissé surprendre, et le courage de M. Pasquier, qui s'était caché dans le four d'un apothicaire. La police était dans un paroxisme de fureur difficile à décrire. Avec sa prévoyance ordinaire, elle n'avait deviné le péril que le lendemain du jour où il éclata. Les sphynx de la rue de Jérusalem, faute de se précipiter eux-mêmes dans le gouffre, avaient été malhonnêtement jetés au fond des cachots pour n'avoir point deviné l'énigme, et ils en revenaient tout meurtris de contusions et de ridicule. On retrouve dans le *Journal de l'Empire* les traces de leur colère et de cet optimisme niais qui a toujours été le cachet des hommes de police. Dans ces articles que la feuille dont nous écrivons l'histoire était condamnée à insérer, on cherche à présenter la conspiration comme un événement favorable à la dynastie,

et l'on crache lâchement à la face de ces hommes que l'on envoyait au supplice en les appelant *brigands*. Presqu'au même instant Napoléon traitait, dans ses bulletins, Rostopchin d'*aliéné*. Le brigand Mallet et l'aliéné Rostopchin n'en avaient pas moins frappé à mort le colosse impérial, l'un en prouvant qu'on pouvait l'arrêter au dehors, l'autre en révélant qu'on pouvait le renverser au dedans.

Nous demandons qu'il nous soit permis de ne pas suivre un à un dans le *Journal de l'Empire* ces tristes bulletins qui, annonçant les désastres de la retraite de 1812, sont comme les respirations d'une agonie qui se rapproche à chaque pas du terme fatal, ou comme les glas de la cloche qui sonne les funérailles de la grande armée. C'est ainsi qu'on arrive au 29e bulletin, d'une immortelle et lugubre mémoire, dans lequel le passage de la Bérésina est retracé. Bien peu de temps après l'avoir reçu, on apprit que Napoléon revenait seul de cette campagne, pour laquelle il était parti à la tête d'un monde de soldats.

On entrait dans l'année 1813, qui devait voir de si grands événemens. Tous les esprits étaient remplis de pressentimens sinistres, et, comme cela arrive toujours dans des circonstances pareilles, les prévisions générales s'exprimaient par ces superstitions politiques qui attestent au moins la gravité des circonstances et la préoccupation des esprits.

Ainsi l'on faisait remarquer ce nombre 13 qui, dans l'imagination de certaines personnes, a quelque chose de fatal, et qui terminait l'année. On rappelait les funestes souvenirs de l'année 1793. On ajoutait que, dans l'année qui commençait, on comptait treize lunes; que la retraite de Moscou s'était faite dans la treizième année du consulat; qu'en additionnant les quatre chiffres de l'année 1813, on obtenait encore pour résultat le nombre 13, qui revenait ainsi avec une insistance de mauvais augure. Il y avait aussi des personnes qui confirmaient ces sinistres présages en faisant remarquer que l'année s'ouvrait et se fermait sur un vendredi. Les siècles les plus éclairés

comme les plus ignorans sont sujets à ces superstitions. Quand les peuples sentent les malheurs venir, ils voient partout des signes qui les leur annoncent; ils font parler les dates, ils prêtent une voix aux chiffres muets; il semble enfin qu'à travers tous les bruits qui retentissent, tous les objets qui frappent leur vue, ils sentent transpirer des calamités.

Il n'y avait, dans ce temps-là, de confiance inaltérable que dans le sénat conservateur et dans le *Journal de l'Empire*, qui continuaient leurs hymnes obligés à la gloire et à la puissance impérissable de Napoléon. Le sénat disait, avec cette bassesse qui était devenue pour lui une seconde nature : « Premier conseil de l'Empereur, le sénat, dont » l'autorité n'existe que lorsque le monarque la » réclame et la met en mouvement, est établi pour » la conservation de cette monarchie et de l'hé» rédité de votre trône dans notre quatrième » dynastie. Tous ses membres seront toujours » prêts à périr pour la défense de ce palladium de » la sûreté et de la prospérité nationale. » Nous

avons cité ces lignes, qui se terminaient par de lâches insultes jetées à la mémoire de Mallet, pour qu'elles servissent d'enseignement aux usurpateurs à venir, et qu'elles leur apprissent le compte qu'on peut faire sur les sermens de fidélité et les promesses de dévoûment des corps politiques. L'année n'était point encore écoulée, que le sénat, qui devait mourir pour le maintien de la quatrième dynastie, avait adhéré à sa chute, à la seule condition qu'on respecterait les dotations des sénateurs. Napoléon répondit avec quelque dureté à ces professions de foi de magistrats qui insultaient Mallet, parce qu'il avait mis à nu leur inhabileté et leur défaut de courage: « Les magistrats pusillanimes, dit-il, détruisent » l'empire des lois. Le plus grand besoin de l'État, » c'est celui de magistrats courageux. » Ces paroles jetées avec sévérité, rencontrèrent parmi les membres de la députation M. le baron Pasquier.

A partir de ce moment, le *Journal de l'Empire* n'est plus que le reflet des derniers événemens qui signalèrent les dernières années de

l'empire. La grande épée continentale échappe aux mains de Napoléon et passe dans celles d'Alexandre, qui en tourne la pointe contre son rival. La guerre d'invasion s'ouvre déjà, et le *Journal de l'Empire* est employé à en nier l'imminence ou à en cacher les dangers. Bientôt cette hypocrisie devient inutile, toutes les frontières sont envahies, et nous lisons dans ces colonnes où nous avons trouvé tant de victoires, l'annonce de nos revers et la trace des suprêmes efforts de Napoléon, qui demande trois cent mille conscrits à la France épuisée. Plus que jamais l'Empereur essaie de se servir de la presse. Mais en lui ôtant son indépendance, il lui a ôté son crédit. A quoi bon tous ces articles du *Journal de l'Empire* pour réchauffer les courage refroidis, pour ranimer la confiance détruite, pour exciter le zèle expirant? On reconnaît le seing et le contre-seing de la police au bas de chaque page, et cette presse sans liberté n'exerce aucune influence.

Déjà la campagne de France est commencée.

L'Empereur est à Saint-Didier, à Vitry-le-Français, à Nogent, à Brienne, à Laon, à Château-Thierry, à Montereau ; il était partout, ce grand capitaine, triomphant en courant, marquant chaque étape par une victoire, mais réduit à une telle extrémité, que toutes ses victoires ne sauvaient rien, et qu'une seule défaite aurait tout perdu. La France est sur tous les points en proie aux maux d'une invasion ; on fortifie Paris, on fait passer dans le *Journal de l'Empire* des bulletins, et dans la capitale quelques drapeaux et deux ou trois milliers de prisonniers. On est dans le mois de mars 1814 ; M. Dupaty, dont les gouvernemens superstitieux devraient éviter les louanges, chante celles de Napoléon et lui promet l'éternité. Geoffroy, cette expression du *Journal de l'Empire*, meurt avec cet à-propos qu'il avait mis dans toutes les actions de sa vie, quelques jours avant la chûte de Napoléon, et échappe ainsi aux embarras d'une position difficile. On est arrivé au 27 mars 1814, le *Journal de l'Empire* annonce que l'Empereur est en

marche pour délivrer sa capitale assiégée. Trois jours après, c'est-à-dire le 30 mars, la feuille dont nous parlons s'appelle encore le *Journal de l'Empire*, et elle nomme encore Napoléon l'Empereur. Le lendemain, c'est-à-dire le 1er avril, il n'y a plus de *Journal de l'Empire*, le titre de *Journal des Débats* a reparu, et on lit dans la première page : « MONSIEUR, frère du roi, est » arrivé à Vesoul ; » puis un peu plus loin : « Bonaparte est rejeté à plusieurs lieues de nos » murs. »

La révolution est accomplie.

CHAPITRE XII.

Sommaire : — Avis placé en tête du numéro du 1er avril. — Le *Journal des Débats* songe avant tout à l'intérêt matériel. — Distinction entre M. Bertin et M. Bertin de Vaux. — Ce dernier était l'expression véritable du *Journal des Débats*. — Cette feuille n'avait contribué qu'indirectement à la restauration. — L'inconséquence des hommes n'empêche pas la logique des idées. — Appréciation générale de la ligne suivie par le *Journal des Débats* depuis sa création. — Comment il se conduisit en présence d'une restauration monarchique. — Curieuse étude. — Théorie générale tiré d'un exemple particulier. — Le *Journal des Débats* n'est pas gené par les précédens. — Note remarquable par laquelle il explique sa conduite pendant l'Empire. — Comment il traite les usurpations tombées. — Ses fureurs contre Bonaparte. — Réflexions.

En tête du premier numéro d'avril 1814, qui annonçait la transition de l'empire à la restauration, le départ de Napoléon, la rentrée des Bourbons après vingt-cinq ans d'exil, et tous ces

merveilleux événemens dont le souvenir frappe encore de surprise, on lit ces lignes: « Messieurs les souscripteurs sont avertis que les conditions d'abonnement sont toujours les mêmes. »

Toute l'histoire du *Journal des Débats* est dans ces trois mots. L'empire tombe, les armées coalisées entrent à Paris, la fortune de l'Europe est changée: En présence de ces immenses intérêts, le *Journal des Débats*, à l'exemple du sénat-conservateur, songe à sa propre fortune. Il avertit que, si le titre que lui avait imposé l'Empereur disparaît avec lui, les conditions de l'abonnement sont maintenues. L'enseigne pouvait varier suivant les circonstances, mais le comptoir était toujours ouvert. M. Fiévée avait donc eu raison de dire à Napoléon, que le *Journal des Débats* était moins une tribune politique qu'une affaire.

Certes nous sommes loin de vouloir envelopper dans cet arrêt sévère toutes les personnes qui contribuèrent à son succès; il est même juste de le rappeler, un de ses deux fondateurs, M. Bertin, dès l'année 1800, avait été banni de France.

Revenu avec les Bourbons, pour lesquels il avait souffert, il se présentait pour couvrir du renom de sa fidélité souvent éprouvée et jusqu'alors sortie victorieuse des épreuves, il se présentait pour couvrir du renom de sa fidélité, les variations politiques de la feuille dont il avait été l'un des fondateurs. Mais il ne faut pas l'oublier non plus, M. Bertin de Vaux, son frère, demeuré à la tête du journal, avait montré moins d'obstination politique et plus de savoir-faire commercial; or c'était ce dernier surtout qui avait été l'expression du *Journal des Débats*. Si on a suivi avec attention les phases de cette histoire, on a vu que, long-tems avant que les propriétaires du *Journal de l'Empire* eussent été dépossédés par le gouvernement impérial, le journal avait sacrifié la question morale à la question d'existence matérielle. Il avait admis les faits accomplis, il les avait admis le lendemain de l'exécution du duc d'Enghien, il avait accepté la reconstruction du pouvoir, en abandonnant le principe monarchique. Le *Journal des Débats*, pendant l'empire,

avait été moins une opinion qu'un intérêt. Il avait adopté les doctrines sociales dans tout ce qu'elles pouvaient avoir d'utile à son succès, il les avait rejetées dans tout ce qu'elles pouvaient avoir de dangereux pour son existence. La spoliation dont ses propriétaires se plaignaient, n'avait pas été méritée; c'était plutôt encore la conséquence des intrigues de compétiteurs avides, que le résultat de dangers réels suscités à l'empire par la direction monarchique du journal. Quelques allusions isolées y avaient bien paru, de temps à autres, mais c'était l'expression particulière des opinions de quelques-uns des rédacteurs qui laissaient percer, dans leurs écrits, une nuance de leurs sentimens, et ces allusions avaient été plus qu'effacées par l'encens continuel qui, du feuilleton de Geoffroy, s'élevait vers le maître.

La censure, censure rare et timide, avait été l'exception; la flatterie avait été la règle. Même avant la révolution qui mit, dans la personne de M. Etienne, le secrétaire du ministre de confiance de Napoléon à la tête du *Journal des Dé-*

bats, cette flatterie avait dépassé toutes les bornes. Le journal, menacé, avait traité Napoléon comme ces dieux du paganisme qu'on désarmait avec de l'encens et des sacrifices. Nous avons cité quelques-unes de ces hyperboles louangeuses, étendues comme des tapis de velours sous les pieds du premier consul et de l'Empereur, au retour de chaque campagne ; et, en voyant les limites de l'adulation reculées par ces phrases à genoux, on a dû moins s'étonner que Napoléon, pour qui elles étaient écrites, ait reculé les limites de l'orgueil.

Si le *Journal des Débats* avait contribué au retour de la maison de Bourbon, c'était donc d'une manière indirecte et involontaire. En travaillant au rétablissement des saines doctrines en religion, en littérature, en philosophie, il avait travaillé en effet au rétablissement de l'ordre politique, parce que l'inconséquence des hommes n'empêche pas la logique des doctrines et des événemens. Mais, dans ces occasions, le mérite appartient aux doctrines et non aux hommes.

Nous l'avons dit, dans toute cette suite de circonstances si graves, le *Journal des Débats* avait été la personnification du *moi* humain, l'expression naïve de l'égoïsme le mieux senti et le plus prudent qui fut jamais. En lui s'était résumée cette nombreuse classe des matérialistes politiques qui ne s'attachent qu'à l'organisation matérielle de la société.

Il est curieux maintenant d'examiner quelle attitude va prendre l'ancien *Journal de l'Empire*, revenu à son premier titre. Que fait le *Journal des Débats* en présence d'une restauration qu'il n'a point provoquée, bien plus, qu'il a déclarée impossible par la voix même du plus influent et du plus célèbre de ses rédacteurs? Est-il embarrassé des louanges qu'il a prodiguées à une autre dynastie, à une dynastie qu'il a souvent proclamée éternelle et indestructible? L'idolâtrie politique qu'il a affichée envers le chef de cette dynastie gêne-t-elle en quelque chose l'expression de nouveaux sentimens? Comment traite-t-il la personne gouvernementale qu'il a rassasiée, fatiguée

de ses louanges? On comprend tout l'intérêt de ces questions.

Or, voici la conduite du *Journal des Débats* en présence d'une restauration monarchique.

Cette feuille est douée d'une faculté admirable en politique, quoique moins irréprochable en morale peut-être. Elle oublie d'une manière complète, absolue, tout ce qui, dans sa conduite, a été contraire aux principes qui triomphent, et elle ne se souvient que de ce qui a pu leur être favorable. Dès que les dynasties nouvelles tombent, elle se sent enflammée contre elles d'une indignation irrésistible; et toutes les vérités qu'elle a économisées pendant leur prospérité, elle les adresse avec une verve inépuisable à leur chute. Le grand homme de la veille est un tyran; l'homme habile, un despote stupide; le souverain plein de prudence, un détestable hypocrite; l'immortel fondateur de dynastie, un infâme usurpateur. La mesure manque au *Journal des Débats* dans les censures comme dans les louanges. Il ne loue pas, il adule; il ne blâ-

blâme pas, il insulte. Caractère inévitable de ces natures molles et sans énergie, qui, emportées par les événemens qu'elles suivent en esclaves, se jettent avec eux dans toutes les extrémités envers ces hautes fortunes qui deviennent de grandes ruines.

Par contre, le *Journal des Débats* n'est pas plus embarrassé envers le principe de la légitimité qui revient, et la dynastie dont il a déclaré le retour impossible. Il se sert de ce qu'il y avait de social et de religieux dans sa polémique, et il se fait honneur de la logique des événemens, qui a fécondé ces doctrines. Il s'écrie que ses vœux secrets sont enfin accomplis. Il adopte à l'instant la restauration comme son ouvrage, et il fait remarquer que le rétablissement des principes religieux et sociaux impliquait nécessairement le rétablissement de la monarchie légitime. Par la bruyante expression de son dévoûment il étourdit les autres, et il s'étourdit lui-même. Les couleurs, la poésie, l'enthousiasme qu'il a dépensés pour les solennités, les ma-

riages, les anniversaires de l'usurpation, ne l'empêchent pas de trouver des couleurs, de la poésie, de l'enthousiasme pour célébrer la rentrée d'un Roi légitime dans sa capitale, et pour déclarer que jamais il n'y eut de plus beau spectacle sous le soleil. Ce jour-là, on a honte de son peu de dévoûment à côté de ce dévoûment expansif, bruyant et chaleureux. On est tout prêt à s'attendrir en voyant cet attendrissement, et l'illusion est si grande qu'on croirait que, pendant le règne de l'usurpation, le journal dont il s'agit s'est caché dans quelque caverne, et qu'il n'a voulu revoir la lumière du ciel que le jour où a reparu la dynastie pour laquelle il nourrissait, dans le fond de son ame, une religion de dévoûment et d'amour.

Ce tableau n'est pas un tableau de fantaisie, c'est l'histoire. Nous allons appuyer toutes nos assertions par des faits, car, quoique nous croyons difficile de calomnier le *Journal des Débats*, nous ne voulons pas même qu'on puisse accuser notre justice d'exagération.

Dans le temps où nous parlons, le *Journal des Débats* faisait des examens de conscience, pratique éminemment recommandable et non moins utile aux journaux politiques qu'aux individus; le *Journal des Débats* faisait donc, en 1816, ces examens de conscience que l'on est obligé de faire aujourd'hui pour lui. Or, voici ce qu'il écrivait à la date du 1er janvier 1816 : « Il » y a bientôt quinze ans accomplis que le *Journal des Débats*, fondé sur la fin de 1800, existe; » les esprits attachés aux anciennes institutions, » et qui gardaient le plus religieusement le dé» pôt des traditions et des souvenirs de la mo» narchie légitime, voyaient bien à quel terme » ultérieur tendaient, avec discrétion et mesure, » ces mêmes efforts auxquels ils prodiguaient les » encouragemens. Plus d'une espérance se rat» tacha quelquefois aux frivolités apparentes » d'un feuilleton. Les circonstances ont changé; » nous n'aurons plus, il faut l'espérer, à poursui» vre les doctrines subversives de tout ordre, » mais nous aurons les bonnes doctrines à re-

» commander. Le *Journal des Débats*, rendu à ses » vrais, à ses légitimes propriétaires, auxquels » la tyrannie l'avait arraché par une des plus » scandaleuses violences, rentre dans les mains » de ceux que le despote avait dépouillés, parce » qu'il les soupçonnait, avec raison, d'être dé- » voués à la bonne cause; il conquiert donc de » nouveaux droits à la bienveillance du public. »

Tout est à admirer dans ce petit avis aux lecteurs. Vous avez d'abord remarqué avec quelle habileté le *Journal des Débats* se fait un mérite de la prévoyance des esprits *les plus attachés à la monarchie légitime;* vous avez vu comment il établit une sorte de communauté entre eux et lui, avec quel art il fait valoir à son profit les espérances que ces hommes fidèles nourrissaient dans leurs cœurs, et comment il insiste sur le *terme ultérieur auquel tendaient ses efforts*, c'est-à-dire comment il se pare de la logique des doctrines et des événemens. Cette nuance imperceptible de royalisme qui s'exprimait par de craintives allusions glissées, à de longs intervalles,

dans les colonnes prudentes du *Journal de l'Empire*, cette nuance imperceptible s'agrandit tout à coup jusqu'à remplir tout l'examen de conscience du *Journal des Débats*. Mais aussi ces colonnes de louanges, ces adulations de chaque jour, ces hymnes dont la monotonie caressante devait fatiguer l'oreille impériale, tant et de si magnifiques descriptions de fêtes, tant et de si emphatiques éloges, tant et de si bruyans témoignages de dévoûment prodigués à Napoléon, tout cela se réduit jusqu'à tenir dans la maigre parenthèse qui termine cette phrase : « On voyait à quel but ultérieur tendait le *Jour-* » *nal des Débats*, avec *mesure et retenue*. »

Ainsi, toutes ces flatteries immodérées, jetées sous les pieds du maître, c'était de la mesure. Cette incontinence d'adulation, qu'on nous passe ce terme, il faut que la monarchie légitime en remercie le *Journal des Débats*, c'était de la retenue. Il est prêt à demander que les Bourbons le récompensent des éloges qu'il adressait à Bonaparte, car, enfin, c'est grâce à ces

éloges que le journal a continué à exister et à marcher *vers le terme ultérieur*, et vous pensez bien que ce n'est que par résignation qu'il a consenti à vivre, par dévoûment pour la légitimité qu'il a déclaré le retour de la légitimité impossible.

La fin de cette note n'est pas moius digne d'attention : vous y voyez le point sensible du *Journal des Débats*. Quand il est arrivé à cette spoliation que ses propriétaires ont cherché à éviter par des sacrifices de tout genre, cette spoliation doublement injuste, il faut l'avouer, car tant de docilité aurait dû désarmer Napoléon, alors l'indignation du journal ne connaît plus de bornes : c'est la *tyrannie* qui a dépouillé les propriétaires *légitimes ;* elle les a dépouillés *par la plus scandaleuse des violences*, et celui qui a commis ce scandale est un *despote*. On se souvient que le *Journal de l'Empire* acceptait plus patiemment la spoliation des héritiers légitimes de la couronne de France, dont il déclarait le retour impossible, et qu'il ne trouvait pas des

termes aussi énergiques pour flétrir l'extradition et le meurtre du duc d'Enghien. Cette expression de *la plus scandaleuse des violences*, appliquée à la confiscation d'un journal, sous le règne d'un homme qui usurpa le trône et fit fusiller un Condé, peint le journal dont nous écrivons l'histoire. Ces ames métalliques avaient senti plus vivement ce coup que tout le reste, et la plaie était saignante encore. Du reste, la vivacité de leurs ressentimens n'ôte rien à la justesse de leurs calculs. La persécution qu'il a subie, le journal va en tirer avantage. Il s'était défendu d'être royaliste, quand c'était un péril de l'être; maintenant que le jour de la récompense est venu, il s'accuse résolument de l'avoir été. Il avait fait dire à Napoléon, par M. Fiévée, que ses soupçons étaient injustes, et que le *Journal des Débats* s'occupait trop d'affaires pour s'occuper de dévoûment; maintenant que Napoléon est tombé, il déclare, avec toute la fierté de ce courage posthume, naturel aux grandes ames, que Napoléon lui rendait justice en le

soupçonnant d'être dévoué à la bonne cause. Puis il s'enveloppe dans cette spoliation qu'il a tout fait pour éviter, même ce qu'il n'aurait jamais dû faire; il se drape dans ce souvenir comme dans l'auréole de son martyre, et de là il tend la main aux passans comme une victime de la fidélité, en disant au public, avec une fierté modeste : « *Da obolum Belsario* : Donnez une obole à Bélisaire. »

Vous voyez que nous n'avions pas tort de dire que le *Journal des Débats* avait des ressources incroyables dans l'esprit pour n'être jamais embarrassé en face d'une restauration. Ainsi, supposons qu'au lieu d'être un journal français il soit un journal espagnol, cette supposition n'est pas mal séante, quand on a changé si souvent d'opinion on peut changer une fois de patrie); que le *Journal des Débats* soit donc dans ce moment un journal espagnol, un journal dévoué à l'usurpation de Christine, qu'il ait déclaré le roi Charles V à jamais déchu, qu'il ait vingt fois répété qu'il ne remonterait jamais sur le trône,

et que l'Espagne a fait un pacte éternel avec la dynastie d'Isabelle II, dynastie de son choix; qu'il ait ajouté à tout ceci des éloges outrés en faveur de Christine, qu'il ait vanté son habileté, exalté ses vertus, juré de mourir avec elle. Charles V entre demain dans sa capitale, l'usurpation disparaît, le *Journal des Débats* n'est pas plus embarrassé pour cela.

Il commencera par rappeler qu'il a constamment combattu la république, et il fera remarquer que combattre un principe, c'est travailler pour le principe contraire. « Or, dira-t-il, il n'y » a que deux principes au monde : la souverai» neté du peuple et la légitimité; donc je n'ai » pas cessé un moment d'avoir pour terme ulté» rieur le triomphe de la légitimité et de l'im» mortel roi Charles V. » Que si vous lui rappelez les louanges qu'il a prodiguées à l'usurpation, ses adulations de tous les jours, ses protestations de dévoûment envers la nouvelle dynastie, il rangera tout cela sous le titre général *de discrétion et de mesure.* Il vous dira que c'est à cette

sage mesure et à cette habile discrétion qu'il a dû le rare avantage d'avoir pu travailler pour la sainte cause à laquelle il était secrètement dévoué. Il adoptera cette restauration si discrètement préparée, comme son ouvrage; et peut-être, de l'apologie passant aux récriminations, il vous dira que si tous les défenseurs de la légitimité avaient été aussi *mesurés et aussi discrets* que lui, la restauration serait depuis long-temps accomplie; et il revendiquera une part d'autant plus large de louanges, qu'il a dû, pour amener la restauration, surmonter les obstacles que lui suscitaient ce courage *peu mesuré* et cette *indiscrétion* d'héroïsme qu'il se croit en droit de reprocher à son illustre complice le général Zumalacarrégui.

Que si vous voulez savoir comment le *Journal des Débats*, toujours en le supposant espagnol, traitera l'usurpation tombée, c'est-à-dire Christine, après l'avoir élevée jusqu'au ciel quand elle était debout, nous sommes en mesure de vous dire comment il traita, après sa chute, Napoléon,

envers la fortune duquel nous vous avons rappelé la honteuse exagération de ses louanges. Les noms de despote, de tyran, d'oppresseur sont les plus doux. Ceux de tigre à face humaine se présentent à chaque page. Les épithètes d'hypocrite, de lâche, de menteur, de comédien, reviennent sans cesse. Il y ajoutera, mais plus tard, après les cent-jours, la qualification de crocodile. Les transports de la haine égalant ceux du dévoûment, le *Journal des Débats* ne se contentera point de dépouiller Bonaparte des vertus qu'il lui a prêtées, il voudra lui enlever jusqu'à son nom, sans doute pour se venger de ce que l'Empereur l'a forcé jadis à changer le sien. « Ce » nom de Napoléon est un faux nom, dira-t-il, » c'est une usurpation de plus; le despote s'ap- » pelle Nicolas. » Puis il ajoutera le lendemain : « L'usurpateur ne se nommait ni Napoléon, ni » Nicolas : il se nommait Maximilien, et il a quitté » ce nom pour éviter les parallèles qui se seraient » présentés naturellement entre lui et Robes- » pierre. » Vous voyez qu'il y aurait à trembler pour

l'usurpation, le lendemain du jour où la légitimité rentrerait dans la capitale ; ce jour-là, il ne servirait à rien à Christine d'avoir été louée et défendue par le journal en question, pendant ses prospérités : cette feuille ne donne pas ses louanges, elle les prête. Elle couvre, de la boue de ses injures, l'idole de la veille, pour cacher les guirlandes de fleurs dont elle l'avait parée.

Pour achever de donner une idée du courage, nous nous servons de l'expression polie, avec lequel le *Journal des Débats* exécute ces reviremens d'opinion et d'idées, il nous suffira de dire qu'à l'époque où nous sommes arrivés, il ne craignait pas d'écrire ces lignes sur le cardinal Maury : « Il est clair que son éminence a aban-
» donné, au jour de l'infortune, la maison de Bour-
» bon pour un usurpateur, et qu'elle a préféré
» ses intérêts à son devoir, ce qu'elle voudrait
» maintenant déguiser. » Ainsi le *Journal des Débats* ne craindrait pas de flétrir sa propre conduite dans celle des autres. Il deviendrait le censeur impitoyable de ses complices. Il dirait,

toujours dans notre supposition, de ceux qui auraient, comme lui, trahi la légitimité de Charles V pour l'usurpation de Christine : « Il est clair » que son Excellence a abandonné, au jour de » l'infortune, la maison de Bourbon pour servir » l'usurpation, et qu'elle a préféré ses intérêts à » son devoir, ce qu'elle voudrait maintenant dé» guiser. »

Nous ne concevons rien de plus propre à dégoûter les gouvernemens de ces flatteries, utiles à ceux qui les offrent, fatales à ceux qui les reçoivent, que la lecture du *Journal des Débats* de cette époque. Si les Spartiates, pour prévenir chez leurs enfans le goût de l'ivrognerie, leur donnaient en spectacle l'ivresse des ilotes, on pourrait donner en spectacle aux pouvoirs, pour les guérir du penchant qui les entraîne vers les flatteurs, ces palinodies incroyables d'un journal qui, sans transition, traînait la même renommée du Panthéon aux Gémonies. On conçoit une pauvre idée de la grandeur humaine quand on voit à quoi elle est en butte. En con-

templant les restes de ce colosse qu'on nommait Napoléon, livrés aux injures du *Journal des Débats*, nous avons éprouvé la même impression que l'on ressent, lorsqu'après avoir connu une personne pleine de force, de santé et de vie, on voit son cadavre livré aux vers du sépulcre et aux pourritures du tombeau. Cette grande fortune impériale, en effet, n'était plus qu'un cadavre, et les injures du *Journal des Débats*, en s'y mettant, annonçaient la présence de la mort.

Que les hommes qui n'avaient point plié devant les prospérités de Napoléon, comme M. de Châteaubriand, par exemple, l'attaquassent avec violence, cela se concevait. Ce n'était pas un jugement qu'ils écrivaient pour la postérité, c'était une bataille qu'il s'agissait de gagner dans l'opinion, et, des deux côtés, on visait au cœur. Puis, il faut le dire, de même que dans notre époque nous louons trop Napoléon, parce que, le regardant de trop loin pour apercevoir ses taches, nous n'apercevons que les proportions colossales qu'il conserve dans l'histoire ; au mo-

ment de la restauration, on était si près de l'homme, qu'on ne voyait que les taches dont il était couvert, sans faire attention à la hauteur de sa taille. D'ailleurs, dans ce temps-là, les plaies de la France étaient ouvertes et saignantes, et maintenant elles sont fermées; or, l'on est toujours moins indulgent pour les souffrances que l'on endure que pour celles dont la trace, à demi effacée, n'existe plus que dans la mémoire. Mais si ces considérations expliquent la différence que l'on remarque entre les appréciations du caractère de Napoléon à cette époque, et les jugemens exprimés de nos jours, elles n'excusent en rien le langage et la conduite du *Journal des Débats*. Il fut sans noblesse contre l'adversité de Bonaparte, devant la fortune duquel il avait été sans fermeté ; et l'on peut dire qu'il se conduisit dans cette occasion comme ces gens qui, à la suite des armées, attendent que la victoire soit décidée pour achever les ennemis portés à terre et piller les bagages.

CHAPITRE XIII.

Sommaire : Reconnaissance du *Journal des Débats* pour la légitimité. — Chaleur de son dévoûment. — Le gouvernement provisoire le soumet à un comité de censure. — Services rendus à la cause monarchique. — Son immense publicité. — Rédaction politique essentiellement royaliste. — M. de Chateaubriand.—Le journal ne néglige pas la littérature. —M. Nodier, M. Duvicquet, M. Salvandy. — Ce qu'était la politique à cette époque.—Enthousiasme du *Journal des Débats*. — Anecdotes — Une rencontre chez le restaurateur Robert. — Toast. — Les cent-jours.— La partie morale et intellectuelle du *Journal des Débats* suit le roi à Gand. — Suivait-il le roi ou fuyait-il l'empereur? — M. Bertin à la tête du *Moniteur de Gand*. — Derniers temps de l'empire. — La chambre des cent-jours. — Elle n'a ni l'instinct, ni l'intelligence politique. — Quand le danger cesse le *Journal des Débats* la tourne en dérision. — Seconde Restauration. — Le *Journal des Débats* juge Bonaparte avec une sévérité inouïe.— Une terrible phrase contre les usurpateurs au sujet de Joachim Murat.—Le *Journal des Débats* est le Dracon de la légitimité.

La royauté en arrivant en France avait rendu au *Journal des Débats* un important service : la légitimité du trône ramenait avec elle toutes

les légitimités, et le jour où les petits-fils de Louis XIV rentrèrent dans le royaume de leur aïeul, les propriétaires du *Journal des Débats* virent cesser, pour parler leur langage, la scandaleuse violence qui les avait dépouillés. Il faut le reconnaître, entre le journal qui avait timidement hasardé quelques allusions équivoques en faveur de l'ancienne monarchie, et la maison de Bourbon qui débutait avec lui par ce magnifique bienfait, ce n'était pas la maison de Bourbon qui était l'obligée.

Aussi la reconnaissance du journal fut-elle vive, et, nous le croyons, sincère. Il se dévoua tout entier, pendant le première restauration, à la défense des principes dont il venait d'éprouver les heureuses conséquences. Il arriva même que, dans les premiers momens de la chute de l'Empire, son intervention en faveur des Bourbons fut si vive et si chaleureuse, que le Sénat-conservateur s'en alarma et réclama, du gouvernement provisoire, l'institution d'un comité de censure qui tînt en bride le dévoûment impé-

tueux qui courait droit au but. Ce dévoûment, l'équité historique dont nous avons promis de ne pas nous écarter, nous fait une loi de le dire, ce dévoûment rendit d'importans services au gouvernement royal. L'immense publicité du journal (1) en faisait une puissance; MM. Geoffroy, Fiévée, de Feletz, Hoffmann, Dussault, avaient habitué le public à aimer cette feuille et à la lire; elle avait toujours eu une grande existence littéraire, alors même qu'elle avait été frappée de mort politique.

Ses colonnes étaient donc une tribune du haut de laquelle on pouvait parler, bien sûr d'être entendu. Or, parmi les principes qui règlent sa conduite, il en est un dont elle ne s'est jamais écartée, c'est d'approprier sa rédaction aux circonstances et de faire parler aux situations par les hommes qui peuvent leur plaire. Le *Journal des Débats* semble se regarder comme un gouvernement, et il change de rédaction

(1) On l'imprimait à 25 mille exemplaires.

comme les gouvernemens changent de cabinets.

Quand vint la restauration, la feuille dont il s'agit se livra donc aux plumes monarchiques. Des écrivains royalistes, à la tête desquels il faut placer M. de Châteaubriand, dont la parole aiguë comme une épée, exerça une si grande influence à cette époque, des écrivains royalistes envahirent, dans le journal, la partie réservée à la politique proprement dite. En même temps, on cherchait à remplir le vide laissé dans la rédaction littéraire par la perte de M. Geoffroy, qui sembla d'abord irréparable.

M. Nodier, qui, dans toute la puissance de son talent, se recommandait à la fois et par son royalisme éprouvé et par cette richesse d'imagination et cette malice sans méchanceté qui lui ont fait tant d'admirateurs sans lui faire un ennemi, fut appelé à s'essayer dans la lice où le successeur de Fréron avait régné pendant tant d'années. M. Duvicquet, esprit plus froid, moins brillant, mais plus positif et plus réfléchi peut-être, et par-là moins propre à la composi-

tion et plus propre à la critique que M. Nodier, soulevait aussi, d'une main déjà assurée, le sceptre du feuilleton. Il appartenait à la même école littéraire que Geoffroy ; c'était un de ces hommes nourris des beautés des modèles de l'antiquité, d'un goût irréprochable et d'une inexorable sévérité pour tout ce qui violait les lois de la littérature. M. Duvicquet formait, à partir de Fréron, la troisième génération de ces Aristarques qui semblèrent s'être légué, comme un héritage de famille, la mission de défendre la langue française et de perpétuer les saines traditions du théâtre.

Vers le même temps, le journal faisait une acquisition moins heureuse. Il y avait un jeune mousquetaire, d'un talent verbeux, d'une facilité qui dégénérait en inconvénient, et d'une imagination qui, douée de plus de faconde que d'éloquence, s'embarbouillait quelquefois dans les taillis touffus de son style ébouriffé. Sa manière avait une parenté lointaine avec celle de M. de Châteaubriand; ses ennemis disaient

qu'elle en était la caricature, et les ennemis de M. de Châteaubriand affirmaient qu'elle en était la copie. Là où le premier était vaste, le second était enflé ; là où le premier était sur un piédestal, le second était sur un escabeau. Il y avait des personnes qui assuraient que M. Salvandy était la lune de M. de Châteaubriand, ce qui voulait dire sans doute qu'il ne manquait absolument, à cet astre de la littérature, que la flamme qui échauffe et le rayon qui éclaire.

Quant à la politique, elle n'avait point encore atteint, dans la presse périodique, les proportions et l'importance qu'elle a prises aujourd'hui. La politique était une science qui commençait partout, à la tribune comme dans la presse, et le journalisme de ce temps n'avait point le secret de ces graves discussions, de ces études approfondies qui sont le cachet du journalisme actuel. Le papier nouvelle, comme on l'appelait encore, accomplissait peu à peu sa transformation. Il essayait ses ailes avant de quitter sa lourde enveloppe et de commencer à voler. Ce qu'on appelait la partie

politique de la presse, à cette époque, c'étaient quelques mots vifs et rapides sur l'événement du jour, une réflexion courte et présentée sous la forme d'une épigramme, un cri de dévoûment, un élan d'enthousiasme, une espèce de morale tirée de la situation. Cela tenait à la fois à bien des causes réunies. D'abord le format nain des feuilles périodiques interdisait les longs développemens; il fallait que le tableau fût taillé pour le cadre, sous peine d'encourir cette mutilation qu'un barbare fit subir à un chef-d'œuvre de peinture dont la toile se trouva trop grande pour la place qu'il devait occuper. Ensuite cette inexpérience politique dont nous avons parlé, ne permettait point de traiter, d'une manière complète, les grandes questions. Enfin il y avait quelque chose de si vif dans les esprits, de si passionné dans les intérêts, qu'il eût été impossible de les captiver par des discussions qu'ils auraient refusé de suivre.

Où le *Journal des Débats* excellait, c'était surtout dans l'expression du dévoûment. Nous en

donnerons un exemple. Le *Journal des Débats*, on le sait, a dîné à toutes les époques, et, au milieu de ses variations, il a été invariable dans ce principe ; un jour donc, il dînait en famille, rédaction et propriété, chez le célèbre restaurateur Robert, qui a légué son nom à l'immortalité avec la sauce à laquelle il a laissé son nom. A cette époque, il était impossible au *Journal des Débats*, rédaction et propriété, de dîner sans porter la santé de la royauté légitime. Le cri de *vive le Roi !* au dessert était un cri non moins nécessaire à son cœur qu'à sa digestion. La santé du Roi fut donc portée par le *Journal des Débats*, rédaction et propriété, avec un enthousiasme cette fois impossible à décrire, et avec une ardeur toute chaude encore des libations qui avaient précédé ce dernier toast. Le dévoûment crie haut, surtout quand il a bien dîné ; il avait crié si haut cette fois, que la compagnie d'Havré, qui donnait un banquet à son capitaine, dans la salle voisine, entendit le toast dévoué, et se leva, par un mouvement spontané, pour aller, le verre à

la main, faire raison à ces braves convives d'à côté : « Bien sûrs de trouver de bons Français, » s'écrie le *Journal des Débats*, puisqu'ils avaient » entendu porter la santé du Roi légitime, ces » messieurs nous firent l'honneur de porter avec » nous cette santé si chère au cœur de la France. » Les choses n'en restèrent point là : le *Journal des Débats*, rédaction et propriété, alla, le verre en main, rendre à la compagnie d'Havré sa visite. Nouveaux cris, nouvelles libations et nouveaux toasts; les têtes n'y étaient plus, et l'on se conduisait avec les yeux du cœur. Les gardes juraient d'être fidèles jusqu'à la mort, serment noblement tenu par eux ou par ceux qui leur succédèrent; le *Journal des Débats*, qui n'a jamais été à court de sermens, jurait tout ce qu'on voulait. Il pleurait, il buvait, il chantait des couplets improvisés pour la circonstance, et dans lesquels il s'engageait à mourir pour le Roi légitime. Parmi les dévoûmens avinés qui tenaient ces propos de table, il y avait un convive qui répondait au nom de Salvandy.

Cette verve dura tant que dura la première restauration, et l'on peut dire que le *Journal des Débats* eût des chants pour toutes les prospérités de la maison de Bourbon, des larmes pour toutes ses douleurs. Mais bientôt les cent-jours vinrent remettre en doute ce qui semblait avoir été décidé par la fortune. Les cent-jours étaient une réaction de l'armée contre le pays, réaction insensée, mais presqu'inévitable. Le camp qui avait, pendant tant d'années, occupé la France et l'Europe, ne voulait point faire place à la nation. Il appela son représentant et son expression du fond de l'île où il était relégué, et, mettant la France pour enjeu sur le tapis sanglant des batailles, il demanda des cartes à Waterloo. Le retour de Bonaparte, lors des cent-jours, est peut-être la faute, nous allions dire le crime le plus inexcusable de ce grand génie. Il avait l'intelligence trop haute pour ne pas voir le vice de sa situation, qui rendait d'avance tous ses succès inutiles, et qui mettait sa chute à la merci d'un premier revers. Ce retour n'était point la tenta-

tive d'un fier caractère qui essaie de dominer la fortune, c'était l'acte d'un joueur effréné qui, sûr de perdre, joue pour les émotions du jeu.

Nous sommes trop justes pour mettre au compte du *Journal des Débats* la conduite que le *Journal de l'Empire* tint pendant les cent-jours. Il n'y avait plus alors à Paris que le cadavre du journal, sa pensée, son ame étaient ailleurs. Il s'était trop compromis vis-à-vis l'homme de l'île d'Elbe pour rester à la portée des griffes de ce lion qui, pour être malade, n'en était pas moins encore un lion. Sa partie morale et intelleotuelle s'exila donc avec la monarchie. Il ne demeura à Paris que la machine; la police impériale s'en empara et la fit fonctionner comme elle voulut, comme elle l'avait déjà fait pendant les trois dernières années de l'Empire. A cette époque des cent-jours M. Bertin fut chargé par le Roi de rédiger le *Moniteur de Gand.*

Cet état de choses ne cessa que lorsqu'après la bataille de Waterloo, Bonaparte eut abdiqué pour la seconde fois la couronne. Si son crime

avait été grand, son châtiment fut bien lourd. La Providence sembla vouloir lui faire expier, par la bassesse des moyens dont elle se servit pour le renverser, les excès de son orgueil, en même temps qu'elle nous enseignait le peu que valent ces puissans génies quand Dieu a retiré la main qui les soutient. Celui-ci subit l'humiliation de voir sa destinée dépendre de la volonté de M. Fouché et de l'éloquence de M. Manuel, et son étoile, qui avait prévalu contre le monde, s'éclipsa devant un homme de police et un rhéteur.

Je ne connais rien au monde de plus misérable que cette chambre des cent-jours qui, aveugle instrument dans les mains de Fouché, assista à tous les événemens de cette époque sans les comprendre, et regarda passer la solution de cette crise sans la deviner. Ce précédent eût dû apprendre aux peuples, si les peuples apprenaient quelque chose, ce que serait une chambre de juste-milieu. C'en était une en effet que cette assemblée qui n'avait l'intelligence ni des hommes ni des choses, et qui s'évertuait à jouer à la cons-

titution pendant qu'il s'agissait de savoir s'il y aurait une France.

Pour trouver un fait analogue dans l'histoire, il faut remonter jusqu'aux Grecs du Bas-Empire. En présence de la situation impérieuse qui se dessinait, il n'y avait que deux partis à prendre : ou s'unir à Bonaparte et lui confier les débris du naufrage de la France pour faire une guerre d'extermination aux puissances coalisées, ou bien opter pour la paix et pour les Bourbons, qui en étaient le symbole. Au lieu de cela, les Constituans des Cent-jours voulaient faire la guerre sans Bonaparte pour obtenir la paix sans les Bourbons, c'est-à-dire que, pour arriver à l'impossible, ils prenaient par l'absurde. La puissance militaire en France était un corps dont Napoléon était la tête : vouloir faire la guerre sans Bonaparte, c'était décapiter le corps pour le faire marcher. Les Bourbons portaient en eux un principe qui promettait, à la France, la fin de ses perturbations, et à l'Europe, le terme des guerres révolutionnaires; vouloir faire la paix

sans les Bourbons, c'était fermer devant soi la seule route qui conduisît au but auquel on voulait arriver.

Dès qu'on put parler sans danger, c'est-à-dire dès que les armées coalisées furent sous les murs de Paris, le *Journal des Débats*, reprenant son indépendance, dit à ce sujet des choses pleines de justesse, et fit toucher du doigt la niaiserie de tout ce bavardage de tribune, qui chicanait les événemens sans avoir assez de force pour les maîtriser. « Paris est tranquille, disait-il, il n'y » a de trouble nulle part, excepté à la chambre » des représentans. » Puis il ajoutait, en livrant à la risée publique des intrigues qui n'osaient se montrer au grand jour : « Des gens pour qui tout » est bon hors ce qui est légitime, et qui livre» raient la France au Grand-Mogol, comme ils » l'ont livrée deux fois à Bonaparte, ont conçu la » ridicule idée d'offrir la couronne de saint Louis » au ci-devant électeur de Saxe. »

Il faut relire ces séances de la chambre des Cent-jours pour se faire une idée du degré de

ridicule auquel on peut arriver en politique, en parodiant les formes du stoïcisme et du courage. Il y avait surtout, dans cette assemblée, un M. Durbach qui mérite d'être cité comme le modèle de ces entêtemens incorrigibles qui se prennent pour des fermetés, et se drapent à l'antique afin de commettre plus majestueusement leurs bévues. Ces gens-là ne veulent pas comprendre qu'en tout il est un à-propos dont l'absence change le caractère des actions humaines. Le même mot épouvanta dans la bouche de Mirabeau et fit sourire dans la bouche de M. Manuel. Si Robespierre était né sous Louis XIV, et s'il eût voulu faire ce qu'il fit sous Louis XVI, au lieu d'être atroce il n'aurait été que ridicule. Or, dans cette chambre tronquée, au sein de laquelle trente-neuf départemens avaient refusé de se faire représenter, dans laquelle plus d'un député n'avait été nommé que par dix électeurs, tant la France s'était retirée du mouvement des affaires, ils étaient cinq ou six harangueurs, animés de furieuses rancunes contre la maison de Bourbon,

et qui, se prenant pour la France, répétaient à l'envi que la France avait rejeté la maison de Bourbon, et qu'elle ne remonterait jamais sur le trône.

D'abord, ils ne le croyaient pas en le disant; ensuite, à force de le dire, ils finirent par le croire. Leur haine, comme ces breuvages fermentés, leur montait à la tête et leur obscurcissait la vue. Ils n'avaient plus qu'un jour à vivre, et ils rêvaient d'éternité; leurs jambes fléchissaient sous eux, et ils s'occupaient d'asseoir la France sur les bases éternelles d'une constitution qui ne devait jamais finir. La restauration était un fait inévitable, presqu'accompli, une nécessité aussi éclatante que le soleil; ils déclaraient que le nécessaire était impossible. Elle avait déjà le pied sur les marches du trône, qu'ils répétaient encore qu'elle n'y remonterait jamais, et ils étendaient leurs bras de pygmées contre la situation, qui ne leur fit pas même l'honneur de les écraser en passant.

C'était bien le spectacle le plus étrange qui

pût se rencontrer, et l'on vit, dans cette occasion, quelle est l'impuissance de ce qu'on appelle le pays légal, quand le moment est venu où le grand pays, le pays réel, se résout à se montrer. Dans ce temps-là, comme le disait le *Journal des Débats*, la France légale arrêtait aux barrières la France réelle qui voulait aller saluer son roi. Elle ne réussit pas à l'arrêter long-temps. Les paroles de la chambre des représentans ne purent ni retarder, ni avancer d'une heure la solution du problème. Elle arriva quand elle devait arriver, ni plus tôt, ni plus tard. Les représentans la regardèrent passer; les choses s'étaient faites à côté d'eux et sans eux. La terre marchait sous leurs pieds et les emportait avec elle pendant qu'ils niaient le mouvement. Quand on en fut à ce point, cette assemblée, qui avait fait un si grand bruit, s'éteignit dans le silence; les Catons et les Décius ne moururent pas, mais ils disparurent; il semblait que c'était une comédie qui venait de finir, et que, pour tout le monde, la vie réelle allait commencer.

Le *Journal des Débats* se montra, après les Cent-jours, plus dévoué que jamais au gouvernement légitime ; il venait d'acquérir le droit de parler de sa fidélité en le suivant dans l'exil, quoiqu'il fût assez difficile d'établir si c'était le roi qu'il suivait, ou l'empereur qu'il avait fui. Ses colères contre l'usurpation dépassèrent cette fois toutes les bornes. C'était à cette époque qu'il s'écriait (1) : « Lorsque, le 20 mars, le tyran, » protégé par une soldatesque parjure, vint usur- » per la place dans un palais en deuil et dans une » capitale orpheline, il enveloppa son entrée des » ombres de la nuit, il arriva seul avec le cortége » de ses complices et de ses crimes. Une poignée » de *terroristes* relaps (2), quelques douzaines de » courtisans et de gens d'affaires avides et éhontés » qui ont lié leur fortune au succès de l'usurpa- » teur, et un nombre plus petit encore de sicaires » fanatiques, stupidement enthousiastes de l'aven- » turier qui fut leur chef, voilà à quoi se réduit

(1) *Journal des Débats*, 9 juillet 1815.
(2) *Journal des Débats*, 10 juillet 1815.

» le nombre des coupables à punir. S'il était pos-
» sible d'établir quelque comparaison entre le
» ciel et l'enfer, quel homme aurait pu se rap-
» peler, sans être saisi d'épouvante, qu'à la même
» place où la physionomie céleste de notre père
» rayonnait de tout l'amour du peuple et de toute
» la sérénité d'une sublime vertu, on avait pu
» voir naguère, caché à demi derrière ses odieux
» satellites, ce Corse au teint de plomb et à l'œil
» de tigre, dont la bouche n'a jamais souri qu'au
» carnage? Le règne de Bonaparte était le plus
» odieux des opprobres pour quiconque est digne
» d'être Français (1). Il est impossible de ne pas
» s'occuper encore quelque temps de cet homme,
» dont bientôt on ne parlera plus du tout. La sou-
» plesse de jarrets avec laquelle il a grimpé si rapi-
» dement sur l'échelle du *Northumberland*, ne
» forme-t-elle pas un contraste assez piquant avec
» la grande résolution qu'il semblait avoir prise?
» Toutes ces belles menaces de passer de cette

(1) *Journal des Débats* du 18 juillet 1815.

» vie dans l'autre se sont bornées à passer du *Belle-* » *rophon* sur le *Northumberland*, et à déployer dans » ce passage tout le talent d'un danseur de corde. » Cet homme est un des meilleurs acteurs qui » aient paru ; le mélodrame lui convenait comme » la farce ; il pleurait avec la même facilité qu'un » crocodile (1). »

Si vous vous rappelez tant de flatteries prodiguées au premier consul et à l'empereur, et le feuilleton de Geoffroy tout fumant de louanges, peut-être, après avoir lu cette Iliade d'outrages, penserez-vous qu'on pourrait résumer l'histoire du journal par cette phrase qu'il jette si injurieusement à la chute du vainqueur d'Italie : *Ce journal est un des meilleurs acteurs qui aient paru : le mélodrame lui convient comme la farce, et dans le passage de la satire à l'admiration, de la haine à l'amour, il a déployé toute l'agilité d'un danseur de corde.*

Quelque dures que fussent ces expressions,

(1) *Journal des Débats* du 17 août 1815.

ce n'étaient que des paroles qui atteignaient l'homme dans sa vie morale, sans le frapper dans son existence physique et réelle. La colère du *Journal des Débats* alla plus loin; elle s'expliqua d'une manière bien plus menaçante et bien plus catégorique. Il est vrai que les Cent-jours n'avaient rien respecté, pas même la propriété du *Journal des Débats*. La police impériale s'était emparée de ses presses, tandis que Napoléon usurpait la couronne de la branche aînée, et que, par un arrêté impérial à la date du 11 juin, les princes Lucien et Jérôme usurpaient les caves de M. le duc d'Orléans. Bien a pris sans doute au héros de l'échauffourée de Strasbourg, nous le disons en passant, de n'être le fils ni de Jérôme ni de Lucien, ces audacieux usurpateurs des caves du Palais-Royal, sans parler d'autres usurpations moins criminelles sans doute, puisqu'il ne s'agissait que de royaumes. Tant d'énormités avaient donc lassé la patience du *Journal des Débats*; il devenait impitoyable pour l'usurpation, tellement impitoyable que, s'il y avait un seul usurpateur au

monde, nous ne voudrions pas répéter la phrase que la feuille dont il est question écrivit, en apprenant la mort de Murat, phrase qui contient une théorie d'une sévérité à faire frissonner tous les voleurs de trône : « Murat, fusillé le 15 octobre, dit le journal, est le plus éclatant témoignage du retour de la légitimité. Le règne des » hérésies monarchiques est terminé, tout rentre » dans l'ordre, les usurpateurs ne sont plus que » des rebelles, ils trouvent des supplices. »

C'est une terrible phrase que celle-là, et Dracon n'eût pas mieux dit. Nous n'en sommes pas moins persuadés que cette terrible phrase n'aura pas empêché le *Journal des Débats* de prendre part à la souscription récemment ouverte, dans un département, pour élever une statue à Joachim Murat.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIERES.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XII.

CHAPITRE XIII.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.

62630659

ERRATUM.

Page 113, chapitre V, à la 4e ligne du texte, *au lieu :* du concordat qui eut lieu en 1803, *lisez :* 1802.

HISTOIRE

DU

JOURNAL DES DÉBATS.

PAR

M. Alfred Nettement.

TOME PREMIER.

Vet Fr. III [illegible]

PARIS.

AUX BUREAUX DE L'ÉCHO DE FRANCE,

345, RUE SAINT-HONORÉ.

1838.

PARIS. — ÉD. PROUX ET Ce, RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANS, 3.



